

# REPUBLIQUE DU COTE D'IVOIRE

Union - Discipline – Travail



Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier



Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires  
(PIDUCAS)

## CADRE DE POLITIQUE DE REINSTALLATION (CPR)



Voirie San Pedro (MEER, 2021)



**DOCUMENT ACTUALISE  
MARS 2022**

**CELLULE DE COORDINATION DU PIDUCAS**

## Table des matières

LISTE DES PHOTOS .....	5
SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	6
DÉFINITION DES CONCEPTS CLÉS .....	7
RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	12
1. Contexte et description du projet .....	12
2. Justificatif et objectif du CPR .....	12
3. Impacts potentiels sur les personnes et les biens .....	13
4. Catégories de personnes affectées .....	14
5. Cadre réglementaire .....	14
6. Critères d'éligibilité et date butoir .....	14
7. Principes directeurs du CPR .....	15
8. Consultations des acteurs .....	15
9. Gestion des plaintes .....	15
10. Modalités institutionnelles .....	16
11. Budget .....	16
12. Suivi et évaluation .....	16
13. Publication .....	16
EXECUTIVE SUMMARY .....	17
1. Context and description of the project .....	17
2. Justification and objectives of the Resettlement Policy Framework (RPF) .....	17
3. Potential Impacts .....	18
4. Categories of potentially affected people .....	18
5. Legal Framework .....	19
6. Eligibility Criteria and deadline .....	19
7. Resettlement Policy Framework guidelines .....	19
8. Consultations .....	20
9. Mechanisms for handling complaints .....	20
10. Institutional arrangements .....	20
11. Budget .....	20
12. Monitoring / Evaluation .....	20
13. Diffusion .....	20
INTRODUCTION .....	21
1. Contexte et justification du Projet .....	21
2. Objet du CPR .....	21
3. Justification de l'actualisation du CPR .....	22
4. Méthodologie .....	22
5. Contenu du rapport du CPR .....	24
DESCRIPTION DU PROJET .....	25
1. Objectifs de développement du projet .....	25
2. Description des composantes du projet .....	25
2.1 Composante A : Renforcement de la performance des infrastructures économiques .....	25
2.2 Composante B : Soutien au développement du secteur privé .....	26
2.3 Composante C : Amélioration de la fonctionnalité urbaine et cadre de vie .....	26
2.4 Composante D : Gestion du projet .....	26
IMPACTS POTENTIELS - PERSONNES ET BIENS AFFECTÉS .....	27
1. Activités qui engendreront la réinstallation .....	27
2. Typologie et analyse des impacts .....	27
3. Estimation du nombre des personnes affectées et des besoins en terre .....	28
3.1 Estimation des besoins en terres .....	28
3.2 Estimation du nombre de PAP .....	28
3.3 Catégories possibles de personnes affectées .....	28
CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA REINSTALLATION .....	29
1. Cadre légal national .....	29
1.1 Loi n° 98-750 du 3 décembre 1998 portant Code Foncier Rural .....	29
1.2 Décret du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique » .....	29
1.3 Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général .....	30
1.4 Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général .....	31

2.	Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque mondiale .....	32
3.	Comparaison entre la législation ivoirienne et la PO 4.12 de la Banque mondiale .....	33
4.	Cadre institutionnel .....	37
4.1	Les Ministères.....	37
4.2	L'Unité de Coordination du Projet .....	37
4.3	Les Agences d'exécution.....	37
4.4	Les collectivités territoriales .....	38
	<b>PRINCIPES, OBJECTIFS ET PROCESSUS DE LA REINSTALLATION .....</b>	<b>39</b>
1.	Principes et objectifs de la réinstallation .....	39
2.	Minimisation des déplacements .....	39
3.	Mesures additionnelles d'atténuation .....	39
4.	Principes d'indemnisation .....	40
5.	Impacts sur les revenus et assistance à la restauration des revenus.....	41
6.	Principes généraux du processus de réinstallation .....	41
	<b>CATEGORIES POTENTIELLES DES PERSONNES AFFECTEES ET CRITERES D'ELIGIBILITE .....</b>	<b>43</b>
1.	Catégories éligibles à la compensation .....	43
2.	Critères d'éligibilité .....	43
3.	Date limite fixée ou date butoir.....	46
	<b>PROCESSUS DE PRÉPARATION ET D'APPROBATION DES PLANS DE RÉINSTALLATION .....</b>	<b>47</b>
1.	Principes généraux de réinstallation.....	47
2.	Étapes de la sélection sociale des activités du projet .....	47
3.	La sélection sociale dans le processus d'approbation des activités du projet.....	47
4.	Consultation .....	48
5.	Information aux Communes concernées par le Projet.....	48
6.	Définition du Plan d'Action de Réinstallation .....	49
7.	Approbation .....	50
	<b>METHODE D'EVALUATION DES BIENS ET D'ESTIMATION DES COMPENSATIONS .....</b>	<b>51</b>
1.	Politique en matière de droit à la réinstallation .....	51
1.1	Base juridique du droit à la réinstallation .....	51
1.2	Droit relatif aux différentes catégories d'impacts.....	51
2.	Principes et barèmes d'indemnisation pour les types de biens immobiliers et mobiliers.....	51
3.	Compensation des terres non agricoles .....	52
4.	Compensation des cultures.....	52
5.	Compensation pour les bâtiments et infrastructures.....	52
6.	Compensation pour perte de revenu.....	53
7.	Compensation pour les sites sacrés .....	53
8.	Paielements de la compensation et considérations y relatives .....	54
9.	Processus de compensation .....	54
9.1	Information .....	54
9.2	Participation publique.....	54
9.3	Documentation des avoirs et des biens .....	55
9.4	Procès-verbaux de compensation.....	55
9.5	Exécution de la compensation .....	55
9.6	La matrice de compensation .....	55
	<b>PRISE EN COMPTE DU GENRE ET VULNERABILITE DES PERSONNES AFFECTEES .....</b>	<b>58</b>
	<b>MECANISME DE GESTION DES PLAINTES ET DES CONFLITS .....</b>	<b>60</b>
1.	Sources potentielles de conflits .....	60
2.	Mécanismes de règlement des conflits.....	64
2.1	Réception et enregistrement de la plainte .....	64
2.2	L'examen de l'éligibilité et de la validité .....	64
2.3	L'investigation ou l'enquête .....	64
2.3.1	L'organe de 1 <sup>ère</sup> instance (CE-PAR).....	65
2.3.2	L'organe de recours à l'amiable (CSP-PAR) .....	65
2.3.3	Dispositions administratives et recours à la justice .....	65
3	Prévention des conflits .....	66
	<b>CONSULTATION ET DIFFUSION DE L'INFORMATION .....</b>	<b>67</b>
1.	Contexte réglementaire de la consultation .....	67
2.	Objectif de la consultation .....	67
3.	Consultations menées dans le cadre de l'élaboration du CPR initial .....	67
3.1	Résultats des rencontres d'information et de consultation du public.....	67

3.2	Rencontre d'information et de consultation avec les services techniques des mairies .....	68
3.3	Rencontre avec les autorités administratives et les directions régionales .....	69
3.4	Rencontre d'information et de consultation publique avec les populations : chefs de quartiers, ONG et, CCDQ. ....	70
4.	Consultations menées dans le cadre de l'actualisation du présent CPR .....	72
5.	Consultations à mener lors de la préparation/élaboration/suivi d'un PAR .....	73
5.1	Phase préparatoire du PAR : .....	73
5.2	Phase d'élaboration du PAR .....	73
5.3	Phase de mise en œuvre et de suivi du PAR .....	73
6.	Dispositif sécuritaire et sanitaire dans le contexte de la COVID-19 .....	74
7.	Diffusion de l'information au public .....	74
	PROCESSUS DE SUIVI ET EVALUATION .....	75
1.	Suivi de l'exécution des actions de réinstallation .....	75
1.1	Objectifs .....	75
1.2	Indicateurs de suivi .....	75
1.3	Responsables du suivi .....	76
2.	Evaluation de la réinstallation des PAP .....	76
2.1	Objectifs .....	76
2.2	Processus de Suivi et Evaluation .....	76
2.3	Responsable de l'évaluation .....	76
3.	Indicateurs .....	77
4.	Dispositif de suivi évaluation .....	77
4.1	Dispositions en matière de suivi par l'UCP .....	77
4.2	Dispositifs de supervision de la Banque Mondiale .....	77
	RESPONSABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE REINSTALLATION .....	78
1.	Niveau National .....	78
1.1	Le Comité de pilotage .....	78
1.2	L'Unité de Gestion du Projet .....	78
2.	Niveau régional et communal .....	78
3.	Capacité des acteurs institutionnels dans le processus de réinstallation .....	79
3.1	Proposition de dispositif institutionnel .....	79
3.2	Programme de renforcement des capacités des acteurs institutionnels .....	80
	CALENDRIER DE LA REINSTALLATION .....	81
	BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION .....	82
1.	Budget .....	82
2.	Source et mécanisme de financement .....	82
3.	Mode et procédure de paiement des compensations .....	83
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	84
	LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES .....	85

## **LISTE DES TABLEAUX**

TABLEAU N° 1 : IMPACTS SOCIAUX NÉGATIFS DU PROJET SUR LES PERSONNES ET LES BIENS.....	22
TABLEAU N° 2 : COMPARAISON ENTRE LA LÉGISLATION NATIONALE ET LA PO 4.12 .....	29
TABLEAU N° 3 : PRINCIPES DE L'INDEMNISATION SELON LA NATURE DE L'IMPACT SUBI .....	35
TABLEAU N° 4 : PROCESSUS DE PREPARATION DES PAR .....	37
TABLEAU N° 5 : MATRICE D'ÉLIGIBILITÉ .....	38
TABLEAU N° 6 : FORMES DE COMPENSATION .....	47
TABLEAU N° 8 : MATRICE DES DROITS DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET .....	50
TABLEAU N° 9 : SYNTHÈSE DES AVIS DES AVIS, PRÉOCCUPATIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS DES SERVICES TECHNIQUES DES MAIRIES CONCERNÉES.....	56
TABLEAU N° 10 : SYNTHÈSE DES AVIS, PRÉOCCUPATIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES RÉGIONALES.....	57
TABLEAU N° 11 : SYNTHÈSE DES AVIS, PRÉOCCUPATIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS DES SERVICES TECHNIQUES DÉPARTEMENTAUX.....	59
TABLEAU N° 12 : SYNTHÈSE DES AVIS, PRÉOCCUPATIONS, SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS DES SERVICES TECHNIQUES DÉPARTEMENTAUX.....	61
TABLEAU N° 13 : INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES .....	64
TABLEAU N° 14 : DISPOSITIF INSTITUTIONNEL .....	66
TABLEAU N° 15 : PLAN DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS INSTITUTIONNELS ...	67
TABLEAU N° 16 : CALENDRIER DE REINSTALLATION .....	68
TABLEAU N° 17 : BUDGET PRÉVISIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET .....	69

## **LISTE DES PHOTOS (Voir documents Annexes)**

PHOTO N° 1 RENCONTRE AVEC LE DIRECTEUR DE LA MAIRIE DE BOUAKÉ
PHOTO N° 2 RENCONTRE AVEC LE DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT DE LA MAIRIE DE SAN
PHOTO N° 3 : RENCONTRE AVEC L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET LES DIRECTIONS RÉGIONALES DE SAN PEDRO
PHOTO N° 4 : RENCONTRE AVEC LE DIRECTEUR RÉGIONAL DE TRANSPORT DE BOUAKÉ
PHOTO N° 5 : RENCONTRE AVEC LES CCDQ DE BOUAKE
PHOTO N° 6 : RENCONTRE AVEC LES REPRÉSENTANTS DES RIVERAINS DE TOLAKOUADIOKRO
PHOTO N° 7 : RENCONTRE AVEC LA PLATEFORME DES ONGS À BOUAKÉ
PHOTO N° 8 : RENCONTRE AVEC LES CHEFS DE QUARTIERS CONCERNÉS À SAN PEDRO
PHOTO N° 9 : RENCONTRE AVEC LES SYNDICATS DES TRANSPORTEURS DE BOUAKÉ
PHOTO N° 10 : RENCONTRE AVEC LES SYNDICATS DES COMMERÇANTS DE BOUAKÉ
PHOTO N° 11 : RENCONTRE AVEC LES SYNDICATS DES TRANSPORTEURS DE SAN PEDRO

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SIGLES	DEFINITIONS
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANASUR	Agence Nationale de la Salubrité Urbaine
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
BM	Banque Mondiale
CCP	Cadre de Partenariat Pays
CCDQ	Communauté Communautaire de Développement de Quartier
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CDT	Commandant
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
DT	Directeur Technique
DR	Directeur Régionale
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
IDA	Association Internationale pour le Développement
IF	Institutions Financières
IEC	Information, Education et Communication
FGPME	Fonds de Garantie des PME
GPP	Garantie Partielle de Portefeuille
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes et Griefs
MPME	Micro et Petite Entreprise
ODP	Occupation du Domaine Public
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PO	Politique Opérationnelle
PIDUCAS	Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain de la Compétitivité des Agglomérations Secondaires
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PRICI	Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire
PV	Procès-verbal
UCP	Unité de Coordination du Projet
TDR	Termes De Référence

## DÉFINITION DES CONCEPTS CLÉS

*Les expressions et termes techniques utilisés dans le rapport sont définis de la manière suivante :*

- **Acquisition de terre** : Processus par lequel l'Etat peut retirer une terre aux particuliers ou aux collectivités territoriales pour raison d'utilité publique.
- **Assistance à la réinstallation** : Toute assistance offerte aux PAP qui doivent être physiquement déplacées en raison du projet. Cette assistance peut comprendre de l'aide à la préparation au déménagement, le transport vers la nouvelle résidence, de l'aide alimentaire, ou toute autre aide dont une personne déplacée pourrait avoir besoin.
- **Bâtiment** : Le bâtiment est un édifice indépendant contenant une ou plusieurs pièces séparées par des murs et destinées à servir d'habitation ou de dépendance. Cependant le bâtiment peut être constitué par une structure quelconque couverte de toit, sans qu'il n'y ait de murs permanents.
- **Bénéficiaire** : toute personne affectée par le projet et qui, de ce seul fait, a droit à une compensation. Cette définition n'exclut pas les personnes qui tiraient leurs revenus de la présence d'un ouvrage.
- **Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPR)** : Le document présente les principes qui guident le développement d'un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR), une fois que l'investissement est assez bien défini pour pouvoir déterminer ses impacts.
- **Communauté affectée par le projet (CAP)** : correspond à un ensemble de familles. Une distinction est faite entre les personnes ou les familles qui subissent un impact en raison d'une activité et la communauté qui est affectée en raison de la mise en œuvre d'une action ou d'une stratégie beaucoup plus grande se rapportant à la terre.
- **Communauté hôte** : Communauté qui accueille les PAP physiquement affectées qui doivent quitter leur lieu de résidence en raison du projet.
- **Compensation (indemnisation)** : Paiement en espèce ou en nature, ou les deux combinés, des coûts de tous les biens (terres, structures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus suite à une réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique.
- **Coût de remplacement** : Méthode d'évaluation des éléments d'actifs affectés par le projet qui permet de déterminer le montant suffisant pour remplacer les pertes subies et couvrir les coûts de transaction. Ce coût de remplacement doit être calculé selon les prix du marché et sans tenir compte de l'amortissement.
- **Date butoir (cut off date)** : Date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des biens des personnes touchées par le Projet. Les personnes qui occupent la zone d'influence du Projet après la date butoir n'ont pas droit à une indemnisation et/ou une aide à la réinstallation. De même, les actifs fixes (constructions, cultures, arbres fruitiers, parcelles boisées, etc.) établis après la date d'achèvement de l'inventaire des biens, ou une autre date fixée d'un commun accord ne donneront pas lieu à l'indemnisation.
- **Famille affectée par le Projet (FAP)** : comprend tous les membres d'une famille élargie opérant

Comme seule et unique unité économique, indépendamment du nombre de ménages, qui sont affectés négativement par un projet ou n'importe laquelle de ses composantes. Pour la réinstallation, les PAP seront traitées comme membres de familles affectées par le projet (FAP).

- **Groupes vulnérables** : personnes qui, du fait de leur sexe, de leur ethnie, de leur âge, de leurs handicaps physiques ou mentaux, ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation, ou dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages peut se trouver limitée.
- **Impenses** : évaluation des biens immeubles affectés par le projet.
- **Indemnité de dérangement** : est une forme de compensation accordée aux personnes éligibles qui sont déplacées de leur logement, qu'elles soient propriétaires ou locataires, et qui ont besoin d'une indemnité, payée par le projet, pour faire face à la période de transition. Les indemnités de dérangement peuvent être proportionnelles à la valeur du logement afin de refléter les différences de niveaux de revenus. Elles sont généralement déterminées sur la base d'un chronogramme arrêté par l'agence d'exécution.
- **Équipements fixes** : Structures, autres que des bâtiments, qui ne peuvent pas être déplacées. Ces structures peuvent être des puits, des latrines, des enclos, des bassins cimentés, etc.
- **Ménage** : Le concept de ménage est défini en tenant compte de la façon dont les personnes s'associent pour pouvoir individuellement ou collectivement satisfaire leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux.

Le ménage est l'ensemble des personnes apparentées ou non qui habituellement vivent dans une même parcelle, partagent le repas préparé sur le même feu, gèrent en commun tout ou une partie de leurs ressources et reconnaissent l'autorité d'une même personne appelée chef de ménage.

Un ménage peut être composé soit d'une personne (personne qui vit seule), soit de plusieurs personnes. Dans ce dernier cas, le ménage se compose généralement du mari, de son/ses épouse/s et de leur/s enfant/s, avec ou sans d'autres personnes à charge (membres de la famille, amis, domestiques, etc.). Le ménage peut également être composé de personnes qui vivent ensemble et qui n'ont aucun lien familial.

- **Chef de ménage** : Le chef de ménage est la personne déclarée, et reconnue comme tel, par les autres membres du ménage. Il détient généralement l'autorité, le pouvoir économique. Il n'est pas forcément le plus âgé. Il peut être un homme ou une femme. Un célibataire vivant seul est un chef de ménage.
- **Parties prenantes** : Toute entité (personne, groupe, organisation, institution) concernée et potentiellement affectée par un projet ou en mesure d'influer sur un projet.
- **Personne Affectée par le Projet (PAP)** : Les individus, les ménages et les communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait  
(i) D'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques ;  
(ii) De la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs) ; (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive ; ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus. Les PAP ne sont pas forcément tous déplacés du fait du Projet.



- **Les personnes économiquement affectées** : Une personne économiquement affectée par un projet est une PAP dont les sources de revenus ou les moyens d'existence sont affectés par le projet, mais qui ne doit pas être déplacée physiquement en raison du projet.
- **Les personnes physiquement affectées** : Une personne physiquement affectée par un projet est une PAP qui doit se déplacer sur un site d'accueil en raison de l'acquisition de terres du projet. Ce sont généralement les personnes qui subissent une perte de logement.
- **Personnes économiquement déplacées** : Personnes ayant subi une perte de sources de revenu ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restrictions d'accès à certaines ressources (terre, eau, parcours, forêt), du fait de la construction ou de l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les personnes économiquement déplacées n'ont pas forcément toutes besoin de déménager du fait du Projet.
- **Personnes physiquement déplacées** : Personnes ayant subi une perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres par le Projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les personnes physiquement déplacées doivent déménager du fait du Projet.
- **Personne vulnérable** : Toute personne affectée par le projet (PAP) et qui en raison de son sexe, son ethnie, son âge, son handicap physique ou intellectuel, son revenu ou son statut social, pourrait être affectée plus défavorablement que les autres PAP par la réinstallation et qui pourrait être limitée dans ses capacités à réclamer ou à prendre avantage de l'assistance offerte dans le cadre de la réinstallation ou d'autres bénéfices du projet.
- **Plan d'Action de Réinstallation (PAR)** : Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou le Plan de Réinstallation (PR) est un document dans lequel un promoteur de projet, ou une autre entité responsable, définit les procédures et mesures qu'il ou elle entend suivre et prendre en vue d'atténuer les effets négatifs, d'indemniser les pertes et de procurer des avantages en matière de développement aux personnes et communautés affectées par son projet d'investissement.
- **Recensement** : Le recensement permet de dénombrer les personnes affectées par le projet (PAP) ainsi que leurs biens, avoirs et moyens de subsistance. Le recensement comprend : un dénombrement nominatif de toutes les personnes affectées par le projet; une collecte de renseignements sur les caractéristiques démographiques, économiques, sociales et culturelles des PAP ; un inventaire des bâtiments et équipements affectés que les PAP occupent ou utilisent; un inventaire des structures publiques et collectives des communautés affectées; un inventaire des arbres privés, fruitiers et non fruitiers, affectés; un inventaire des biens culturels et culturels affectés (sites sacrés, sépultures) ; une identification des personnes vulnérables; une description des ressources naturelles utilisées par les PAP; une description des cultures agricoles effectuées par les PAP; et l'identification des occupations principales et secondaires des PAP.
- **Recasement** : réinstallation des personnes affectées par le projet sur un autre site suite à un déplacement involontaire.
- **Réhabilitation** : mesures compensatoires prévues dans le CPR autres que le paiement de la valeur de remplacement de la propriété acquise.
- **Réinstallation involontaire** : s'applique aussi bien aux personnes détentrices de titres légaux et entiers sur les espaces qu'aux locataires, occupants irréguliers et entreprises.

- **Réinstallation** : signifie toutes les mesures prises pour atténuer tous les impacts négatifs du PIDUCAS sur les biens et/ou les moyens d'existence des PAP, y compris l'indemnisation, le relogement (selon le cas), et la réhabilitation.
- **Relogement** : signifie l'attribution de logement en compensation de la perte de l'habitat d'un ménage.
- **Site d'accueil** : Site sur lequel les PAP physiquement affectées sont déplacées en raison du projet. Ce site peut être déjà habité ou non occupé.
- **Valeur intégrale de remplacement ou coût intégral de remplacement** : La valeur du marché des biens perdus plus les coûts de transaction.
- **Valeur de remplacement** : signifie la valeur déterminée comme représentant une compensation juste pour une terre productive basée sur son potentiel productif, le coût de remplacement des maisons et des constructions (prix juste en vigueur sur le marché des matériaux et de la main d'œuvre sans tenir compte de l'amortissement), et la valeur marchande des terrains résidentiels, des cultures, des arbres, ou d'un pourcentage de celle-ci, et autres produits.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

### 1. Contexte et description du projet




Le Gouvernement Ivoirien a conclu en avril 2017, des négociations avec l'Association Internationale de Développement (IDA) pour le financement du Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) à partir d'un crédit IDA n° H 6062-CI, pour une période prévisionnelle de cinq (05) ans à compter du 24 Août 2017.

D'un coût global de 128 millions USD, l'objectif de développement du PIDUCAS est d'une part, de renforcer la compétitivité des villes de San Pedro et Bouaké par une amélioration de la mobilité urbaine et des services administratifs et d'autre part, de créer les conditions pour une amélioration des revenus des micro, petites et moyennes entreprises sur l'étendue du territoire national.

Ainsi, ce Projet est bâti autour des quatre (4) composantes majeures ci-après :

- Composante 1 : l'amélioration de la performance des infrastructures économiques,
- Composante 2 : l'Appui au développement du secteur privé,
- Composante 3 : l'amélioration des institutions, de la réglementation, de l'aménagement urbain et le renforcement des capacités des communes cibles,
- Composante 4 : la gestion du Projet.

Les activités proposées à l'exception de la composante gestion du projet, sont regroupées en trois (3) composantes comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li> Composante A : Renforcement de la performance des infrastructures économiques<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous-composante A1. : Renforcement des infrastructures économiques de Bouaké</li><li>- Sous-composante A2 : Renforcement des infrastructures économiques et touristiques de San-Pedro</li></ul></li><li> Composante B : Soutien au développement du secteur privé<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous-composante B1 : Etude, Assistance technique et Formation à San Pedro</li><li>- Sous-composante B1 : Etude, assistance Technique et Formation à Bouaké</li><li>- Sous-composante B2 : Soutien au développement du secteur privé ivoirien</li></ul></li><li> Composante C : Amélioration de la fonctionnalité urbaine et cadre de vie<ul style="list-style-type: none"><li>- Sous-composante C1 : Amélioration de la fonctionnalité urbanistique et du cadre de vie des villes de Bouaké et San Pedro</li><li>- Sous-composante C2 : Appui et renforcement de capacité des communes de Bouaké et San-Pedro</li></ul></li></ul> |
|---|

### 2. Justificatif et objectif du CPR

Certaines activités du projet pourraient avoir des impacts négatifs sociaux liés aux pertes de terre, de cultures agricoles, d'arbres fruitiers, de sources de revenus ou de moyens d'existence. Cette situation exige l'application des directives opérationnelles de protection environnementale et sociale de la Banque Mondiale en l'occurrence l'OP 4.12 relative au déplacement involontaire des populations. Lorsque l'OP 4.12 est déclenchée, un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) est élaboré pour clarifier les règles applicables à l'identification des personnes et des biens qui sont susceptibles d'être affectés par la mise en œuvre des activités du projet. Elle donne les directives appropriées aux responsables des activités de réinstallation et de compensation afin d'assurer un dédommagement efficace, juste et équitable des populations directement affectées par les activités du Projet. Le CPR fournit par ailleurs, des directives pour s'assurer que les moyens de subsistance des populations affectées demeurent (au minimum) les mêmes ou soient meilleurs qu'avant.

Dans le cadre du présent projet, un CPR a été élaboré pour décrire les objectifs, principes et procédures qui encadrent le régime de l'acquisition des terrains. Il présente également les modalités d'analyse des conséquences économiques et sociales qui résultent de la mise en œuvre des activités du projet pouvant entraîner le retrait des terres ou des pertes de revenus économiques.

Le présent document est la version issue de la mise à jour du CPR initial du PIDUCAS suite à la restructuration intervenue en juillet 2021. En effet, le projet a subi une restructuration avec l'avènement de la « Garantie partielle de portefeuille (GPP) » dont l'objectif est de permettre d'une part, aux institutions financières (banques ou microfinances) d'accorder des crédits à des emprunteurs avec des conditionnalités plus souples et d'autre part, d'apporter une aide urgente aux entreprises en difficultés dans le contexte de la COVID-19.

Du fait de cette nouvelle sous-composante (de la composante B), le périmètre d'action du PIDUCAS ne se limite plus aux villes cibles initiales (San Pedro et Bouaké), mais s'étend désormais à tout le territoire national. Aussi, la nature des sous-projets qui ciblent désormais les institutions financières, a également changé. Ce qui justifie l'élaboration de cette nouvelle version du CPR.

Le CPR actualisé permettra, en plus des objectifs initiaux, de veiller à ce que les risques et effets environnementaux et sociaux des activités bénéficiant du fonds de garantie soient correctement identifiés, évalués, gérés et suivis. Ils doivent en outre faire l'objet de rapports appropriés.

### 3. Impacts potentiels sur les personnes et les biens

Durant l'exécution des activités prévues par le projet, certaines activités notamment celles de la Composante A sont susceptibles d'entraîner une réinstallation involontaire en particulier, les activités associées aux coopératives et entreprises agricoles, aux aménagements paysagers, aux infrastructures. Les impacts sociaux négatifs potentiels de ces activités correspondent à la perte partielle ou totale de terre et/ou de bâti ; à la perte temporaire d'activités commerciales de bord de rue ; et à des déplacements temporaires ou définitifs d'activités implantées sur les emprises des rues ou des routes.

Le tableau ci-dessous présente les types de pertes ou dommages qui sont considérés éligibles à une compensation/assistance :

Perte de parcelles de terre à usage résidentiel, agricole, commercial, industriel, forestier, de pâturage ou autres (en partie ou en totalité)
Perte de moyens de subsistance incluant : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La perturbation et/ou le déplacement de petites et moyennes entreprises (PME),</li> <li>✓ La perte de revenus de location,</li> <li>✓ La perte de cultures annuelles ou pérennes et de produits forestiers ligneux ou non-ligneux,</li> <li>✓ La perte de salaire pour les ouvriers/employés occasionnels ou permanents,</li> <li>✓ La perte de ressources naturelles.</li> </ul>
Perte de bâtiments résidentiels et non résidentiels individuels ou communautaires
Perte de structures annexes et d'équipements inamovibles dans les concessions résidentielles
Perte de structures et d'équipements inamovibles hors concessions résidentielles
Perte d'infrastructures communautaires (sources d'eau, pistes, voies d'accès, etc.)

Perte de biens du patrimoine culturel (sites religieux, objets ou sites sacrés)
Autres formes de vulnérabilité

#### 4. Catégories de personnes affectées

Deux catégories de personnes peuvent être potentiellement affectées par les impacts liés à la mise en œuvre du PIDUCAS : (i) les propriétaires des biens affectés et (ii) les propriétaires d'activités économiques :

- (i) Propriétaires des biens affectés : dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, certains travaux peuvent engendrer des dommages susceptibles d'impacter les biens et les moyens de subsistance de certains individus. Dans ce contexte, un propriétaire d'une ou de plusieurs d'infrastructures ou de concession active (avec des droits formels ou informels) sur les sites visés peut se voir contraint de laisser ou de déplacer son bien, son logis ou ses activités en raison de la réalisation du sous-projet considéré.
- (ii) Propriétaires d'activités économiques : un dommage causé par le Projet à un membre d'une famille peut porter préjudice à tout le ménage. Un chef de ménage d'une concession, un commerçant, un vendeur/une vendeuse, un artisan ou un prestataire de services qui subvient aux besoins alimentaires de son ménage grâce à l'exercice de ses activités économiques (avec des droits formels ou informels), éprouvera des peines et des difficultés pour répondre aux mêmes besoins s'il en vient à subir négativement l'impact du projet.

#### 5. Cadre réglementaire

Le cadre juridique applicable au PIDUCAS se fera en conformité avec la réglementation applicable en Côte d'Ivoire et la politique OP 4.12 de la banque mondiale. Ce CPR présente d'ailleurs les résultats d'une analyse comparative entre le cadre juridique national en matière de réinstallation et la PO 4.12 de la Banque mondiale. Il en ressort des points de convergence et des points de divergence. En cas de divergence entre la législation nationale et la PO 4.12, le PIDUCAS se conformera aux exigences les plus favorables aux Personnes Affectées par le Projet (PAP).

Par ailleurs, lorsqu'une institution bénéficiaire dispose de son propre Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES), s'il y'a divergence entre la PO.4.12, la réglementation ivoirienne et la politique de l'institution, la mesure la plus avantageuse pour la personne affectée sera appliquée.

#### 6. Critères d'éligibilité et date butoir

Conformément à la PO 4.12, l'éligibilité à la compensation ne se limitera pas seulement aux seuls propriétaires ou exploitants légaux. Elle concernera tous les propriétaires terriens (propriétaires de droits modernes ou coutumiers), tous les exploitants propriétaires ou non de la terre qu'ils exploitent, et tous ceux qui auront perdu leur hébergement, des biens ou moyens de subsistance, ou qui se verront limiter dans l'accès aux ressources collectives.

Les critères d'éligibilité à la compensation sont (a) les détenteurs d'un droit formel et légal sur les terres, dont les droits coutumiers reconnus par les lois du pays ; (b) ceux qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres ou autres reconnus ou susceptibles de l'être par les lois du pays (c) les occupants irréguliers qui n'ont pas de droits ou de titres formels. Il faut préciser que les personnes entrant dans la catégorie (c) n'auront pas droit à des compensations pour pertes de terre ; elles percevront une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent. L'ayant droit ou le bénéficiaire d'un programme de réinstallation sera toute PAP qui, de ce fait, aura droit à une compensation, avec une attention

particulière sur les femmes, les groupes vulnérables ; mais aussi à la population hôte en cas de déplacement physique de personnes dans un autre quartier.

La date butoir ou date limite fixée correspondra à la fin des opérations de recensement des personnes et biens affectés. Au-delà de cette date, toute personne installée dans la zone d'un sous-projet ne peut faire l'objet d'indemnisation.

## **7. Principes directeurs du CPR**

Les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation tiendront compte des quatre étapes suivantes : (i) Consultation des collectivités locales et de l'ensemble des parties prenantes ; (ii) évaluation sociale du ou (des) sous projet(s) à financer ; (iii) préparation du PAR ; (iv) approbation du PAR. ; (v) mise en œuvre ; (vi) suivi évaluation.

Le Cadre de politique de réinstallation prend en compte aussi bien la réglementation ivoirienne que les exigences de la Banque mondiale dans la définition des méthodes d'évaluation. Ainsi, la Politique opérationnelle PO 4.12 de la Banque Mondiale stipule que le déplacement des populations va jusqu'à la réinstallation économique ou physique complète des personnes affectées. Le principe de base est que quiconque utilisait la terre avant qu'elle ne soit acquise dans le cadre du Projet devra, dans la mesure du possible, recevoir d'autres terres de taille et de qualité équivalentes. Le PIDUCAS devra s'assurer qu'un dédommagement juste et équitable soit assuré pour les pertes subies. Le dommage doit être directement lié à la perte de terre ou la restriction d'accès.

L'indemnisation prendra en compte la valeur (du prix du marché) des infrastructures et structures (bâtiments, clôtures, latrines, puits, etc.) ainsi que des pertes de cultures et d'essences forestières ; les pertes de droits d'accès ; les pertes de ressources éventuelles (commerces et autres activités formelles ou informelles génératrices de revenus).

Les types de biens compensables concernent les maisons d'habitation, bâtiments et structures, équipements communautaires, pertes de revenus relatives aux activités formelles et non formelles, de terres agricoles et arboricoles, de cultures agricoles...

A cet effet, les indemnisations seront payées à la valeur intégrale de remplacement avant le déplacement.

## **8. Consultations des acteurs**

La consultation des personnes affectées pour les informer, recueillir leur avis et prendre en compte leurs préoccupations est une obligation préalable à toute indemnisation. Aussi la participation des personnes affectées à toutes les étapes du processus de réinstallation est un préalable. Le processus de consultation doit permettre aux populations de faire valoir leurs points de vue et faire en sorte que leurs intérêts soient pris en compte dans tous les aspects de la planification et de la mise en œuvre de la réinstallation. A noter qu'au moment de l'élaboration du CPR initial, des réunions de concertation avec des acteurs institutionnels, les leaders communautaires, les associations locales et les populations vivant à Bouaké et à San Pedro ont été organisées.

## **9. Gestion des plaintes**

Un mécanisme de gestion de griefs a été élaboré et communiqué à toutes les parties prenantes. Il privilégie la gestion amiable de tout conflit pouvant résulter du Projet en impliquant les instances locales. Il entrevoit cependant un recours à la justice au cas où une solution acceptable n'a pu être trouvée. Toutefois, les réclamants conservent en tout temps un droit de recourir aux instances juridiques de la Côte d'Ivoire.

## **10. Modalités institutionnelles**

Le cadre institutionnel de la réinstallation fait intervenir les institutions suivantes : le comité de pilotage, l'Unité de Coordination du projet, le FGPP, le comité régional composé des préfectures, des mairies, des Directions Régionales (Construction et urbanisme, infrastructures économiques et Agriculture), d'ONG locales et des représentants des autorités coutumières, religieuses et des personnes affectées des villes concernées par la réinstallation.

## **11. Budget**

Le coût global de la réinstallation et de la compensation dans le cadre du PIDUCAS serait d'environ sept cent dix millions six cent milles (710 600 000) FCFA. Cette estimation comptabilise les indemnités déjà payées et les provisions pour les sous-projets à venir.

Le gouvernement ivoirien, à travers le PIDUCAS, financera la compensation due à la réinstallation des populations affectées par la réalisation des activités du projet et l'assistance à la réinstallation. La Banque mondiale financera le renforcement des capacités, la préparation des PAR et le processus de suivi/évaluation.

## **12. Suivi et évaluation**

Une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale du PAR considéré sera préparée :

- Si une entité indépendante est requise pour la mise en œuvre du PAR (ONG ou autres), ces rapports d'évaluation seront réalisés par ladite entité.
- Si une entité indépendante n'est pas requise, ces évaluations seront menées par l'UCP.


Les Rapports de suivi seront utilisés durant les missions d'appui de la Banque tandis que les Rapports de clôture seront soumis à l'approbation de la Banque.

La responsabilité du suivi incombe à la Coordination du Projet, plus précisément à son Responsable Social à travers une surveillance continue et périodique de la mise en œuvre des PAR.

## **13. Publication**

Le draft du CPR actualisé sera mis en ligne sur les sites suivants :

 [www.prici.ci](http://www.prici.ci)

 Sites Web des Régions d'activités et des Communes

 Site Web externe de la Banque

## EXECUTIVE SUMMARY

---

### 1. Context and description of the project

The Ivorian Government has made the spatial rebalancing its priority through a better land use plan, driven by the development of regional economic centres. The monographic studies carried out confirm the economic centres of Bouaké and San Pedro as invariants of this dynamic.

In this way, the government is launching an Infrastructure Project for Urban Development and Competitiveness of Secondary economic Agglomerations (PIDUCAS), which aims at strengthening the efficiency of economic infrastructures and support the development of the municipalities of San Pedro and Bouaké on the one side, and on the other side, improve the - functionality and the living environment of the so-called municipalities.

The proposed activities, except for the project management component, are grouped into three (3) components as shown in the table below.

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>✚ Component A: Strengthening the performance of economic infrastructure<ul style="list-style-type: none"><li>❖ Sub-Component A.1: Strengthening the Economic infrastructure of Bouaké</li><li>❖ Sub-Component A.2: Strengthening the Economic and tourism infrastructure of San Pedro</li></ul></li><li>✚ Component B: Support for Private Sector Development<ul style="list-style-type: none"><li>❖ Sub-Component B.1: Support for private sector development of Bouaké and San Pedro</li><li>❖ Sub-Component B.2: Study, Technical Assistance and Training of Bouaké</li><li>❖ Sub-Component B.3: Study, technical assistance and training of San Pedro</li></ul></li><li>✚ Component C: Improved urban functionality and living environment<ul style="list-style-type: none"><li>❖ Sub-Component C.1: Improvement of the urban functionality and the living environment in cities.</li><li>❖ Sub-Component C.2: Support and capacity building for Bouaké and San-Pedro municipalities</li></ul></li></ul> |
|--|

### 2. Justification and objectives of the Resettlement Policy Framework (RPF)

The project is classified in the environmental category B. Activities of this project category are likely to generate negative environmental and social impacts of local nature and reversible and, therefore, can be mitigated with common methods.

In order to manage the negative social impacts and risks of the PIDUCAS, this Resettlement Policy Framework (RPF) was developed in response to national legislation and Operational Policy OP4.12 (Involuntary Resettlement).

Project investments are known, but not all investment sites have been defined. Thus, all physical sites have not yet been the subject of detailed technical studies to know the extent of potential negative impacts, mitigation measures and the costs of these measures. These reasons justify the preparation of this RPF because many Project activities are still poorly defined during the preparation phase.



The main objective of this RPF is to avoid, as far as possible, or minimize involuntary resettlement as part of the investments to be made during the implementation of PIDUCAS. To this end, the RPF presents approaches and methods for dealing with involuntary resettlement, consultations, assistance to project-affected persons and the preparation and implementation of Resettlement Action Plans as project development.

This document is the version resulting from the initial Resettlement Policy Framework (RPF) updated of PIDUCAS following the restructuring of the project. This restructuring concerns the Partial Portfolio Guarantee which guarantees loans allocated by banks to small and medium-sized enterprises (SMEs). It's also about a matter of providing urgent assistance to the SMEs in the context of COVID.

The updated document will allow, beyond the initial objectives, to ensure that the environmental and social risks and effects are properly identified, assessed, managed and reported on appropriately.

The overall objectives of this RPF are:

- Avoid as far as possible or reduce, as far as possible, involuntary resettlement;
- Design and implement development programs for those projects affected or displaced individuals to help them better benefit from the project, when resettlement is unavoidable;
- Help resettled people to improve their livelihoods, compared to the pre-project situation.

### **3. Potential Impacts**

During the implementation of the planned PIDUCAS project, some activities (in particular, activities associated with agribusiness and infrastructure (rehabilitation of urban roads, reinforcement, construction or rehabilitation or other community infrastructure) are likely to lead to involuntary resettlement.

The potential negative social impacts of these activities are expected to be limited to partial or total loss of land and / or buildings; temporary loss of street-side business; and temporary or permanent displacement of activities on the rights-of-way of streets or roads.

### **4. Categories of potentially affected people**

Two categories of people may be potentially affected by the Project activities: (i) owners of affected assets and (ii) owners of economic activities:

- (i) Owners of affected property: as part of the implementation of the Project, some works may cause damage that may impact the property and livelihood of some individuals. In this context, an owner of one or more infrastructure or active concession (with formal or informal rights) on the targeted sites may be forced to leave or move part of his property, his dwelling or his activities because of the project in question.
- (ii) Owners of economic activities: damage caused by the Project to a member of a family may be detrimental to the entire household. A householder of a concession, a merchant, a seller, a craftsman or a service provider who supports the household's food needs through the exercise of his economic activities (with formal or informal rights) will find it difficult and difficult to meet the same needs if it is negatively impacted by the project.

The current number of people who are affected is 1140. The final estimate of the number of people or activities that will be affected is difficult to achieve at this stage because the exact number and locations of the major part of the subprojects have not yet been precisely defined. The exact number of people actually affected will only be accurately known at the end of field surveys by a census at the time of update of the Resettlement Action Plans (RAP).

## **5. Legal Framework**

The legal framework for the resettlement of PAPs by the project derives from national legislation and the operational policy of the World Bank OP.4.12. The infrastructures that will be built under the project are either in the public domain or in the private domain. They establish themselves on lands that belong to the private sector or which belong to the municipalities or the territories that belong to the State but that are managed by the municipalities.

In case of divergence between national legislation and the Safeguard Policies, the most stringent requirement is adopted.

The comparison between the legal framework for resettlement and OP.4.12 revealed points of convergence and points of divergence. However, it should be recalled that whenever there is a discrepancy between the rules of Operational Policy 4.12 and the provisions of national legislation, the recommendations of OP 4.12 will be applied.

## **6. Eligibility Criteria and deadline**

The criteria for eligibility for compensation are (a) holders of a formal and legal right over land, including customary rights recognized by the laws of the country; (b) those who do not have a formal right in the land at the time the census starts, but who have title or other status recognized or likely to be so by the laws of the country; (c) irregular occupants who, have no formal rights or title. It should be noted that persons falling under category (c) will not be entitled to compensation for loss of land; they will receive resettlement assistance instead of compensation for the land they occupy. The beneficiary of a resettlement program will be any PAP who, as a result, will be entitled to compensation, with particular attention to women, the poor and the most vulnerable groups; but also, to the host population in the event of physical movement of people to another place.

The closing date or deadline will correspond to the effective end of the census operations of the affected people and assets. Beyond that date, any person living in the project area cannot be compensated.

## **7. Resettlement Policy Framework guidelines**

The general principles that will guide all resettlement operations will take into account the following four steps: (i) information of local communities and all stakeholders; (ii) determination of the sub-project (s) to be financed; (iii) if necessary, preparing a PAR; (iv) approval of the PAR; (v) the implementation and (vi) monitoring/ evaluation.

Compensation mechanisms will be in kind first, then in cash at the request of the affected person, in addition to accompanying measures in the form of support. In the context of the project, compensation in kind for affected lands will be preferred. Monitoring and evaluation will be carried out to ensure that all PAPs are compensated prior to commencement of work.

The basic principle is that anyone who uses the land before it is acquired under the Project should, as far as possible, receive other land of equivalent size and quality. PIDUCAS should ensure that fair and equitable compensation is provided for losses incurred. The damage must be directly related to the loss of land or the restriction of access.

Compensation will take into account the value of infrastructure and superstructures (buildings, fences, latrines, wells, etc.) as well as losses of crops and tree species; loss of access rights; losses of potential resources (businesses and other formal or informal revenue-generating activities)

The types of PAP compensation concern the Compensation for residential houses, buildings, structures, community equipment, loss of income related to formal and non-formal activities, crop lands...

For this purpose, the principles of compensation will be as follows:

- Compensation will be paid prior to relocation or occupation of the land;

- Compensation will be paid at full replacement value.

## **8. Consultations**

The project will ensure that PAPs are informed, consulted and given the opportunity to participate constructively in all stages of the resettlement process. Individuals who will be affected by the resettlement measure will have a clear and transparent mechanism for managing complaints and potential conflicts: local mechanisms for amicable resolution; Referral to local authorities; Referral of justice as a last resort. All upcoming resettlement process will be conducted in a participatory manner.

## **9. Mechanisms for handling complaints**

Individuals who will be affected by the resettlement measure will have a clear and transparent mechanism for managing complaints and potential conflicts: local mechanisms for amicable resolution; Referral to local authorities; Referral of justice as a last resort.

## **10. Institutional arrangements**

The institutional framework for resettlement involves the following institutions: the project steering committee, the Unity Coordination of the project, the regional committee compound of the prefecture, the municipalities, of regional offices (Construction and town planning, economic infrastructures and Agriculture, of one local NGOS and representatives of the customary, religious authorities and the affected people.

## **11. Budget**

The exact number of people actually affected will only be accurately known at the end of field surveys by a census at the time of update of the Resettlement Action Plans (RAP). However, an estimate of 1,400 affected persons has been made, which will require a provision of approximately FCFA 710,600,000, which includes both offsetting costs and all other expenses related to the implementation of all RAP.

## **12. Monitoring / Evaluation**

The responsibility of the monitoring falls to the Coordination of the Project, more exactly to his Social Person in charge through a continuous and periodic supervision of the implementation of RAP. The affected populations will so very be involved, as well as the World Bank, in the technical supervision. As for the evaluation it will be realized by a consultant at the middle browses and at the end of the implementation. These provisions will be mentioned in the Project Document.

However, according to the particular contexts of every Project, the RAP will propose operational mechanisms of follow-up and evaluation of the implementation of the actions of reinstallation.

The Monitoring Reports will be used during the Bank's support missions while the Closure Reports will be submitted to the Bank for approval.

## **13. Diffusion**

The draft RPF will be posted online on the following websites:

- [www.prici.ci](http://www.prici.ci)
- Websites of the Regions of Activities and Municipalities
- External website of the Bank

## INTRODUCTION

---

### 1. Contexte et justification du Projet

Le nouveau modèle de développement inclusif pour la Côte d'Ivoire requiert des villes secondaires plus compétitives afin de soutenir les investissements, la croissance et la réduction de la pauvreté dans le pays. A cet effet, le Rapport sur l'urbanisation en Côte d'Ivoire prône le développement stratégique de trois types de villes : les connecteurs globaux, régionaux et nationaux, afin de susciter une urbanisation diversifiée. Cela a amené le gouvernement ivoirien à décider de développer les villes secondaires en commençant par Bouaké et San Pedro.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a initié le Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS), d'un montant de 128 millions de \$ US, en cofinancement avec l'Association Internationale pour le Développement (IDA), à partir d'un crédit IDA n° H 6062-CI, pour une période prévisionnelle de cinq (05) ans à compter du 24 Août 2017.

L'objectif de développement assigné au Projet consiste à créer des conditions de compétitivité dans les villes secondaires ciblées.

Pour atteindre cet objectif, les activités du projet ont été axées sur des secteurs prioritaires regroupés en trois composantes à l'exception de la composante « Gestion du projet » dont :

- Composante A : Renforcement des infrastructures économiques ;
- Composante B : Soutien au développement du secteur privé ;
- Composante C : Amélioration de la fonctionnalité urbaine et cadre de vie.

Le projet est classé dans la catégorie environnementale B. Il est donc attendu qu'il génère des impacts négatifs sur l'environnement et sur la société qui doivent être gérés par des méthodes courantes. Les investissements du projet sont connus, mais tous les sites d'investissements non pas encore été totalement définis pour connaître l'ampleur des potentiels impacts négatifs, les mesures de mitigation et les coûts de ces mesures. Ce qui a justifié la préparation des documents cadres dont le Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPR).

Le présent CPR a été préparé dans l'optique de gérer les potentiels impacts et risques sociaux négatifs dont l'étendue n'avaient pas encore été déterminée et quantifiée.

Il a été élaboré en réponse à la législation ivoirienne et à la Politique Opérationnelle O.P 4.12 (la Réinstallation involontaire de personnes). Il se concentre sur les questions de déplacement physique et économique des populations.

### 2. Objet du CPR

L'objectif principal de ce CPR est de clarifier les principes qui guident la réinstallation involontaire de personnes, ainsi que les dispositions légales, institutionnelles et organisationnelles applicables dans le cadre du Projet. A travers ce document, le Gouvernement ivoirien s'engage formellement à respecter, selon les exigences et les procédures de la PO/PB 4.12 « Réinstallation involontaire » de la Banque mondiale et la réglementation nationale, les droits de compensation et de restauration des moyens de subsistance de toute personne ou entité affectée par une activité du Projet.

Le présent CPR est élaboré car la localisation exacte des sous-projets du PIDUCAS, le contenu de ses composantes et/ou ses impacts sur la population - du point de vue restriction d'accès, déplacement, acquisition de terrains ou perte d'actif - ne sont pas connus avec précision au moment de l'approbation du projet.

Par ailleurs, le CPR clarifie les règles applicables à l'identification des personnes qui sont susceptibles d'être affectées par la réinstallation involontaire des personnes par la mise en œuvre des activités du

Projet. De plus, le CPR vise également à guider l'élaboration des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) des activités de réinstallation involontaire résultantes de la mise œuvre de certains sous-projets.

### **3. Justification de l'actualisation du CPR**

En juillet 2021, suite à des négociations entre le Gouvernement ivoirien et la Banque Mondiale, le PIDUCAS a subi une restructuration. Cette restructuration qui concerne la sous-composante 2 porte sur une dotation de 17 millions de dollars US alloués aux guichets MPME et COVID. En outre, un autre montant de 10 millions de dollars a été alloué pour la dotation d'un guichet agricole. Ces trois (3) guichets sont regroupés dans un seul et unique Fonds appelé Garantie Partielle du Portefeuille (GPP) géré par le Fonds de Garantie de Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (FGPME).

L'objectif de la GPP est de permettre aux Institutions Financières (IF) participantes (banques et institutions de microfinance), d'une part, d'accorder des crédits à des emprunteurs qui n'auraient pas obtenu de financement en l'absence de cette garantie ou encore de leur accorder des conditions plus favorables (principe d'additionnalité) et d'autre part, d'apporter une aide urgente aux entreprises en difficulté dans le contexte de la COVID-19.

La GPP a fait l'objet d'un manuel de procédure validé par la Banque Mondiale. Ce manuel comprend une annexe sur l'adoption d'un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) pour non seulement gérer le risque de portefeuille global de manière responsable, mais aussi et surtout, traiter les procédures et capacités d'évaluation et de suivi des risques et effets environnementaux et sociaux générés par les activités de la GPP.

Du fait de cette nouvelle sous-composante (de la composante B), le périmètre d'action du PIDUCAS ne se limite plus aux villes cibles initiales (San Pedro et Bouaké), mais s'étend désormais à tout le territoire national. Aussi, la nature des sous-projets qui ciblent désormais les institutions financières, a également changé. Ce qui justifie l'élaboration de cette nouvelle version du CPR.

Le CPR actualisé permettra, en plus des objectifs initiaux, de veiller à ce que les risques et effets environnementaux et sociaux des activités bénéficiant du fonds de garantie soient correctement identifiés, évalués, gérés et suivis, et fassent l'objet de rapports appropriés.

### **4. Méthodologie**

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude a été basée sur une approche participative et interactive qui a impliqué l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le PIDUCAS au niveau des zones initiales du projet à savoir les communes de San Pedro et de Bouaké.

Ce document cadre est issu d'une étude réalisée en deux phases : (i) la phase d'élaboration et (ii) la phase d'actualisation.

#### **(i) La phase d'élaboration du CPR initial**

Il est utile de noter qu'une version initiale du présent CPR a été validée et mise en œuvre depuis mars 2017. L'élaboration du CPR initial s'est faite en quatre étapes essentielles :

 Etape 1 : la collecte des données documentaires

Il s'est agi de faire des recherches sur le cadastre d'une part et d'autre part sur les textes légaux régissant la gestion de l'environnement, du foncier et des règles d'indemnisation en Côte d'Ivoire. Ces données ont permis d'une part, de mieux appréhender les connaissances sur le projet et sur son milieu d'insertion initiale et d'autre part, de se familiariser avec les différentes politiques nationales et celles de la Banque Mondiale en matière de système de gestion environnementale et sociale.

 Etape 2 : les échanges avec les acteurs, partenaires, populations et bénéficiaires du projet

Il s'est agi de consultations auprès des différents partenaires. L'objectif global est de favoriser une compréhension commune de la problématique, discuter les avantages et les désavantages des différents investissements au plan environnemental et social. Les entretiens ont permis de :

- Expliquer aux différents acteurs l'objectif du CPR dans le cadre de la mise en œuvre du projet et solliciter leur appui pour la conduite de celui-ci ;
- Ébaucher un calendrier de travail avec les différentes parties prenantes ;
- Échanger sur les impacts des sous-projets ;
- Échanger sur des formes de compensation ;
- Connaître et prendre en compte les préoccupations et aspirations ;
- Échanger sur les règlements éventuels de conflits.

Ces entretiens conduits sous forme de focus groups et d'entretiens individuels ont été mis à profit pour discuter des mécanismes et des arrangements institutionnels de mise en œuvre du CPR en clarifiant les rôles et responsabilités des agences et de toutes les parties prenantes impliquées dans sa mise en œuvre.

La mission a rencontré en plus des bénéficiaires, des personnes qui seront potentiellement affectées par les activités du projet pour recueillir leurs avis, attentes, inquiétudes par rapport à la réalisation des sous-projets, ainsi que leurs desiderata par rapport aux méthodes d'évaluation des biens et aux modes des compensation. La liste des personnes rencontrées est jointe en annexe 4.

#### Etape 3 : la visite de terrain

Le but de cette visite est d'apprécier les sites d'intervention du projet et l'étendue des aménagements projetés ; vérifier la faisabilité des activités retenues et identifier les impacts potentiels sur le milieu humain ;

#### Etape 4 : l'analyse des données et la rédaction du rapport

L'analyse des données collectées au cours de la recherche documentaire, des entretiens et des études de sites d'activités a permis de rédiger la version initiale du présent CPR.

Rappelons à toute fin utile, que le présent CPR est issu de l'actualisation du CPR initial à la suite de l'avènement de la sous-composante intitulée « Garantie Partielle de Portefeuille ». Cette mise à jour a été nécessaire pour prendre en compte la surveillance et la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux du portefeuille et des sous-projets coordonnés par l'UCP, et aussi de surveiller le risque du portefeuille en fonction de la nature du financement convoyé ou géré.

### **(ii) La phase d'actualisation du CPR**

L'actualisation du CPR est guidée par la nécessité de prendre en compte la nouvelle sous-composante intitulée GPP. La méthodologie mobilisée pour l'actualisation du CPR comporte trois (3) étapes :

#### Etape 1 : Revue et analyse documentaire

Un certain nombre de documents ont été consultés. Il s'agit principalement du manuel de procédure de la GPP qui a permis de connaître les objectifs de la sous-composante et d'appréhender les risques sociaux qui y sont liés. Cette connaissance des risques nous a permis de compléter la liste des risques environnementaux et sociaux potentiels du PIDUCAS. La revue documentaire a également consisté à la lecture des documents relatifs aux politiques opérationnelles. En effet, les documents disponibles sur le site web de la Banque Mondiale orientés sur les politiques et directives de sauvegardes environnementales et sociales ont été exploités.

#### Etape 2 : Réunions avec les acteurs impliqués dans la GPP

Le mardi 3 août 2021, s'est tenue une réunion entre la Banque Mondiale et le PIDUCAS sur la mise à jour des documents cadres du PIDUCAS suite à l'avènement de la GPP. Les échanges ont permis de mieux cerner le contexte et les objectifs de la nouvelle sous-composante, condition essentielle pour appréhender les risques sociaux et environnementaux qui y sont liés.

Une seconde réunion a été organisée le mercredi 18 août 2021, entre le PAIF-PME (Projet d'Appui à l'Inclusion Financière et l'accès au financement des PME) du Burkina Fasso et le PIDUCAS. Les échanges ont permis de faire un partage d'expériences. Les leçons tirées des expériences ont été prises en compte dans la rédaction du document final.

## **5. Contenu du rapport du CPR**

Le présent document couvre les éléments suivants, en cohérence avec les indications décrites dans la PO 4.12 ci-dessous :

- Introduction ;
- Description du projet ;
- Impacts potentiels du projet sur les personnes et les biens ;
- Cadre légal et institutionnel de la réinstallation ;
- Principes, objectifs et processus de la réinstallation ;
- Catégorie potentielle de personnes affectées et critères d'éligibilité ;
- Processus de préparation et approbation des plans de réinstallation ;
- Méthode d'évaluation des biens et taux de compensation ;
- Mécanisme de réparation des préjudices ;
- Consultation et diffusion de l'information ;
- Processus de suivi et évaluation ;
- Responsabilité pour la mise en œuvre ;
- Budget et financement ;
- Les documents suivants constituent les annexes du CPR :
  - Fiche d'analyse des micro-projets pour l'identification des cas de réinstallations involontaires ;
  - TDR pour la préparation des plans de recasement incluant le plan type d'un plan d'action de recasement (PAR) ;
  - Fiche de plainte ;
  - Liste de présence lors des consultations de novembre et décembre 2016.



## DESCRIPTION DU PROJET

---

### 1. Objectifs de développement du projet

Deux types d'objectifs ont été assignés au PIDUCAS : (i) l'objectif initial et (i) l'objectif complémentaire.

#### (i) Objectif initial du PIDUCAS

L'objectif initial assigné au PIDUCAS est de fournir une plateforme d'infrastructures économiques et sociales pour améliorer la compétitivité économique et la création d'emplois dans les deux pôles économiques secondaires retenus par le projet (Bouaké et San-Pedro). Il s'agit également d'identifier les filières agricoles, les industries manufacturières ou les activités artisanales ou informelles qui pourraient être appuyées pour relancer l'activité économique. La finalité visée est de redynamiser l'économie locale, à travers la réhabilitation des infrastructures et l'appui au secteur privé dans les agglomérations économiques ciblées.

#### (ii) Objectif complémentaire

Il s'agit, à travers la Garantie Partielle de Portefeuille (GPP), de permettre aux banques ou institutions de microfinance d'accorder des crédits à des emprunteurs. C'est l'objectif général des guichets MPME et agricoles. En outre, dans le contexte de la COVID-19, le PIDUCAS à travers la GPP, vise à apporter une aide urgente aux entreprises en difficulté.

### 2. Description des composantes du projet

Le projet comprend les quatre composantes suivantes :

#### 2.1 Composante A : Renforcement de la performance des infrastructures économiques

Cette composante permettra de (i) réduire considérablement les coûts de transport et de logistique, (ii) améliorer l'accès de la main d'œuvre à l'emploi, au logement et des consommateurs aux marchés, (iii) optimiser la qualification et l'usage de l'espace foncier urbain pour une meilleure optimisation et densification des espaces nécessaires à la production ; et (iv) d'écouler les marchandises des producteurs des zones rurales sur des marchés urbaines. Le financement concerne les activités ci-après :

- *COMPOSANTE A1 : Renforcement des infrastructures économiques de Bouaké*

Pour Bouaké il a été identifié les activités suivantes :

- **Réhabilitation des voies urbaines et périurbaines structurantes** afin d'une part d'assurer la connectivité et une desserte optimale de la plateforme logistique du marché de gros et d'autre part de fluidifier la circulation dans la commune.
- **Redynamisation du marché de gros.** Le marché actuellement ne dispose pas de certaines infrastructures de base, tel que les chambres froides, chambres de stockage et de conditionnement, les aires de déchargement de la marchandise. Ainsi il est prévu pour cette activité du projet :
  - La réhabilitation des installations existantes,
  - L'aménagement d'une aire de déchargement et stationnement temporaire des camions de marchandises,
  - L'aménagement d'une aire pour l'installation des chambres froides,
  - L'aménagement d'une station de lavage des produits agricoles.
- **Aménagement d'aires de stationnement pour poids lourds à Bouaké.** Il s'agit d'aménager quelques ha d'aires de repos comprenant des parkings de stationnement poids lourds et autres commodités.
  - *COMPOSANTE A2 : Renforcement des infrastructures économiques et touristiques de San-Pedro*



Il a été retenu pour la ville de San Pedro, les activités de renforcement des infrastructures économiques de l'agglomération suivantes :

- **Amélioration de l'accès au port** : Il s'agit de renforcer 8 km de voie dans le but de décongestionner le centre-ville et de dévier le trafic des poids lourds
- **Amélioration de la voie d'accès à l'aéroport de San Pedro** : Il s'agit de faire le bitumage de cette voie qui fait 1km de long.
- **Aménagement des voies d'accès à la zone touristique** : San Pedro est la première ville de la Côte d'Ivoire en termes de potentiel de développement d'activités touristiques balnéaires. Il est ainsi prévu l'aménagement des voies d'accès à la zone touristique sur une longueur d'environ 7 km.
- **Aire de stationnement et de repos des camions poids lourds** : Il est prévu l'aménagement d'une aire de stationnement sur une parcelle de 5 ha afin d'éviter le stationnement anarchique des poids lourds le long des voies.

## **2.2 Composante B : Soutien au développement du secteur privé**

Cette composante vise le renforcement de la compétitivité de Bouaké et San Pedro et le soutien aux PME ivoiriennes à travers les activités suivantes :

### **COMPOSANTE B1 : Soutien au développement du secteur privé**

Cette sous-composante comprend des activités diverses pour le renforcement des capacités et le soutien aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) exerçant sur tout le territoire national.

### **COMPOSANTE B2 : Etude, assistance technique et formation à Bouaké**

Cette sous-composante comprend les activités relatives à l'assistance technique aux producteurs afin d'améliorer leur organisation et de renforcer leur capacité d'avoir accès au marché de gros.

### **COMPOSANTE B3 : Etude, assistance technique et formation à San-Pedro**

Cette sous-composante comprend la réalisation des études d'opportunité pour les activités économiques potentielles notamment dans l'industrie agroalimentaire et du tourisme afin d'évaluer le poids potentiel économique de la région de San-Pedro.

## **2.3 Composante C : Amélioration de la fonctionnalité urbaine et cadre de vie**

Cette composante vise l'amélioration de services administratifs afin de rendre attrayante les deux villes pour les entreprises. Les actions à réaliser sont les suivantes :

### **COMPOSANTE C1 : Amélioration de la fonctionnalité urbanistique et du cadre de vie des villes.**

Il s'agit de réhabiliter les mairies de Bouake et de San Pedro en vue d'y intégrer le volet d'affaires, y compris l'aménagement et équipement de bureaux, salle de conférence et de spectacle.

### **COMPOSANT C2 : Appui et renforcement de capacité des communes de Bouake et San-Pedro**

Cette sous-composante comprend (i) la réalisation d'un plan cadastral pour le développement du tourisme à San Pedro, (ii) étude technique pour le développement de la station balnéaire à San Pedro (iii) étude sur la valorisation foncière, de certaines de Bouaké, (iv) Appui à l'amélioration de l'environnement des affaires à Bouaké et San-Pedro, (v) Appui aux communes de Bouaké et San-Pedro à la demande de certaines activités identifiées, et (vi) formation du personnel les mairies concernées.

## **2.4 Composante D : Gestion du projet**

Cette composante financera les charges liées :

- Au fonctionnement de l'Unité de coordination pour les activités relatives à l'exécution du projet,
- L'élaboration des documents de sauvegarde et la mise en œuvre des instruments de gestion environnementale et sociale, etc.

## IMPACTS POTENTIELS - PERSONNES ET BIENS AFFECTÉS

Concernant les impacts, la mise en œuvre des activités du projet sera soumise aux principes de base de la réinstallation selon lesquels celle-ci devra être évitée ou minimisée en utilisant toutes les alternatives possibles au moment de l'étude environnementale et technique du projet.

Les impacts négatifs potentiels qui résulteraient de la mise en œuvre de certaines activités seront limités et porteront notamment sur l'acquisition de terres, la perte de bâtis à usage commercial, la perte de sources de revenus ou de moyens d'existence.

En de pareilles circonstances, les dispositions juridiques de la Côte d'Ivoire et celles de la Politique Opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque mondiale devront s'appliquer pour éviter aux personnes affectées les conséquences socio-économiques négatives qui en découleraient. Une des principales exigences de la PO 4.12 est de minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'expropriation de terres, en étudiant les alternatives viables lors de la conception du projet. Il s'agira notamment de renforcer la collaboration entre les différents intervenants (populations et communautés concernées, administration, collectivités territoriales, autorités coutumières, services techniques etc.) dès la phase d'identification du site afin que les aspects sociaux et environnementaux soient pris en considération lors de la conception des activités du projet.

### 1. Activités qui engendreront la réinstallation

La mise en œuvre du PIDUCAS va nécessiter des acquisitions de terres qui pourraient engendrer des impacts sociaux négatifs sur les personnes, leurs biens et leurs activités. C'est pourquoi le choix des sites sera une question cruciale, car il va déterminer les enjeux de réinstallation liés à la mise en œuvre du projet. La démarche participative adoptée par le projet, permettra d'éviter les déguerpissements et toute démolition ou empiètement sur les propriétés riveraines.

### 2. Typologie et analyse des impacts

La mise en œuvre de certaines activités pourrait induire les impacts sociaux négatifs décrits dans le Tableau ci-après : cessation partielle et permanente d'activité commerciale (magasin de détails, commerce l'étalage, kiosques, boutiques, etc.) et vente, destruction de cultures, etc.

**Tableau n° 1 : Impacts sociaux négatifs du projet sur les personnes et les biens**

Composante	Activités	Impacts sociaux négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement De La Performance Des infrastructures Économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation des voies urbaines et Périurbaines structurantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte potentielle de terre ;</li> <li>- Perte De Revenus ou De Moyens D'existence ;</li> <li>- Perte de bâtis ;</li> <li>- Perte d'arbres fruitiers ;</li> <li>- Pollution de l'air ;</li> <li>- Perte de la tranquillité par le bruit ;</li> <li>- Perte de Kiosque et De place D'affaire.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Redynamisation du marché de gros</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagement Aires De Stationnement</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménagement des voies d'accès à La zone touristique</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration De La Fonctionnalité Urbaine et Cadre De vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation Et L'aménagement Des espaces verts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte potentielle de terre ;</li> <li>- Perte De Revenus ou De Moyens D'existence</li> <li>- Perte de cultures.</li> </ul>

La PO 4.12 suggère que la réinstallation soit évitée autant que possible, et quand elle est inévitable, de réduire au minimum l'ampleur et les contraintes liées à l'acquisition de terre, à la réinstallation des personnes et à la restauration des sources de revenus des personnes affectées (PAP). Les études à effectuer ultérieurement, notamment celles liées à la localisation des sites d'intervention devront déterminer la nécessité de l'élaboration de PAR.

### **3. Estimation du nombre des personnes affectées et des besoins en terre**

#### **3.1 Estimation des besoins en terres**

Il faut indiquer que le projet n'aura pas besoin de nouvelles acquisitions pour les infrastructures déjà existantes (voies, site du marché de gros, hôtels de ville). Concernant les nouvelles infrastructures, l'estimation finale des besoins en terre ne peut être définie à ce stade. Cependant, il est possible d'avoir une idée générale sur la probabilité d'acquisition de terre surtout pour les aires de stationnement et les espaces verts à San Pedro. Ce sont environ 12ha et demi pour les 2 aires de stationnement et 9 ha pour les aménagements paysagers.

Notons que le choix des sites devant abriter les infrastructures est fait avec les autorités locales pour dans la mesure du possible, les expropriations.

#### **3.2 Estimation du nombre de PAP**

A ce stade du projet, on compte environ 1200 personnes impactées dont plus de 350 déplacés physiques. Ce chiffre pourrait être revu à la hausse à cause des sous-projets d'aménagement des aires de stationnement dont les études APS/APD sont en cours actuellement. Les données seront connues de façon exacte lors des enquêtes de terrain. Cependant, une estimation approximative fait état d'un nombre 1250 personnes qui seront potentiellement impactées jusqu' à la fin du Projet.

#### **3.3 Catégories possibles de personnes affectées**

Trois (3) grandes catégories de personnes peuvent être affectées par les impacts potentiels de l'exécution du PIDUCAS. Ce sont : les individus, les ménages et certaines catégories de personnes vulnérables.

- *Individu affecté* : Dans le cadre du projet certaines activités pourraient engendrer des dommages susceptibles de remettre en cause l'intérêt matériel de certains individus (cultivateurs, commerçants, mécaniciens, petits vendeurs) se trouvant dans une emprise et qui pourraient se voir contraints de laisser ou déplacer leurs activités en raison de la réalisation du projet. Ces sujets constituent donc des personnes affectées par le projet ;
- *Ménage affecté* : Un dommage causé à un ou plusieurs membres de famille par le projet peut porter préjudice à tout le ménage. Un ménage peut également être contraint d'abandonner sa terre ou son habitation à cause des réalisations du projet ou éprouver des difficultés à subvenir aux besoins du ménage en raison de contraintes économiques générées par l'avènement du projet ;
- *Ménages vulnérables* : ce sont ceux dont la vulnérabilité risque de s'accroître du fait du processus de réinstallation. Il s'agit de ménages nécessitant de bénéficier en plus des mesures de compensation ; de mesures additionnelles d'atténuation. Ces ménages vulnérables seront identifiés lors de l'évaluation sociale.

## **CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA REINSTALLATION**

---

Le contexte légal et institutionnel du CPR a trait à la législation foncière (les textes applicables au foncier, le statut des terres), la participation du public, les mécanismes d'acquisition de terrain, de réinstallation et de restructuration économique. Il contient également une analyse comparée de la législation nationale et de la Politique de la Banque Mondiale en l'occurrence l'OP.4.12.

### **1. Cadre légal national**

#### **1.1 Loi n° 98-750 du 3 décembre 1998 portant Code Foncier Rural**

La loi relative au domaine foncier rural établit les fondements de la politique foncière en milieu rural à savoir (i) la reconnaissance d'un domaine rural coutumier et la validation de la gestion existante de ce domaine et (ii) l'association des autorités villageoises et des communautés rurales à la gestion du domaine rural et en particulier au constat des droits coutumiers et à leur transformation en droits réels. Cependant, cette loi connaît depuis son adoption des difficultés d'application si bien que sur le terrain persiste la dualité entre elle et le régime coutumier. Il en résulte de nombreux conflits fonciers.

La Loi portant Code Foncier Rural stipule en son article premier que le domaine foncier rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Ensuite, en son article 3, elle précise que le domaine foncier rural est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent :

- Des droits coutumiers conformes aux traditions,
- Des droits coutumiers cédés à des tiers.

Enfin, en son article 27 elle stipule que la Loi n° 71-338 du 12 juillet 1971 relative à l'exploitation rationnelle des terrains ruraux détenus en pleine propriété et toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

#### **1.2 Décret du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique ».**

L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Côte d'Ivoire par le Décret du 25 novembre 1930 qui dispose en son article premier : "l'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en Afrique Occidentale Française par autorité de justice". Il appartient donc au Tribunal de prononcer un jugement d'expropriation et non à la seule Administration.

La Constitution ivoirienne et les Lois de la République adhèrent aux droits et libertés tels que défini dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948 et dans la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981.

La Constitution dispose en son article 4 que « le domicile est inviolable. Les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi », puis dispose en son article 15 que « le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».

Ce texte et les diverses Lois de la République de Côte d'Ivoire constituent le fondement de l'ensemble des devoirs de l'Etat en matière d'expropriation et devrait servir de base pour le CPR :

- L'utilité publique doit être légalement constatée : c'est la vocation de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) que de constater légalement cette utilité ; tout doit être fait pour éviter l'expropriation : l'expropriation ne peut être prononcée que « si ce n'est pour cause d'utilité publique » ;
- L'indemnisation est une condition de l'expropriation ;

- Elle doit être juste ;
- Elle doit être préalable.

Les points principaux de la procédure ivoirienne en matière d'expropriation se traduisent dans les actes suivants :

- a. "Acte qui autorise les opérations", *Art. 3, al. 1* ;
- b. "Acte qui déclare expressément l'utilité publique", *Art. 3, al. 2* ;
- c. "Enquête de commodo et incommodo", *Art. 6* ;
- d. Arrêté de cessibilité, *Art. 5*. Cet arrêté désigne les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable. La publication et le délai sont définis par les *articles 7 et 8* ;
- e. Comparution des intéressés devant la Commission Administrative d'Expropriation (*Art. 9*) pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation. L'entente fait l'objet d'un procès-verbal d'indemnisation ;
- f. Paiement de l'indemnité (*Art. 9*) **si entente amiable**. Ce paiement vaut droit d'entrée en possession du bien par l'Administration, *Art 24* ;
- g. Si pas d'entente amiable, communication du dossier au Tribunal d'Instance qui établit l'indemnité d'expropriation sur la base d'une expertise, *Art. 12 à 16* ;
- h. Prononciation du jugement : celui-ci est exécutoire par provision nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité, *Art. 17* ;

Cette procédure ne s'applique que pour les Personnes Affectées par le Projet (PAPs) bénéficiant de droits légaux de propriété (notamment un titre foncier).

Selon la législation ivoirienne, les biens détenus en vertu des droits coutumiers sur des terres à acquérir pour l'exécution de travaux d'utilité publique doivent être évalués. L'occupation et/ou la destruction prévoit une indemnisation pour :

- Les cultures (prend en compte l'âge, l'état des plants ou culture, la variété cultivée, la densité à l'hectare) ;
- Les constructions ou autres aménagements de génie civil.

### **1.3 Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général**

Le Décret 2013-224 du 22 mars 2013 réglementant la purge des droits coutumiers dans les cas d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, s'applique aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non et comprises dans les périmètres de plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général, dont la délimitation aura fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme (article 2 du décret).

L'article 3 précise que les parcelles du domaine public ne sont pas soumises à la purge des droits coutumiers, en particulier la zone de 25 mètres de large à partir de la limite déterminée par la hauteur des plus hautes eaux des fleuves avant débordement.

Aux termes de l'article 6 de ce décret, la purge des droits coutumiers sur les sols donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à compensation, notamment à une indemnisation en numéraire ou en nature.

L'article 9 indique qu'une commission administrative, constituée pour l'opération, est chargée d'identifier les terres concernées et leurs détenteurs, et de proposer la compensation (à partir du barème fixé à l'article 7 au Ministère chargé de l'Urbanisme (en zone urbaine), au Ministère en charge de l'Agriculture (en zone rurale) et au Ministère chargé de l'Economie et des Finances. Cette commission a pour rôle de :

- Procéder, après enquête contradictoire à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération projetée qui sont soumises au droit coutumier et au recensement des détenteurs de ces droits,
- Déterminer les indemnités et les compensations qui sont proposées aux détenteurs des droits coutumiers conformément aux dispositions de l'article 4 du décret N°96-884 du 28 octobre 1996,
- Dresser un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet d'une purge, des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres, des indemnités et compensations proposées, des accords et désaccords enregistrés. Cet état fait l'objet d'un procès-verbal signé par chacun des membres de cette commission.

#### **1.4 Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général**

Le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 modifie les articles 7, 8 et 11 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 ci-dessus en précisant les montants maxima de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol dans les chefs-lieux des Districts, Régions, Préfectures ou Sous-préfectures. L'article 8 précise que les coûts de purge des droits coutumiers pour tout projet d'utilité publique sont déterminés par des textes ultérieurs.

En Côte d'Ivoire, la purge des droits coutumiers ne peut être exercée que par l'Etat agissant pour son propre compte ou pour celui des communes. Elle s'opère par voie administrative.

La purge des droits coutumiers s'applique aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non, comprises dans le périmètre de plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général.

La purge des droits coutumiers donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à indemnisation en numéraire ou en nature, et à compensation.

L'indemnisation correspond à la destruction des cultures et impenses existant sur le sol concerné au moment de la purge. Les indemnités sont déterminées à partir de barèmes fixés par les services du ministère chargé de l'agriculture, ou d'estimations d'après des prix courants et connus, pratiqués dans la région considérée.

La compensation correspond à la perte de la source du revenu agricole qui peut être tiré de l'exploitation du sol. Elle est assurée par l'attribution, à titre gratuit, de lots de terrains équipés ou non.

Pour la gestion de l'opération, il est mis en place une commission administrative dénommée « Commission Administrative d'Indemnisation et de Purge des Droits Coutumiers ». Sa mission principale est de :

- Procéder, après enquête contradictoire, à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération
- Recenser des détenteurs de ces droits.
- Déterminer les indemnités et les compensations qui sont proposées aux détenteurs des droits coutumiers.
- Dresser un état comprenant la liste :
  - Des terres devant faire l'objet de la purge,
  - Des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres,
  - Des indemnités et compensations proposées,
  - Des accords et désaccords enregistrés.

La liste des détenteurs de droits coutumiers ayant donné leur accord aux propositions de la commission, ainsi que la liste des terres et des indemnités et compensations correspondantes, sont ratifiées par un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de l'Urbanisme, après avis de la commission.

**1.5 Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEFMCLU/MEERE/MPEER/SEPMBPE, du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage**

L'Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEFMCLU/MEERE/MPEER/SEPMBPE, du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage précise les règles et formules de calcul des taux d'indemnisation pour destruction de cultures.

Cet arrêté actualise les taux d'indemnisation dans le cadre des destructions de cultures occasionnées par l'exécution de travaux d'utilité publique. Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction.

Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans ledit arrêté.

**1.6 Arrêté interministériel n°651 MCLU/MATD/MADR/MT/MEF/MINEDD/MH/MPMBPE du 19 juin 2019 portant création, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre des PAR**

L'Arrêté interministériel n°651 MCLU/MATD/MADR/MT/MEF/MINEDD/MH/MPMBPE du 19 juin 2019 portant création, organisation et fonctionnement des organes de mise en œuvre des PAR précise les modalités, le fonctionnement, la composition et le rôle des entités chargées d'exécuter les PAR dans le cadre des projets coordonnés par la CC-PRICI.

**2. Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque mondiale**

La politique opérationnelle PO 4.12 de "Réinstallation Involontaire" de la Banque est applicable dans le cadre de projet de développement dont les activités affectent les populations, notamment la destruction de leurs systèmes de production ou la perte de leurs sources de revenus, des restrictions d'accès ou d'utilisation des ressources naturelles et qui nécessitent un déplacement de ces populations.

La politique opérationnelle PO 4.12 recommande qu'en cas de réinstallation involontaire de population, des mesures appropriées soient planifiées et mises en œuvre pour éviter que la réinstallation involontaire provoque des conséquences dommageables sur le long terme, un appauvrissement des populations et des dommages environnementaux. Dans le cadre du PIDUCAS, la PO 4.12 de la Banque mondiale est déclenchée. Ses objectifs sont les suivants :

- Éviter, dans la mesure du possible, ou de minimiser la réinstallation involontaire en étudiant toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet ;
- Lorsqu'un déplacement de population est inévitable, les activités de réinstallation devront être conçues et exécutées sous la forme de programmes de développement procurant aux personnes déplacées par le projet suffisamment de moyens d'investissement pour leur permettre de bénéficier des avantages du projet. Les populations devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- Améliorer ou tout au moins rétablir les moyens d'existence et les conditions de vie des personnes déplacées ;

- Améliorer les conditions de vie des personnes physiquement, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux -ci étant considérés, en terme réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse.

La politique PO 4.12 de la BM recommande de prendre en compte les conséquences économiques et sociales des activités de projet financées par la BM et qui sont occasionnées par :

- Le retrait involontaire de terres provoquant la réinstallation ou perte d'habitat, la perte de biens ou d'accès à ses biens, la perte de sources de revenus ou de moyens d'existence, que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site ;
- La restriction involontaire de l'accès à des parcs définis comme tels juridiquement, et à des aires protégées entraînant des conséquences sur moyens d'existence des personnes déplacées.

La politique PO 4.12 détermine les mesures requises pour traiter des impacts de la réinstallation involontaire, à savoir l'élaboration d'un plan d'action et de réinstallation ou d'un cadre politique de réinstallation. Ce cadre exige que les populations faisant l'objet de déplacement soient :

- Informées des possibilités qui leur sont offertes et des droits se rattachant à leur déplacement ;
- Consultées, soumises à plusieurs choix et informées des alternatives réalisables aux plans technique et économique ; et
- Pourvues rapidement d'une compensation effective au coût intégral de remplacement pour les pertes de biens directement attribuables au projet.

Aussi, le plan de réinstallation doit prendre en compte les indemnités de déplacement pendant la réinstallation, les aides pour la reconstruction de logement, pour l'acquisition de terrains à bâtir, de terrains agricoles. Lorsque cela est possible pour l'atteinte des objectifs de la politique, le plan de réinstallation prévoit pour les personnes déplacées une aide après le déplacement, pour une période transitoire d'une durée fondée sur une estimation raisonnable du temps probable nécessaire au rétablissement de leurs moyens d'existence et de leurs revenus. Il devrait prévoir une aide au développement pour la viabilisation des terrains, des mécanismes de crédit, la formation ou des créations d'emplois qui s'ajouteraient aux mesures de compensation.

La politique PO 4.12 requiert que les besoins des groupes vulnérables au sein des populations déplacées soient spécifiquement examinés lors l'élaboration et la mise en œuvre du plan de réinstallation.

Le principe fondamental est de garantir que ceux-là qui renoncent le plus pour le sous-projet (par ex., leur terrain, leurs maisons, leurs activités socioéconomiques) soient assistés aussi pleinement que possible pour restituer leurs moyens d'existence pour qu'ils puissent maintenir ou améliorer leurs niveaux de vie.

Pour garantir que la compensation et les aides à accorder aux populations affectées seront effectifs, la politique PO 4.12 exige dans le cadre du plan de réinstallation un programme de suivi/évaluation du plan.

### **3. Comparaison entre la législation ivoirienne et la PO 4.12 de la Banque mondiale**

La conformité et les divergences entre la procédure nationale et celle de la Banque mondiale sont résumées dans le tableau ci-après. Toutefois, il convient de rappeler qu'à chaque fois qu'il y a une divergence entre les règles de la Politique Opérationnelle 4.12 et les dispositions de la législation nationale, les recommandations de la PO 4.12 seront appliquées sur les activités du projet. Aussi, lorsque l'institution financière dispose d'un système de gestion environnementale et sociale, s'il y'a divergence entre la PO.4.12, la réglementation ivoirienne et la politique de l'institution, la mesure la plus avantageuse pour la personne affectée sera appliquée.

#### **Tableau n° 2 : Comparaison entre la législation nationale et la politique de la Banque mondiale en matière de réinstallation**



Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Comparaison	Mesures appliquées
<b>Indemnisation/Compensation</b>				
<b>Principe général</b>	<p>Païement d'une indemnisation pour expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens.</p> <p><b><u>cf. article 11 de la constitution ivoirienne</u></b></p>	<p>Compensation en nature ou en espèce au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté. Plus une assistance si nécessaire pour la restauration des activités sources de revenus</p>	<p>La Politique Opérationnelle de la Banque Mondiale et le cadre juridique national se rejoignent sur la juste indemnisation des préjudices subis.</p> <p>Cependant la loi ivoirienne ne prend pas en compte les occupations informelles des terrains</p>	<p>Application de la PO.4.12.</p>
<b>Evaluation des bâtiments constructions</b>	<p>Les constructions ou autres aménagements de génie civil, sont indemnisés sur la base du barème du ministère chargé de la construction et de l'urbanisme.</p> <p>Cette évaluation tient compte dans le cadre du projet de la valeur à neuf des bâtiments.</p> <p>Les prix non prévus font l'objet d'évaluation à l'amiable entre les parties.</p>	<p>L'évaluation doit tenir compte du coût de remplacement basé sur le tarif des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local plus les coûts d'installation des services (électricité, l'eau)</p>	<p>Similitude entre le cadre juridique national et la PO 4.12 de la Banque Mondiale.</p>	<p>La valeur de remplacement à l'état neuf est à considérer. L'expertise des bâtiments doit être faite sur la base du barème défini par l'Etat de Côte d'Ivoire.</p>
<b>Assistance à la réinstallation des personnes déplacées</b>	<p>Non prévue, donc pas d'indemnisation</p>	<p>Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus des compensations des biens perdus d'une assistance au déménagement, d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation</p>	<p>La législation ivoirienne ne prévoit pas d'assistance à la réinstallation des personnes affectées.</p>	<p>Application de la PO 4.12 de la Banque Mondiale</p>
<b>Eligibilité</b>				
<b>Occupants informels après la date limite d'éligibilité</b>	<p>Pas d'indemnisation</p>	<p>Pas d'indemnisation</p>	<p>Il y a une convergence entre les deux politiques</p>	<p>Application la loi ivoirienne</p>
<b>Propriétaires des</b>	<p>Ils seront indemnisés selon le</p>	<p>Ces personnes reçoivent une compensation</p>	<p>Il y a une convergence entre la</p>	<p>Les propriétaires</p>

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Comparaison	Mesures appliquées
<b>terrains avec des actes légaux.</b>	Décret du 25 novembre 1930 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.		législation ivoirienne et la PO 4.12 de la Banque Mondiale.	devraient être indemnisés conformément au Décret du 25 novembre 1930.
<b>Occupants informels</b>	La loi ivoirienne ne prévoit pas d'indemnisation pour les occupants informels des terrains.	Assistance à la réinstallation.	Il y a une divergence entre les deux politiques.	La politique de la Banque Mondiale est à appliquer
<b>Habitations et structures connexes</b>	La loi ivoirienne ne prévoit pas d'indemnisation pour les occupants et propriétaires de bâtiments installés sur le domaine public	Compensation sous la base de la valeur de remplacement ou coût à neuf, la valeur de l'indemnisation doit permettre au propriétaire de rebâtir au moins le même bâtiment sur un autre site.	Il y a une divergence entre les deux politiques.	Application de la PO.4.12
<b>Les entreprises privées</b>	La loi ivoirienne ne prévoit pas d'indemnisation pour les opérateurs économiques installés sur le domaine public	Compensation des pertes temporaires ou définitives sous la base d'un barème validé par le comité interministériel de validation du PAR.	Il y a une divergence entre les deux politiques.	Application de la PO.4.12
<b>Procédures</b>				
<b>Paiement des indemnisations/compensations</b>	L'indemnisation doit être juste et préalable à la réinstallation. Dès paiement de l'indemnisation l'administration peut entrer en possession de l'immeuble. La négociation à l'amiable est encouragée. En cas de conflit et règlement par voie judiciaire l'Etat peut entrer en possession de l'immeuble. (cf. le décret du 25 novembre 1930 portant sur l'expropriation)	Avant le déplacement	Il y a une convergence entre les deux politiques sur le principe de payer les indemnisations avant le déplacement. Mais la législation ivoirienne autorise le déplacement avant indemnisation en cas de conflit avec règlement par voie judiciaire.	Application de la PO 4.12.
<b>Forme/nature de l'indemnisation/compensation</b>	Le Décret du 25 novembre 1930 portant sur l'expropriation donne la possibilité d'indemnisation en	La priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt qu'en espèces	Les deux politiques se rejoignent sur la possibilité pour les PAPs de	Application de la PO

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Comparaison	Mesures appliquées
	numéraire ou en nature		bénéficier d'une compensation en nature ou en espèce. Cependant la PO donne préconise prioritairement une compensation en nature.	4.12
<b>Groupes vulnérables</b>	Pas de disposition spécifique prévue par la loi	Une attention particulière est accordée à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les vieillards, les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes	La législation ivoirienne ne prévoit rien pour les personnes vulnérables.	Application de la PO 4.12
<b>Plaintes</b>	Le décret le Décret du 25 novembre 1930 portant sur l'expropriation préconise le règlement à l'amiable des plaintes et autorise les détenteurs de terrains ayant des titres de propriété à faire recours à la justice en cas de conflit	Privilégie en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Convergence entre la loi ivoirienne et la politique de la Banque. Cependant la politique de la Banque Mondiale permet aux personnes affectées d'avoir facilement accès au système de traitement des plaintes.	Application de la PO 4.12
<b>Consultation</b>	La loi prévoit l'organisation d'enquête de commodo et d'incommodo et de consultation publique. Cette disposition relève de la Loi sur l'expropriation, et du code de l'environnement et de ses décrets d'application	Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à tout le processus de la réinstallation conformément au § 2 b) de la PO.4.12 ; § 13 a) Annexe A par. 15 d) ; Annexe A par. 16 a)	Conformité entre la loi ivoirienne et la politique de la Banque	Application de la PO 4.12
<b>Date limite D'éligibilité ('Cut-off date')</b>	Décret du 25 novembre 1930 donne un délai de 2 mois à compter de la publication de la liste et des notifications pour présenter les observations en vue de rectifier ou de compléter éventuellement la liste des parcelles à exproprier	Les personnes qui occupent la zone du projet après la date butoir n'ont pas droit à une indemnisation et/ou une aide à la réinstallation. De même, les actifs fixes (constructions, cultures, arbres fruitiers, parcelles boisées, etc.) établis après la date d'achèvement de l'inventaire des biens, ou une autre date fixée d'un commun accord, ne donneront pas lieu à indemnisation.	Pour la législation ivoirienne, la date butoir intervient deux mois après la publication de la liste des personnes recensées. Pour la Banque Mondiale, cette date correspond à la date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des biens des personnes touchées par le projet.	Application de la PO 4.12

## 4. Cadre institutionnel

La réinstallation involontaire des personnes affectées par la réalisation des activités du projet fait prioritairement intervenir les Ministères, Institutions et Agences d'Exécution ci-après :

### 4.1 Les Ministères

- **Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme** qui a en charge les questions de la réinstallation de personnes. En cas de projets nécessitant le déplacement et la réinstallation de personnes, ce ministère instruit l'acte administratif de déclaration d'utilité publique et met en place, au besoin, une commission d'enquête parcellaire chargées de l'évaluation et des indemnisations.
- **Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement rural** qui établit les calculs d'indemnité des cultures sur la base sur des critères contenus dans l'arrête interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEFMCLU/MEERE/MPEER/SEPMBPE, du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.
- **Ministère de l'équipement et de l'entretien routier** qui a dans son attribution la conception, la construction, la modernisation, le développement, l'aménagement et l'entretien des infrastructures routières ;
- **Ministère auprès de Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat**

Au sens de l'article 2 dudit décret, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget a en charge la mission d'assurer la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière budgétaire, douanière et fiscale.

Il est le garant de la mobilisation des fonds pour les besoins de la mise en œuvre du CPR. Ce ministère intervient dans le cadre du projet à travers la direction générale du budget et des finances.

- **Ministère auprès de Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances**

Le Ministère est chargé de la formulation des lois et stratégies économiques, de l'administration économique de toutes les institutions publiques, et des entreprises appartenant en partie ou entièrement à l'Etat.

Il est le garant de la mobilisation des fonds pour les besoins de la mise en œuvre du CPR. Ce ministère intervient dans le cadre du projet à travers la direction générale du trésor et de la comptabilité publique.

### 4.2 L'Unité de Coordination du Projet

Elle assure le suivi au niveau national ainsi que la supervision de la mise en œuvre de toutes les activités liées à la réalisation du projet, notamment :

- L'établissement de rapports de suivi de la mise en œuvre des activités ;
- L'organisation et la supervision des études transversales ;
- La contribution à l'évaluation rétrospective du projet et surtout du PAR.

### 4.3 Les Agences d'exécution

Elles sont chargées d'apporter leur assistance pour la réalisation des missions dont elles ont la charge. A cet effet, elles sont chargées :

- De l'exécution des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée qui lui sont confiées par l'Etat ;
- De la préparation et l'exécution des tâches de programmation ;

- De la passation des marchés ;
- Du suivi des travaux ;
- De la surveillance du réseau ;
- De la constitution et l'exploitation des bases de données techniques.

#### **4.4 Les collectivités territoriales**

Elles sont en charge de la prise en compte de toutes mesures tendant à préserver l'hygiène publique, à améliorer le cadre de vie des populations et la protection des ressources naturelles. Elles doivent également s'assurer de la prise en charge de l'environnement dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet, mais aussi de la sensibilisation et la mobilisation des populations sur les questions environnementales et sociales notamment le PAR.

En résumé, il faut noter que le CPR est préparé par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) qui le soumet à l'approbation et à la validation des instances nationales avant transmission à la Banque mondiale pour évaluation et approbation.

## **PRINCIPES, OBJECTIFS ET PROCESSUS DE LA REINSTALLATION**

---

### **1. Principes et objectifs de la réinstallation**

Selon les résultats des reconnaissances et évaluations préliminaires menées sur site, les activités qui sont réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet occasionnent des déplacements physiques et économiques. Il pourrait y avoir, sous forme limitée des dégradations ou la perte d'installations à but commercial, la perte partielle ou totale de terre, arbres, etc., la perte d'habitation, et des pertes temporaires ou définitives d'activités socioéconomiques. Le cas échéant, les personnes physiques ou morales, qui perdent des droits, ne serait-ce que de manière temporaire, seront indemnisées et/ou assistées en fonction de l'importance de l'impact subi. Toutefois, la réinstallation doit être la dernière alternative dans le cadre du projet.

Le processus de réinstallation doit obéir à des règles de transparence et d'équité pour assurer aux personnes affectées des conditions satisfaisantes de déplacement.

Dans le cadre des principes et objectifs du processus de réinstallation, les règles suivantes sont appliquées :

- Éviter ou minimiser les pertes et les éventuels déplacements ;
- Fournir une assistance aux personnes déplacées pour leur permettre d'améliorer leurs revenus et leurs niveaux de vie, ou, au minimum, de les reconstituer ;
- Traiter les réinstallations comme des programmes de développement ;
- Fournir aux personnes touchées des opportunités de participation et de choix parmi les options réalisables ;
- Fournir une assistance aux personnes réinstallées, quelle que soit leur légitimité par rapport à l'occupation foncière ;
- Payer les compensations relatives aux actifs affectés à leur valeur de remplacement ;
  - Informer, consulter et donner l'opportunité aux PAP de participer à toutes les étapes du processus (planification, mise en œuvre, suivi- évaluation) ;
- Traiter en conformité les impacts du projet sur les biens et les personnes avec la réglementation nationale et la politique de la Banque mondiale relative à la réinstallation involontaire (PO 4.12). Si des différences ou des conflits apparaissent entre la réglementation ivoirienne et la politique de la Banque mondiale, c'est cette dernière qui sera appliquée.

### **2. Minimisation des déplacements**

Conformément à la politique PO 4.12 de la Banque mondiale, le PIDUCAS se doit de minimiser les déplacements, par l'application des principes suivants :

- Lorsque des bâtiments habités ou d'autres abris servant à mener des activités économiques sont susceptibles d'être affectés par les travaux, leurs conceptions seront revues afin d'éviter, dans la mesure du possible, les impacts sur ce type de bien, les déplacements et la réinstallation qu'ils entraîneraient ;
- Lorsque l'impact sur les terres d'un ménage est tel que ses moyens d'existence sont remis en cause, et même s'il n'est pas nécessaire de déplacer physiquement ce ménage, les équipes de conception devront revoir la conception de l'activité du projet pour éviter cet impact dans la mesure du possible ;
- Le coût de l'acquisition ou compensation des terrains, du déplacement éventuel des populations et de leur réinstallation sera inclus dans l'estimation du coût du projet, pour en permettre l'évaluation complète ;
- Dans la mesure où cela est techniquement possible, les équipements et infrastructures du projet seront localisés sur des espaces publics ou des emprises existantes et libres.

### **3. Mesures additionnelles d'atténuation**

Les principes de réinstallation sont destinés à minimiser les impacts négatifs. Il convient cependant de tenir compte du fait qu'il ne sera pas toujours possible d'éviter les acquisitions de terre lors de la mise en œuvre des activités du projet. Dans ces cas de figure, et en sus des mesures de minimisation des impacts mentionnées ci-dessus, des mesures additionnelles d'atténuation relatives aux appuis et assistance aux personnes affectées seront également prises.

#### 4. Principes d'indemnisation

L'indemnisation sera régie par les deux principes d'indemnisation suivants :

- L'indemnisation sera réglée avant le déplacement ou l'occupation des terres ;
- L'indemnisation sera payée à la valeur intégrale de remplacement à neuf.

Le tableau ci-dessous présente les principes de l'indemnisation selon l'impact et le type de réinstallation.

**Tableau n° 3 : Principes de l'indemnisation selon la nature de l'impact subi**

Impacts	Réinstallation limitée	Réinstallation temporaire
<b>Perte de terrain</b>		
Perte complète	Remplacer le terrain	
Perte partielle	Payer la partie acquise si le reste est utilisable, Sinon traiter comme une perte complète	
<b>Perte de bâtis</b>		
Perte complète	Payer ou remplacer le bâtis	
Perte partielle	Payer la partie perdue si le reste est utilisable, Sinon, traiter comme une perte complète	
<b>Perte de droits</b>		
Locataire	Assistance à trouver un nouveau local pour une Entreprise ou une relocation pour une famille	Assistance à trouver un nouveau local Pour une entreprise ou une relocation Pour une famille
<b>Perte de revenus</b>		
Activités Économiques	Coût de transfert d'inventaire, plus restitution du Profit perdu pendant le transfert, et le cas échéant, Remboursement des salaires des employés pendant Le transfert	Coût de transfert d'inventaire, plus Restitution du profit perdu durant le Temps de la suspension, et le cas Échéant, remboursement des salaires Des employés pendant ce temps
Vendeurs (table, Étal, par terre)	Relocalisation temporaire sans perte de vente Et droit à retourner au même local	Relocalisation temporaire sans perte De vente et droit à retourner au même Local

Le Gouvernement doit s'assurer qu'un dédommagement juste et équitable soit assuré pour les pertes subies. L'indemnisation prendra en compte la valeur des infrastructures et superstructures (bâtiments, kiosque, clôtures, ateliers, etc.) ainsi que des pertes de cultures et d'arbres fruitiers ; les pertes de droits d'accès ; les pertes de revenus (commerces et autres activités formelles ou informelles génératrices de revenus).

## **5. Impacts sur les revenus et assistance à la restauration des revenus**

Un des principes clé de la politique de la Banque Mondiale sur la réinstallation involontaire est que les personnes affectées par la perte de terre doivent, après le déplacement, se porter économiquement mieux qu'avant le déplacement.

Si l'impact sur les terres est tel que les personnes sont affectées dans leurs moyens d'existence, la préférence doit être donnée à des solutions où la terre perdue est remplacée par un autre terrain plutôt que par une compensation monétaire. La politique de la Banque concerne également les personnes « économiquement déplacées », c'est-à-dire qui ne perdent pas forcément un terrain dont ils sont propriétaires, mais perdent leurs moyens de subsistance. Les mesures de restauration du niveau de vie seront précisées dans les PAR.

## **6. Principes généraux du processus de réinstallation**

Si la mise en œuvre d'une activité exige une ou des opérations de réinstallation, le projet se doit de développer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) dont le processus de mise en œuvre suit les étapes suivantes :

- Information des acteurs concernés et autres parties prenantes ;
- Définition du ou des sous-projet (s) à financer et détermination de la possibilité de réinstallation ;
- En cas de nécessité, définir le PAR ;
- Approbation du Plan Action et de Réinstallation ;
- Mise en œuvre et Suivi-évaluation.

Le tableau ci-dessous indique le processus de préparation du PAR



**Tableau n° 4 : Processus de préparation des PAR**

Activités/Tâches	Acteur	Stratégie	Période
Information des Organisations de Base	UCP/ Commune Concernées	-Affichage -Radio locale -Rencontre avec les PAP	Au début du Processus
Evaluation sociale du (Des) sous projet(s) À financer	UCP	Recrutement d'un consultant Pour La sélection sociale	Avant L'élaboration des PAR
Élaboration d'un PAR	UCP/autorité Administrative et Communale/agence D'exécution	Recrutement d'un consultant Pour : -la réalisation de l'étude Socioéconomique -la négociation des barèmes de Compensations/indemnisations -la planification	Après les Résultats de la Sélection sociale
Approbation du PAR	- PAP -Communes Concernées  - UCP - Banque Mondiale	Restitution des résultats de L'étude Socio-économique aux PAP, Collectivités concernées UCP -Transmission du document Validé à la Banque	À la fin de L'élaboration des PAR
Mise en œuvre	UCP/Agence D'exécution/Collectivité Concernées/ ONG/ Cellule de Mise en œuvre du PAR	Formation de la cellule de PAR Rencontre des PAP Négociation Signature des PV Païement des Indemnisation	Avant les travaux
Suivi évaluation	UCP/Consultant/ONG/Cellule De mise en œuvre du PAR/ Collectivité concernée	1) Mission de supervision Pour la vérification de la Conformité et le Traitement Des points d'inconformité 2) Evaluation : Mission Conjointe	Suivi : Pendant la Mise en œuvre  Evaluation : à mis Parcours et fin de Mise en œuvre

Le Gouvernement se doit de s'assurer que tous les acteurs parties prenantes affectées ont bien informées de la nécessité de préparer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) dans le cas où des opérations d'expropriation et/ou de déplacement seraient opérées pour l'exécution des activités retenues. A cet effet, l'UCP est en charge de faire divulguer l'information et d'apporter l'appui nécessaire aux différents acteurs. Elle a également la charge de la vérification de toute opération de réinstallation, la préparation du Plan d'action de réinstallation pour chaque zone (cercle, commune...) concernée.

## **CATEGORIES POTENTIELLES DES PERSONNES AFFECTEES ET CRITERES D'ELIGIBILITE**

---

### **1. Catégories éligibles à la compensation**

Les trois catégories suivantes sont éligibles aux bénéfices de la politique de réinstallation du projet :

- a) Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus) ;
- b) Les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres ou autres, sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
- c) Les personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Les personnes relevant des alinéas (a) et (b) ci-dessus reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes relevant de l'alinéa (c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent CPR, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant la date limite fixée par l'emprunteur et acceptable par le bailleur. En d'autres termes, les occupants informels sont reconnus par la politique PO 4.12 comme éligibles, non à une indemnisation pour les terres qu'ils occupent, mais à une assistance à la réinstallation. Cependant, les personnes qui viendraient à occuper les zones à déplacer après la date limite ne sont pas éligibles à compensation ou à d'autres formes d'assistance.

Il est important aussi de noter qu'une communauté ou un groupe quelconque peut collectivement réclamer une indemnisation lorsque les biens perdus lui appartiennent.

### **2. Critères d'éligibilité**

De façon générale, c'est la nécessité d'une acquisition de terrain occupée ou exploitée par des personnes pour diverses raisons, par un sous projet, qui déclenche la politique de réinstallation involontaire. De ce fait, les personnes affectées par la réinstallation reçoivent soit une compensation pour les pertes subies soit une assistance nécessaire pour leur réinstallation (cf. matrice d'éligibilité ci-après) :

**Tableau n° 5 : Matrice d'éligibilité**

Impact	Eligibilité	Droit à compensation ou réinstallation
Perte de terrain Titré ou droit Coutumier Confirmé	Être le titulaire d'un droit formel (Titre foncier valide et enregistré) ou De droit coutumier reconnu.	Compensation de la parcelle à la valeur intégrale de Remplacement en tenant compte de la valeur du marché Ou mise à disposition de parcelle à potentiel équivalent
Perte de terrain Cultivable Et Cultivé non titré ou non Confirmé	Être l'occupant reconnu d'une parcelle cultivable et cultivée (reconnu par les chefs coutumiers, notables et voisins) Les « propriétaires » coutumiers sont considérés comme des occupants de bonne foi de la terre, et sont éligibles aux mesures décrites ci-contre  Ils ne sont pas éligibles à une compensation monétaire pour un terrain non titré	Pas de compensation monétaire pour la parcelle Les occupants reconnus de terres cultivables et cultivées sont éligibles à la réinstallation. Une option de réinstallation leur est offerte, comportant : - le remplacement des bâtiments si applicable (voir ci-dessous), - le remplacement des parcelles agricoles par des terres de potentiel agricole équivalent situées à une distance acceptable de la résidence de la personne concernée  Les mises en valeur réalisées sur les terrains sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement ou au remplacement sur un terrain de réinstallation
Perte de terrain non cultivé	- Communautés locales -	- Compensation au niveau communautaire
Perte de cultures	Être reconnu comme ayant établi la culture (exploitants agricoles)	Cultures pérennes : compensation à la valeur intégrale de remplacement de la culture considérée (prenant en considération la valeur du plant, le coût d'installation de la culture, et la perte de revenu pendant la période nécessaire à l'installation et non productives de la plantation à la valeur du marché du produit considéré)  Cultures annuelles : si la culture est détruite avant d'avoir pu être moissonnée, compensation à la valeur actuelle du marché du produit perdu
Perte de bâtiment	Cas 1 Propriétaire résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage	Cas 1 Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur a à neuf) plus indemnité de déménagement) ou

Impact	Eligibilité	Droit à compensation ou réinstallation
	<p>Cas 2 Propriétaire non résident, reconnu comme propriétaire par le voisinage</p> <p>Cas 3 Locataire, reconnu comme locataire par le voisinage</p>	<p>Réinstallation dans un bâtiment de caractéristiques et de surface équivalentes ou supérieures et indemnité de déménagement</p> <p>Cas 2 Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur à neuf)</p> <p>Cas 3- Compensation du coût du déplacement, comprenant (i) les frais encourus pour louer un logement similaire (trois mois au moins de loyer de dépôt de garantie) et (ii) indemnité de déménagement</p>
Déménagement	Être résidant et éligible à la réinstallation	Prise en charge du coût du déménagement, de préférence en nature (mise à disposition d'un véhicule pour transporter les effets personnels)
Perte d'activité commerciale ou artisanale	Être reconnu par le voisinage et les autorités comme l'exploitant de l'activité (cas des vendeurs à l'étale, kiosques, boutiques, etc.)	Compensation de la perte de revenu encourue durant la période nécessaire pour rétablir l'activité sur un autre site
Perte d'emploi	Personnes disposant d'un emploi permanent sur le site du sous-projet	Compensation de six mois de salaire et appui à la réinsertion

Les pertes éligibles à une compensation peuvent revêtir les formes suivantes :

(i) Pertes de terrain

Ce sont des Pertes totales ou des Pertes partielles de terres. Les pertes totales concernent soit une petite partie donnant l'opportunité de faire des réaménagements dans la partie restante, soit une grande partie. Dans ce cas, le reste de la parcelle n'offre aucune possibilité de réaménagement. Ce cas est traité comme une perte complète.

(ii) Pertes de structures et d'infrastructures

Ce sont également des Pertes totales ou Pertes partielles. Les pertes totales concernent la destruction complète de structure et d'infrastructure telles que kiosques, boutiques, bâtis d'habitation ou d'abri d'activité économique, clôtures, etc. Les Pertes partielles concernent la perte partielle de structures ou d'infrastructures offrant des opportunités de faire des réaménagements. Dans le cas contraire, on se retrouve dans le cas d'une perte complète.

(iii) Pertes de revenus

Elles concernent les entreprises (boutiques, kiosque, etc.) les commerçants et les vendeurs (carburants, eaux fraîche, fruits, charbon de bois, etc.) et se rapporte à la période d'inactivité de l'entreprise durant la période de relocation.

(iv) Pertes de droits

Elles concernent les locataires, les métayers, exploitants agricoles qui ne peuvent plus utiliser pour un certain temps, du fait des activités du projet les infrastructures dont ils ne sont pas propriétaires.

### **3. Date limite fixée ou date butoir**

Toutes les personnes affectées par les activités du projet doivent bénéficier d'une indemnisation qui sera calculée à partir d'une date butoir. Selon la PO 4.12, une date limite d'attribution de droits sera déterminée, sur la base du calendrier d'exécution probable de la composante. La date limite est la date :

- De fin des opérations de recensement destinées à déterminer les ménages et les biens éligibles à compensation ;
- Après laquelle les ménages qui arriveraient pour occuper les emprises ne seront pas éligibles à une indemnisation.

Toutefois, une dérogation pourra être autorisée exceptionnellement concernant les cas d'omission ou d'erreur du fait d'un déficit du processus de recensement.

## **PROCESSUS DE PRÉPARATION ET D'APPROBATION DES PLANS DE RÉINSTALLATION**

---

### **1. Principes généraux de réinstallation**

Le CPR présente les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation dans le cadre de l'exécution des activités du projet. Si une activité du projet exige une ou des opérations de réinstallation, un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) doit être élaboré par le projet. Le travail se fera en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales, les agences d'exécution et les populations affectées. La préparation de la réinstallation suit les étapes suivantes :

- Consultation/information des parties prenantes, notamment les populations affectées et les Collectivités locales ;
- Définition du ou des sous-projets ;
- Étude socioéconomique et le PAR en cas de nécessité ;
- Approbation du PAR par l'UCP, le Comité de Pilotage, les Collectivités, les PAP et la BM ;(v) mise en œuvre (vi) suivi évaluation.

### **2. Étapes de la sélection sociale des activités du projet**

La sélection sociale des sous-projets sera effectuée lors de leur identification et avant leur mise en œuvre par le projet. Une fiche de sélection sociale est donnée en Annexe 1. Les étapes suivantes de la sélection sociale devront être suivies :

#### **Étape 1 : Identification et sélection sociale du sous-projet**

La première étape du processus de sélection porte sur l'identification et le classement de l'activité à réaliser dans le cadre du projet, pour pouvoir apprécier ses impacts au plan social, notamment en termes de déplacement de population et de réinstallation. La sélection sociale est effectuée par le Responsable des mesures de sauvegarde sociale de l'UCP et qui va travailler en étroite collaboration avec les agences d'exécution et les services techniques des mairies concernées. Le formulaire de sélection sociale comprend les éléments d'appréciation contenus dans le formulaire décrit en Annexe 1 du présent document.

#### **Étape 2 : Détermination du travail social à faire**

Après l'analyse des informations contenues dans les résultats de la sélection et après avoir déterminé l'ampleur du travail social requis, le Responsable des mesures de sauvegarde sociale fera une recommandation pour dire si oui ou non un PAR est à réaliser.

Lorsqu'un travail social n'est pas nécessaire, le Responsable des mesures de sauvegarde sociale fera l'application de simples mesures d'atténuation sociales.

Lorsqu'un travail social est nécessaire, le responsable des mesures de sauvegarde sociale réalisera les activités suivantes :

- Préparation des termes de référence du PAR en collaboration avec l'agence d'exécution concernée ;
- Recrutement du Consultant par l'UCP ;
- Organisation de la séance de validation du rapport provisoire du PAR ;
- Revue du PAR et soumission à la Banque mondiale pour approbation.

### **3. La sélection sociale dans le processus d'approbation des activités du projet**

Si le processus de sélection sociale révèle qu'un travail social n'est pas nécessaire, le sous-projet déjà identifié pourra être approuvé sans réserve.

Si le processus de sélection sociale révèle qu'un travail social est nécessaire, le sous-projet ne pourra être approuvé qu'après avoir préparé un PAR.

#### **4. Consultation**

La consultation de l'ensemble des parties prenantes au projet devrait être réalisée durant tout le cycle du projet à différents niveaux.

- **Au niveau national** : consultation et information des Ministères concernés par le projet
- **Au niveau régional** : Autorités administratives (Préfet et secrétaires généraux), Directions générales (Infrastructures, commerce, etc.), Organisations de la Société Civile.
- **Au niveau communal** : Autorités administratives et politiques (Maires), et Services techniques communaux, association et syndicats.
- **Au niveau du village ou quartier** : Autorités coutumières et religieuses, Chefs de quartiers, les Communautés Communautaires de Développement de Quartier (CCDQ), etc. La consultation devrait s'inscrire dans une approche participative.

Outre la consultation des parties prenantes, les populations affectées devant faire l'objet de réinstallation involontaire et celles des sites potentiels d'accueil des déplacés sont particulièrement informées à travers des campagnes d'information et de sensibilisation.

Lors de la préparation de la version initial du présent CPR, des consultations ont été réalisées. Les résultats de ces consultations ont été synthétisés dans le chapitre 10.

Pour l'élaboration du PAR, l'enquête socio-économique se doit d'être aussi une occasion d'information et de consultations des populations affectées.

L'UCP se doit également de déposer un exemplaire du PAR au niveau des ministères membre du comité de pilotage (au cabinet du ministre) et leurs directions régionales concernées, des préfectures concernées (Au cabinet du préfet), des communes concernées (cabinet du maire et direction technique), des CCDQ (siège) et des agences d'exécution (au siège) concernées dès la réception du PAR. L'agence d'exécution prépare aussi, en rapport avec les collectivités ou les CCDQ concernées, la tenue d'une consultation publique. A cet effet un commissaire enquêteur devra être nommé pour recueillir les avis et suggestion des PAP.

La consultation publique sera à la charge du Projet, concernera les PAP potentielles et impliquera les collectivités locales et les organisations de la société civile locale. Le processus de consultation, expression des préoccupations des PAP et des engagements issus du consensus obtenus sera soumis à l'appréciation des PAP avant publication des rapports.

#### **5. Information aux Communes concernées par le Projet**

Toutes les PAPS des collectivités locales qui bénéficieront du Projet seront informées par l'UCP de la nécessité de définir un PAR dans le cas où il y aura des opérations d'expropriation et/ou de déplacement pour les activités retenues.

A cet effet, le projet s'engage à la diffusion de l'information et du transfert du savoir en direction des collectivités locales et des PAP sur tous les aspects de la réinstallation.

L'UCP fera une large diffusion du présent CPR au niveau des Ministères, collectivités territoriales, les ONG, les PAP, CCDQ pour une meilleure connaissance des principes qui régissent la réinstallation.

Des sessions de formation seront animées sur les exigences d'un PAR et les étapes à suivre. Ces sessions de renforcement de capacités auront pour thèmes principaux : le contenu d'un PAR, les étapes de l'élaboration d'un PAR, la prise en charge des groupes vulnérables, la responsabilité organisationnelle, le mécanisme de gestion des plaintes etc.

## **6. Définition du Plan d'Action de Réinstallation**

S'il est envisagé un PAR, il devra être effectué en même temps que toutes les autres études (techniques, génie civil, études économiques, études environnementales etc.) de façon à ce que les considérations sociales soient bien mises en évidence.

La complexité du PAR dépend toujours de la nature et de l'échelle de l'opération de réinstallation qui est prévue. La construction des sites de stationnement qui pourraient affecter quelques activités commerciales seraient plus simple que les travaux de bitumages des voies qui affecteront un nombre assez important d'activités commerciales, même si c'est temporaire.

Tout PAR est défini sur la même base de données et suivant le même aperçu. Des enquêtes détaillées sont toujours effectuées auprès des populations ou communautés affectées par les activités en perspective. Il s'agit expressément de :

- Faire un recensement exhaustif des personnes et des biens avec un objectif clair, celui de réaliser un inventaire complet dans l'emprise du projet :
  - Des parcelles ayant un titre ;
  - Des parcelles coutumières ;
  - Des occupants de toute nature, qu'ils soient propriétaires ou non et y compris ceux considérés comme illégaux ou informels ;
  - Des biens immeubles et structures de toute nature (bâtiments, arbres, cultures, d'irrigation, puits, tombes, etc.), y compris ceux appartenant à des occupants.
- Inventorier les impacts physiques et économiques des activités du projet en termes de déplacements involontaires ou de pertes de constructions, de terres ou d'activités productives ;
- Et dresser un profil socio-économique des PAP (groupe d'appartenance ethnique, religieux, culturel ou social, activités principales et secondaires, sources de revenus et moyens de subsistance, statut foncier, liens temporels et sociaux avec le territoire concerné, systèmes de production et de reproduction, ressources naturelles locales exploitées, vergers, plantations etc., biens culturels et/ou culturels, niveau d'accessibilité aux infrastructures et services, etc.).

De ce fait, toutes les catégories de PAP seront recensées et classées par catégorie sociale, les impacts consignés et les types d'assistance nécessaires clairement définis. Dans cette collecte, les questions seront différencielles selon les catégories de cibles. Pour ce faire, il sera procédé à un recensement détaillé afin d'identifier les personnes potentiellement affectées (individus et ménages) ainsi que les groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, femmes chef de famille, etc.). L'évaluation sociale se focalisera sur l'identification des bénéficiaires (données démographiques, enquêtes sociales), le processus de participation, les mécanismes d'implication des acteurs, l'identification des personnes affectées et l'impact sur leurs propriétés et leurs systèmes de production.

Les études comprendront également l'analyse institutionnelle et l'élaboration de systèmes de suivi et d'évaluation. Des calculs détaillés portant sur l'économie des groupes familiaux et l'identification de tous les impacts sont non seulement nécessaires pour l'évaluation sociale, mais aussi déterminante, dans les processus éventuels de compensation.



## **7. Approbation**

Le Consultant soumettra le PAR à l'UCP qui assure la revue et la validation interne avec l'appui technique des services des Ministères (Agriculture, Construction et urbanisme, Economie et Finances, etc.), les instances locales comprenant les représentants des PAP. L'approbation définitive sera sollicitée auprès de la Banque mondiale. Une fois que l'UCP et la Banque mondiale donnent leur approbation, le Sous-projet peut être approuvé et la mise en œuvre peut débuter.

Après l'approbation, l'indemnisation et la réinstallation, les activités prévues par le Plan d'Action de Réinstallation sont à réaliser de manière satisfaisante sous la supervision de l'UCP et à approuver par la Banque Mondiale avant le démarrage effectif des travaux.

## METHODE D'EVALUATION DES BIENS ET D'ESTIMATION DES COMPENSATIONS

L'évaluation est faite sur la base de la valeur acquise, qui correspond à la valeur actualisée et qui prend en compte la valeur intrinsèque du bien considéré, mais aussi la plus-value qui s'y est incorporée (correspondant au renchérissement général du coût des biens).

### 1. Politique en matière de droit à la réinstallation

#### 1.1 Base juridique du droit à la réinstallation

Les différentes lois, les décrets et ordonnance portant régime compensatoire pour dommage subis peuvent s'avérer insuffisants pour gérer les situations que l'on peut rencontrer dans le cadre de la mise en œuvre des projets et de leurs composantes. Pour l'octroi des compensations, ces insuffisances seront palliées par les dispositions décrites dans la PO 4.12. En tout état de cause la politique en matière de droit à la réinstallation au titre du projet devra s'appuyer sur la législation nationale et la PO 4.12 de la Banque mondiale (conf. Tableau n°5 : Comparaison entre la législation nationale et la politique de la Banque mondiale en matière de réinstallation)

#### 1.2 Droit relatif aux différentes catégories d'impacts

Les personnes ou familles affectées par les projets ont droit à une compensation, soit en règlement en espèces, contributions en nature, ou sous forme d'aide, comme décrit dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n° 6 : Formes de compensation**

Forme	Description
Paielements En espèces	La compensation sera calculée et payée dans la monnaie nationale. Les Taux seront ajustés pour l'inflation ;
Compensation En nature	La compensation peut inclure des formes telles que la terre, les maisons, les Matériaux de construction, pour équipement, etc. Les PAP perdant plus de 20% des terres auront le choix entre bénéficier des Terres de remplacement comparables, à leur satisfaction (PO 4.12 indique une Préférence pour la rémunération à base terrestre, en particulier pour ceux qui N'ont de revenus que les terres)
Aide	L'aide peut comprendre les indemnités de déménagement, de transport, et de Main-d'œuvre ou les matériaux de construction

### 2. Principes et barèmes d'indemnisation pour les types de biens immobiliers et mobiliers

En règle générale, la politique de réinstallation involontaire est déclenchée parce que l'activité envisagée nécessite une acquisition de terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités. Ainsi, du fait de l'expropriation involontaire de terres et d'autres biens causant soit le déménagement, soit la perte de biens ou d'accès à des biens, soit la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance, les personnes doivent recevoir une compensation pour les pertes subies (pertes de terres, de propriété ou d'accès aux ressources) et toute assistance nécessaire pour leur réinstallation. La compensation est fonction de la nature du droit d'occupation et de l'ampleur de l'impact. La réglementation en matière d'indemnisation, aussi bien la législation ivoirienne et la PO.4.12 de la BM exige une compensation au moins égale à la valeur actuelle des biens perdus. Cependant, il peut y arriver que le taux appliqué soit défavorable pour la PAP dans ce cas il sera fait référence au prix du marché.

La réglementation en matière d'indemnisation, aussi bien la législation ivoirienne et la PO.4.12 de la BM exige une compensation au moins égale à la valeur actuelle des biens perdus. Cependant, il peut y arriver que le taux appliqué soit défavorable pour la personne impactée dans ce cas il sera fait référence au prix du marché.

### **3. Compensation des terres non agricoles**

Les terres affectées par l'exécution du projet, cultivables ou incultes, seront remplacées par des terres de même type ou compensées en espèces au prix du marché. Une compensation en nature est toujours préconisée quand l'Etat doit exproprier des terres et la PO 4.12 va dans le même sens pour les personnes dont la terre constitue le principal moyen de subsistance. La révocation des droits d'utilisation par l'Etat peut et doit être compensée par la provision d'une ou de plusieurs parcelles similaires aux utilisateurs. Dans les cas où une compensation en nature n'est pas possible ou la PAP préfère une indemnisation monétaire, les commissions d'évaluation peuvent aider à rester dans une fourchette raisonnable des prix sur le marché et éviter les influences négatives des spéculateurs fonciers sur les prix des terrains.

### **4. Compensation des cultures**

Toute destruction d'arbres fruitiers ou de cultures vivrières, maraîchères ou industrielles se trouvant sur les sites d'intervention du projet devra donner lieu à une indemnisation. Pour les cultures annuelles (vivrières, maraîchères) l'indemnisation tient compte du prix d'achat au producteur (bord champ) et de la densité des plantes. S'agissant des cultures pluriannuelles, ce sont les premières années de production, les années décroissances et la période de déclin qui sont considérées. L'indemnité est calculée par pied ou par unité de superficie suivant le cas. La détermination de la valeur intégrale de remplacement exige que soient pris en compte non seulement le produit de la culture sur une année, mais aussi et surtout le coût d'installation de la plantation ainsi que le revenu perdu pendant les années nécessaires à l'installation et non productives de la plantation qui varie suivant le genre.

- Les cultures vivrières et industrielles : le coût est ajusté aux taux courants du jour, et représente le coût pendant une récolte ;
- Les arbres fruitiers productifs : la compensation est évaluée en tenant compte de la production moyenne annuelle des différentes espèces et des prix du marché pour les récoltes des arbres adultes ; le coût de remplacement intègre les coûts d'aménagement, de plantation et d'entretien, jusqu'à la première production ;
- Les arbres fruitiers non encore productifs : dans ce cas, le dédommagement concerne le coût d'acquisition et de remplacement des jeunes pousses, y compris les coûts d'aménagement.

Tout compte fait, le barème d'indemnisation en vigueur en cas de démolition des plantes est régi par l'Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEFMCLU/MEERE/MPEER/SEPMBPE, du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.

### **5. Compensation pour les bâtiments et infrastructures**

L'évaluation des indemnités de compensation des bâtiments est effectuée par le Ministère de la construction et de l'urbanisme ou d'un expert immobilier agréé par l'Etat, en rapport avec les collectivités locales, sur la base des coûts de remplacement à la valeur marchande des immeubles qui seront affectés par le projet. La compensation comprend les bâtiments et les infrastructures, les clôtures de maisons et de cases, les abris et diverses installations notamment infrastructures de commerce, ateliers ; etc. S'agissant des compensations en nature des infrastructures perdues, de nouvelles structures, de même superficie et de même qualité que les infrastructures détruites, sont reconstruites sur des terres de remplacement qui sont elles-mêmes acquises. Les prix du marché déterminent les valeurs. Le calcul des indemnités prend également en compte le coût du transport et la livraison des matériaux au site de remplacement ainsi que le coût de la main d'œuvre requise pour la construction de nouveaux bâtiments.

## 6. Compensation pour perte de revenu

Les personnes déplacées sont privées de leurs sources de revenu pendant un certain temps. Même si l'infrastructure qu'elles doivent occuper est achevée avant le déménagement, il leur faut nécessairement du temps pour avoir une nouvelle clientèle, pour s'adapter au milieu et au type de concurrence en cours sur le nouveau site. Sur la base de l'enquête socio-économique, une compensation pour perte de revenu sera prise en compte. Elle se doit de couvrir toute la période de transition et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle, qu'elle soit dans le secteur formel ou informel.

La durée et le montant de la perturbation seront définis d'un commun accord entre les PAP et /ou sa représentation (syndicat, association, groupement, etc.) et l'employeur.

## 7. Compensation pour les sites sacrés

La compensation pour les sites sacrés est déterminée par des négociations avec les parties concernées.

Les sites sacrés comprennent des autels, centres d'initiation, sites rituels, tombes et cimetières mais cette liste n'est pas limitative. Ce sont des sites sacrés ou lieux ou structures caractéristiques qui sont admis en tant que tels par les lois locales, en particulier la pratique coutumière, la tradition et la culture.

Pour éviter tout conflit entre les personnes et/ou les populations riveraines, les domaines et l'administration locale, l'utilisation de sites sacrés par toute activité du projet n'est pas autorisée dans le cadre de ce projet.

**Tableau n° 7 : Matrice récapitulative des droits de compensation en cas d'expropriation**

Rubrique	Impact	Eligibilité	Compensation
TERRE	Perte de propriété Privée	Propriétaires de terrain Détenant un titre de Propriété ou pas	Valeur intégrale de Remplacement, en tenant compte De la valeur du marché (dans le
	Perte de terre Coutumière	Propriétaire reconnu Coutumièrement	Cadre d'une compensation Monétaire) Ou mise à disposition de parcelle à potentiel équivalent
	Perte de terre en Location	Locataire	Fourniture d'un terrain de Réinstallation de Potentiel Équivalent ou Compensation En Espèce équivalent au prix de Location
	Perte de terre Municipale	Municipalité détenant Un document Administratif	Fourniture d'un terrain en nature Équivalent à la première.
BÂTIMENTS ET INFRASTRUCTURES	Perte de bâtis	Propriétaires de bâtis	Coût de remplacement, en tenant Compte de la Valeur Du marché Sans Dépréciation : Achat Ou Construction D'un Nouveau
		Infrastructures Communautaire ou Publique	Bâtiment de surface et de standing Semblables ou supérieurs
CULTURES	Perte de cultures ou de récolte	Propriétaire de culture Annuelle	Indemnisation De la Perte de Récolte à la valeur du Marché local
		Propriétaire de culture Pérenne	Indemnisation de la Plantation à Sa Valeur Intégrale de Remplacement

			Coût de réinstallation sur un Nouveau site, et compensation du revenu perdu Pendant la période comprise entre la destruction et le début de la Production
DOMICILIATION	Perte de Domiciliation	Chefs de ménage	Versement D'une Indemnité Forfaitaire de réinstallation
REVENU	Perte de revenu	Artisans, Commerçants, etc.	Versement D'une Indemnité Forfaitaire de réinstallation sur la Base de la taille et la nature de L'activité exercée représentant au Moins 3 mois de perte de revenu
SALAIRE	Perte de salaire	Employé	Versement D'une Indemnité Forfaitaire équivalent à au moins Trois mois de salaires

## 8. Paiements de la compensation et considérations y relatives

La compensation des individus et des ménages se doit d'être soit effectuée en argent liquide, soit en nature, ou soit par une assistance. La compensation en nature sera privilégiée tout en restant ouvert à la négociation pour d'autres types de compensation.

Les compensations en espèce seront calculées et payées dans la monnaie locale en tenant compte de l'inflation.

La compensation en nature prévue dans le cadre du projet peut inclure des éléments tels que terre, maisons, clôtures, matériaux de construction, semences, et intrants.

Les assistances peuvent concerner les allocations de déménagement, de transport et d'emploi.

## 9. Processus de compensation

Pour bénéficier de compensation, les PAP doivent être identifiées et les données vérifiées par le Projet conformément au résultat de l'étude socio-économique.

La procédure d'indemnisation comportera plusieurs étapes, au nombre desquelles on peut citer : (i) l'information et la consultation publique, (ii) la concertation et participation des PAP, (iii) la documentation des avoirs et des biens, (iv) l'élaboration de procès-verbaux de compensation, (v) l'exécution des mesures compensatoires.

### 9.1 Information

L'information du public constitue une préoccupation constante tout au long du processus de mise en œuvre des activités du projet. Mais elle devra être particulièrement accentuée d'une part, à l'étape de l'identification et de la planification des activités et d'autre part, à l'étape de la compensation.

Le projet sera responsable de cette campagne d'information publique qui sera menée en utilisant tous les canaux accessibles aux populations, notamment les canaux traditionnels comme les canaux modernes (radios locales, mégaphone, affiches, etc.).

A l'étape de la compensation, une concertation sera régulièrement tenue entre les PAP identifiées par l'enquête socio-économique et les Communautés Communautaires de Développement de Quartier (CCDQ) ou les chefs des quartiers ainsi que le projet afin de définir de façon concertée les modalités d'atténuation et de compensation.

### 9.2 Participation publique

La participation publique avec les communautés concernées devra être un processus continu pendant toute la durée de la planification de la réinstallation. Les PAP seront aussi bien consultées par l'UCP et

l'ONG. Lors de la collecte des données en vue de l'élaboration de la version initiale de ce document, les Personnes susceptibles d'être affectées ont pris part au focus Group en présence des autorités administrative et coutumière et des délégués syndicaux. Pour le succès de ces rencontres il est proposé les personnalités coutumières, religieuses et administratives comme des personnes ressources dans la suite de la démarche.

### **9.3 Documentation des avoirs et des biens**

L'enquête socio-économique recueillera toutes les informations pertinentes, notamment (a) l'identité et le nombre des PAP, (b) la nature et la quantité des biens affectés. Pour chaque personne affectée, une fiche sera remplie pour fournir toutes les informations nécessaires pour déterminer ses biens affectés et son éligibilité. Cette enquête devra permettre d'octroyer une compensation adéquate. Le projet à travers le consultant et d'autres responsables compétents (CCDQ, autorité municipale, préfectorale, chef de quartier) organiseront des rencontres avec les PAP pour discuter de la procédure, et les modalités de compensation.

### **9.4 Procès-verbaux de compensation**

Les types de compensation convenus de façon concertée et consensuelle devront être clairement consignés dans un procès-verbal (PV) de négociation et de compensation, signé par la PAP d'une part et par le représentant du comité d'exécution du PAR (préfet).

### **9.5 Exécution de la compensation**

Tout règlement de compensation (en espèce et/ou en nature) relatif à un bien se fera en présence de la partie affectée (PAP), du représentant du CCDQ ou du chef de quartier et du représentant du projet.

Les critères pour les mesures de compensation vont varier en fonction du niveau et de l'importance de l'impact des activités subi par la PAP concernée.

### **9.6 La matrice de compensation**

La matrice de compensation ci-après présente de manière synoptique les types de compensation à prévoir pour chaque catégorie de personnes affectées par le Projet selon le préjudice causé et l'importance de l'impact.

**Tableau n° 8 : Matrice des droits des personnes affectées par le Projet**

Préjudice causé	Importance de l'impact	Catégorie de PAP	Compensation
Pertes de terre y compris les cultures, les arbres	Partielle et la partie non affectée restant est économiquement viable	Propriétaires de terrain Tenant un titre	Compensation en espèces de la perte de la partie affectée : ce qui comprend : la terre, les Cultures et les arbres plantés, ainsi que les récoltes - équivalente à sa valeur de marché Ou Remplacement de la partie affectée par une nouvelle parcelle de surface et de productivité
		Propriétaires coutumier	
		Locataire	Compensation en espèces pour la perte de récolte sur la partie affectée, équivalente à la Valeur du marché local
	Totale ou la partie restante n'est plus économiquement viable Pour une activité quelconque		Remplacement, lorsque c'est faisable, par une nouvelle parcelle de terre de dimension et de productivité équivalentes dotée d'un statut foncier sécurisé transférée sans taxes, droits d'enregistrement ou autres coûts, située dans un lieu acceptable par la personne affectée + coût d'installation de la culture, d'une valeur économique équivalente + allocation, le temps que les cultures arrivent à la production ou Compensation en espèces pour l'ensemble de la zone, y compris les cultes et arbres ayant fait l'objet de compensation
		Propriétaires de terrain	
		Locataire	Compensation en espèces pour la perte de la récolte, + coût de location du terrain (le Nombre de mois sera à déterminer en accord avec les PAP)
	Partielle du bien immeuble, la partie non affectée restant viable	Ouvrier agricole	Compensation en espèces de la perte d'emploi, versement d'une Aide à la réinstallation (Indemnité pour perte d'emploi = versement de 3 mois au moins de salaire agricole moyen)
		Propriétaire / détenteur De titre formel Ou coutumier	Compensation en nature pour la perte partielle des terrains, + reconstruction intégrale des Bâtiments et infrastructures affectés + allocation équivalent à la perte de gain de location Durant le temps de reconstruction.
	Pour un usage d'habitat	Propriétaire	Compensation en espèce pour la perte partielle des terrains à la valeur du marché, + le Coût à neuf de reconstruction Intégrale des bâtiments et infrastructures affectés + Allocation équivalent à la perte de gain de location durant le temps de reconstruction.
		Locataire	Compensation en espèce pour le relogement
		Simple occupant Sans droit ni titre, arrivé Avant date limite D'éligibilité	Forfait au relogement
		Simple occupant, arrivé Après date limite	Aucune compensation, ni aide à la réinstallation

- Pertes d'infrastructures	Totale ou importante de la perte	D'éligibilité	
		Propriétaire / détenteur	<p>Au choix de la personne affectée par le projet :</p> <p>Temps de reconstruction.  Compensation en espèces pour l'ensemble de la zone d'habitat, y compris bâtiments et Infrastructures  Aide au relogement (coût du déménagement + allocation)  Aide à la réinsertion en cas de besoin (pour obtenir un emploi, une formation Professionnelle)</p>
		Locataire / Détenteur de bail	<p>Compensation en espèces pour les améliorations ayant été réalisées par le locataire sur L'ancien habitat  Aide au relogement (coût du déménagement + allocation)</p>
		Simple occupant Sans droit ni titre, arrivé Avant la date limite	
		Simple occupant, arrivé Après date limite D'éligibilité	Aucune compensation, ni aide à la réinstallation
Perte de revenu Qui comprend - activités Économiques - employés	Temporaire (n'excédant pas Trois mois)	Propriétaires de l'activité	Compensation équivalent au gain moyen sur toute la durée n'excédant pas trois mois.
		Employés	Compensation équivalent au salaire sur toute la durée n'excédant pas trois mois
	Total ou fermeture Temporaire au-delà de trois Mois	Propriétaires de l'activité	Compensation équivalent au gain moyen au moins trois + coût du déménagement + Allocation
		Employés	Compensation équivalent au salaire d'au moins trois mois



## **PRISE EN COMPTE DU GENRE ET VULNERABILITE DES PERSONNES AFFECTEES**

---

Le genre et l'analyse sociale sont essentiels pour l'atteinte des objectifs assignés au PIDUCAS. La mise en œuvre des processus de réinstallation a pour objectif le maintien du niveau de vie ou l'amélioration du bien-être autant pour les femmes que les hommes. La réinstallation doit être conçue et mise en œuvre de façon à ce que les femmes et les hommes, y compris les jeunes, les personnes à fonctionnalité réduite, puissent y prendre part. Leur participation à la prise de décision notamment au choix des sites de recasement et de la nature des compensations doit être recherchée.

Par ailleurs, l'UCP doit veiller au cours de toutes les phases de réinstallation, à ce que tous les groupes et personnes vulnérables participent à la prise de décision et bénéficient également des compensations et de façon juste et équitable. Les activités liées à la réinstallation devront être développées en étroite collaboration avec toutes les couches sociales.

Les étapes clés de préparation, de la mise en œuvre et du suivi des PAR doivent nécessiter des mesures spécifiques suivantes en particulier pour les femmes et personnes vulnérables :

- Au cours de la conception et la mise en œuvre du programme de consultation des parties prenantes où il sera nécessaire de prévoir des mesures à prendre pour que les femmes et autres groupes vulnérables puissent s'exprimer librement au cours des séances. Il faut prévoir des activités de consultation sur les thèmes à réaliser et discuter avec les femmes et les personnes vulnérables affectées, et ce, que ce soit lors des consultations publiques ou lors d'activités de consultation ciblées sur ces groupes spécifiques (focus groups) ;
- Pendant la préparation des outils d'enquête socio-économique et de recensement où il sera important de prévoir des questions et thèmes touchant les femmes et personnes vulnérables ;
- Durant la formation des équipes d'enquêteurs et enquêtrices où il sera important d'inclure des éléments spécifiques à la prise en compte du genre comme, par exemple, des techniques de communication à préconiser pour la consultation des PAP femmes ou encore l'administration du questionnaire aux PAP femmes sans l'intermédiaire de leur mari ;
- Au cours du recensement des personnes affectées par le projet où il sera important de recenser autant les propriétaires des terres que les exploitant(e)s non-propriétaires fonciers et où il sera important d'identifier les impacts différenciés du projet sur les hommes, les femmes et les personnes vulnérables ;
- Au cours de l'inventaire des biens affectés, incluant des cultures, où il sera important d'enregistrer les femmes et les personnes vulnérables, afin de s'assurer qu'elles reçoivent les compensations qui leur sont dues directement, sans passer par une tierce personne comme le chef de famille ou de ménage.
- Pendant les enquêtes socio-économiques où il sera important de consulter de manière spécifique les femmes et les personnes vulnérables et d'établir un portrait socioéconomique spécifique pour ces personnes qui pourraient subir des impacts de nature et de niveaux différents de ceux des hommes ;
- Durant la rédaction du profil socio-économique des personnes affectées où il sera nécessaire de présenter des données socio-économiques désagrégées par sexe et par âge, afin de permettre d'identifier les activités menées, les ressources utilisées, les pertes encourues et

les besoins en distinguant ceux des hommes et des femmes, des jeunes, des adultes, des personnes à fonctionnalité réduite et des groupes vulnérables ;

- Au cours de l'établissement des critères d'éligibilité où il faudra veiller à ce que les critères d'éligibilité n'excluent aucune personne en raison de son sexe ou de son appartenance à un groupe vulnérable. Ceci est particulièrement important pour les exploitants et exploitantes agricoles qui ne disposeraient d'aucun droit reconnu, légal ou coutumier, sur la terre qu'ils occupent ;

- Durant l'établissement du programme de suivi des PAR dont les mécanismes seront conçus de manière à permettre d'évaluer les impacts de la réinstallation sur les hommes et sur les femmes. Les indicateurs proposés permettront de suivre ces impacts de même que les activités devant assurer la pleine participation des femmes et des autres groupes vulnérables au processus de la réinstallation.

- Pendant l'élaboration du système de gestion des griefs qui devra prévoir des procédures et mesures facilitant le dépôt et la résolution des griefs des hommes, des femmes et des personnes vulnérables, comme par exemple, des agents de mise en œuvre féminins qui pourront appuyer les femmes lors de dépôts de griefs plus sensibles (griefs d'agression ou de harcèlement sexuel par exemple).

## **MECANISME DE GESTION DES PLAINTES ET DES CONFLITS**

---

En juin 2020, le PIDUCAS s'est doté d'un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) élaboré en tenant compte d'une part, des éléments issus des consultations organisées en 2016 avec les acteurs de San Pedro et de Bouaké lors de l'élaboration du CPR initial et d'autre part, des données issues des consultations supplémentaires organisées en 2020 avec les autorités et leaders communautaires locaux. C'est la compilation de toutes ces données qui a permis d'élaborer le MGP du PIDUCAS qui comporte entre autres, une partie relative à la gestion des plaintes qui pourraient être générées lors des processus de réinstallation involontaire.

Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation et d'indemnisation peuvent être de nature diverse. Le tableau ci-dessous présente une liste non exhaustive des causes réelles ou potentielles de conflits en lien avec les processus de réinstallation involontaire dans le cadre du PIDUCAS.

### **1. Sources potentielles de conflits**

**Tableau 9 : Quelques sources potentielles de conflits liés à la réinstallation**

NIVEAU DE SURVENANCE DU RISQUE	CAUSES DE CONFLITS	ACTIONS EVENTUELLES DE PREVENTION OU DE CORRECTION
<b>Phase de préparation</b>		
Bornage de l'emprise du projet	Implantation approximative de l'emprise et de l'assiette	Si une zone de sécurité n'a pas été envisagée par le géomètre ou topographe, la manipulation de certains engins comme les tractopelles peuvent nécessiter des espaces en plus.
	Limite imprécise des terrains	Les limites des propriétés foncières peuvent ne pas être matérialisées par un bornage des services du cadastre ou par la communauté. Certains propriétaires possèdent des terres en jachère ou des terres de réserve qui peuvent faire l'objet de contestation. Si le bornage inclut ces terres, les problèmes fonciers vont se poser d'une part avec le propriétaire sur l'identification des limites réelles de sa parcelle, et d'autre part entre les parties en conflits qui vont revendiquer réciproquement la portion de terre affectée.
Recensement des personnes affectées	Usurpation de propriété	Dans le cadre du projet d'aménagement de la traversée de Bouaké, des salariés se sont faits recensés comme étant propriétaires et devraient percevoir les indemnités destinées aux propriétaires plutôt que celles destinées aux salariés. Dans ces cas, si la vérification lors du paiement n'a pas été rigoureuse, on risque de payer d'autres personnes au lieu des ayants-droits. Ces derniers peuvent se plaindre. Ces risques peuvent survenir également dans le cas où des locataires se prennent pour des propriétaires ou aussi quand des personnes logées à titre gratuit se prennent pour des locataires.
	Absence du propriétaire	Il peut arriver que le propriétaire soit absent au moment des recensements pour des motifs divers notamment en raison d'une diffusion insuffisante de l'information. Dans ce cas des réclamations peuvent être demandées.
	Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes affectées ou plus, déclarent être propriétaire d'un même bien)	Les questions de successions, divorces, et autres problèmes familiaux, peuvent avoir pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille sur la propriété, ou sur les parts de propriété, d'un bien donné.
Evaluation des biens	Mises en valeur agricoles	Le mode d'évaluation (comptage des plants, taux d'occupation des cultures, évaluation de la superficie, évaluation des coûts des plants/cultures, etc.) peut être contesté par le propriétaire.
	Evaluation des immobilisations	Au cours de l'évaluation des biens immobiliers, la catégorisation du bâti peut être contestée par le propriétaire ; il en va de même de l'évaluation du coût du mètre carré bâti.
	Compensation pour perte de revenus salariaux	Dans le cadre du sous-projet de la Traversée de Bouaké, les activités économiques appartiennent naturellement à des propriétaires qui embauchent des salariés. Si ladite activité se trouve dans l'emprise, des compensations sont prévues aux salariés. A ce titre, le salarié devrait avoir droit à 3 mois de salaire payé en une seule fois. Une fois ce montant perçu, la plupart des salariés choisit de démissionner pour aller faire leurs propres affaires ; entraînant des mécontentements de la part des propriétaires. Mais si à l'opposé, on choisit de reverser les compensations des salariés aux propriétaires, ces derniers peuvent ne pas les remettre aux salariés qui pourraient alors se plaindre.
	Défaut de registre de compte	Dans le cadre du PIDUCAS, les biens impactés sont pour la plupart des commerces informels. Les compensations sont déterminées sous la base des chiffres d'affaires. L'absence de registre de commerce et de documents comptables rend aléatoire

		l'estimation des compensations, les déclarations des commerçants n'étant pas vérifiables. Si deux personnes ont la même activité et que la compensation de l'une est supérieure à celle de l'autre, il peut arriver que cette dernière s'en plaigne.
Négociation	Iniquité dans le calcul des indemnités	Les plaintes d'après négociation sont nombreuses. Elles sont dues au manque d'équité souvent non intentionnelle dans le calcul des indemnités. Par exemple, elles peuvent survenir lorsqu'une personne affectée reçoit l'information selon laquelle son voisin qui est censé subir les mêmes impacts qu'elle, a reçu un montant d'indemnisation supérieur au sien.
Indemnisation	Droits de propriété des Enfants	Certaines familles ont des enfants nés hors mariage (fils ou petit fils-enfants de la fille célibataire) reconnus par leur père ; il arrive très souvent que ce dernier mette à leur disposition des terres, voire des biens pour une exploitation immédiate ou future (terre de réserve). Lorsque le père ou le grand-père décède, ces enfants sont souvent écartés du partage de l'héritage. Les droits de propriété sur les terres ou tout autre bien obtenus du défunt père peuvent leur être retirés par les fils dits « légitimes » et les aînés. Des frustrations et des tensions découlent souvent de ces situations et débouchent parfois sur de violents conflits intrafamiliaux. Des terres ou des biens faisant l'objet d'un tel litige peuvent se retrouver dans l'emprise. Le processus d'indemnisation et de compensation pourrait être un élément amplificateur de ces tensions ou réveiller ces querelles familiales.
	Droits de propriété des veuves	Les Krou font partie des peuples dominants de la région de San Pedro. Selon le droit coutumier, la femme non mariée n'a pas droit à la propriété ou à l'héritage foncier. La veuve sans enfant se voit très souvent confisquer les terres ou d'autres biens de son défunt mari par les beaux frères ou les membres de la belle famille. Quand elle a des enfants, une portion de terre peut lui être accordée pour les nourrir, mais elle ne peut disposer de cette parcelle à sa guise. Dans le cadre du PIDUCAS, certaines terres et/ou biens immobiliers peuvent être des propriétés appartenant à des veuves mais qu'elles n'ont pas le droit d'aliéner. Si ces situations ne sont pas identifiées en amont par le projet, les veuves peuvent perdre leurs droits au cours du processus d'indemnisation.
	Les personnes à fort niveau de vulnérabilité	Certaines personnes sont parfois sujettes à discriminations, leurs droits étant souvent ignorés. Si ces personnes ne sont pas convenablement informées et sensibilisées, leurs compensations peuvent être sous-évaluées. Ce qui peut entraîner des réclamations et plaintes après le processus de paiement.
Recasement	Sites de recasement	La OP 4.12 privilégie les compensations en nature ou compensation terre contre terre pour les Personnes affectées par les pertes de terre. Dans cette perspective, les terres de remplacement seront identifiées en concertation avec les communautés hôtes et les PAPs. Cependant, de par la perception des enjeux que les populations ont du projet, un refus de cession « des terres libres d'accès » peut être émis par les communautés hôtes ; de même qu'une forte spéculation foncière sur les terres sollicitées.
	Acceptation des populations hôtes	Il peut apparaître de fortes pressions entre populations hôtes et populations déplacées en termes d'incompatibilité de culture, de religion, de mode de vie... Les interrelations et interactions entre les communautés hôtes et les PAP peuvent engendrer de conflits, et faire l'objet de plaintes. C'est le cas du projet de recasement des femmes de Dares Salem, où deux sites ont été proposés. C'est le site le plus isolé des habitations qui a été préférés. Ceci a eu pour conséquence d'éviter les tensions qui auraient pu naître de la non acceptation des populations et familles hôtes, et de la non adaptation des PAP au nouveau milieu.
Libération de l'emprise	Destruction de bâtis	Certaines personnes exercent des activités sacrées dans leur cour (c'est le cas d'un marabout sur la rue des Grumiers). Le déplacement de ces personnes et la destruction de leurs objets peuvent présenter une impression de déracinement et de pertes de repères, source de frustrations et de tensions. Même si la compensation peut prendre en compte le coût des cérémonies expiatoires, des cas de mécontentements ou de frustrations peuvent subsister et engendrer des réclamations et des plaintes de la part des populations/individus concernés.
	Période d'adaptation	Après la réinstallation sur un nouveau site, le projet met à la disposition des PAP les appuis nécessaires pour leur permettre de subsister jusqu'à la restauration totale de leurs moyens d'existence (par exemple la reconquête d'une clientèle perdue suite à une réinstallation pour les commerçantes du marché de Dar Es Salam). Si ces appuis sont insuffisants (évaluations

		approximatives des besoins réels et du niveau de revenu des PAP...), mal coordonnés (fréquences et retards dans le dispatching) ou inappropriés (non adaptés aux besoins réels des PAP), nombre de plaintes peuvent en découler au cours de cette phase d'adaptation.
	Ecart des conditions entre le nouveau et l'ancien site pour les personnes déplacées et réinstallées	Certaines PAP peuvent manifester une insatisfaction quant aux caractéristiques qu'offre le milieu d'accueil en comparaison avec le milieu de départ (C'est le cas des déplacées du marché de Dares Salem qui jouissaient de la proximité de la route A3 très fréquentée.)
	Faible prise en compte des personnes vulnérables	Si un accent particulier n'est pas fait dans la prise en compte des personnes vulnérables dans les processus de recensement, indemnisation/compensation et restauration des moyens d'existence, des plaintes peuvent en découler
Prise en compte du genre	Genre et droits fonciers	Dans le cadre de certains sous-projets (Bouaké), la terre dans les ménages appartient culturellement aux hommes, qui mettent à la disposition des femmes des parcelles pour les cultures. Si ladite parcelle se trouve dans l'emprise, des compensations sont prévues aux femmes exploitantes. A ce titre, la femme devrait avoir droit à une indemnisation pour les cultures, à une autre terre en compensation et à des appuis pour la restauration de ses moyens d'existence. Des mécontentements pourraient être observés de la part des hommes qui estimeraient illégitime l'extension de tels droits fonciers aux femmes.
	Genre et statut matrimonial	Le statut matrimonial de certaines femmes s'avère parfois être un handicap pour elles, le concubinage étant une pratique assumée par bon nombre de couples dans la zone du projet. Pour les couples vivant sous ce statut, les biens sont souvent le fruit d'un effort conjoint et le droit de copropriété de la femme sur ces biens (biens immobiliers en particulier) n'est pas reconnu. Dans le cadre de ce projet, les couples ayant ce statut peuvent se trouver dans la zone de DUP et au cours du processus d'indemnisation et de compensation, les droits de la femme peuvent ne pas être pris en compte pour ce qui relève des biens du couple recensés.

## **2. Mécanismes de règlement des conflits**

Pour résoudre ces conflits potentiels, il faut nécessairement prévoir un dispositif qui permet de résoudre d'éventuelles contradictions qui peuvent découler dans la mise en œuvre de ces opérations.

Ce qui suit est tiré du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) que s'est doté le PIDUCAS en juin 2020 et qui est fonctionnel sur tous les chantiers.

Les étapes ci-dessous décrivent l'itinéraire de la plainte au cours de son traitement. Les membres des organes de gestion des plaintes (CE-PAR : Comité d'Exécution du PAR / CS-PAR : Comité de Suivi du PAR) participent à titre bénévole et de ce fait, ne sont pas rémunérés. Ils sont aidés par une ONG recrutée pour assurer la médiation entre les organes et les PAP et participer au suivi de la mise en œuvre du PAR. Ce processus n'est pas statique mais dynamique et est donc appelé à s'enrichir et à s'adapter aux réalités et contextes locaux des quartiers et des populations concernées.

### **2.1 Réception et enregistrement de la plainte**

Lorsque la plainte formulée (verbalement ou par écrit) arrive au niveau de l'organe local de gestion (CE-PAR), ce dernier s'assure que tous les éléments d'information (nom du quartier, date d'enregistrement, nom du plaignant, nom de la personne qui a pris acte de la requête...) ont été correctement enregistrés sur le formulaire et dans le registre de plaintes. Ce formulaire et registre seront signés par le plaignant et par la personne l'ayant enregistrée. Une copie du formulaire est remise au plaignant comme « accusé de réception ».

Le plaignant sera informé par l'ONG ayant enregistré sa plainte sur le fonctionnement du MGP et notamment de l'existence des deux instances à savoir :

- Le CE-PAR (1<sup>ère</sup> instance)
- Le CPS-PAR (recours)

Les plaintes seront enregistrées dans un registre des plaintes par la CE-PAR pour avoir un support physique manuscrit ; puis elles seront toutes (admissibles ou pas) enregistrées dans la base de données sociétale du projet avant que l'organe n'en examine l'éligibilité et la validité.

### **2.2 L'examen de l'éligibilité et de la validité**

L'examen de l'éligibilité de la plainte est fait dans un délai de 7 jours. Si la plainte n'est pas éligible, les raisons doivent être expliquées au plaignant, si possible immédiatement lors de la réception de sa plainte ou de la requête, et au plus tard dans un délai de deux jours. Dans la mesure du possible, des conseils seront prodigués au plaignant sur les interlocuteurs et les démarches les plus indiquées pour sa requête ou plainte.

Si la plainte est éligible, la CE-PAR prépare les éléments techniques pour établir son caractère valide (fondé) ou non. Une première analyse faite par la CE-PAR doit permettre d'identifier le problème posé et le type d'investigation ou enquête à mener pour la résolution de la plainte.

### **2.3 L'investigation ou l'enquête**

Dans la mesure du possible, une investigation sera menée dans un délai de trois jours si la plainte est liée aux travaux et cela ; après réception d'une plainte ou requête éligible. Le but de cette investigation est de vérifier le bien-fondé de la plainte.

L'ONG et le Consultant qui élabore le PAR composent la commission d'investigation notamment pour réévaluer les biens concernés. Les résultats des investigations sont transférés à la CE-PAR qui renégocie le montant d'indemnisation ou le type (physique ou numéraire) de compensation avec la PAP.

Au cours de l'investigation, il sera question de mener des entretiens avec :

- Le plaignant au début du processus pour comprendre son point de vue sur la question et ses attentes

- L'entourage du plaignant pour déterminer si cette réclamation est fondée ou non (qui, quoi, pour quels motifs, avec quelles preuves...) ;
- Toute autre partie impliquée pour effectuer une analyse des circonstances de l'affaire et trianguler l'information.

### **2.3.1 L'organe de 1<sup>ère</sup> instance (CE-PAR)**

Si la plainte est fondée, elle peut être réglée immédiatement. Dans ce cas, la CE-PAR fait appel au plaignant et s'il juge nécessaire et avec le consentement du plaignant, une personne tierce et les mises en cause pour une conciliation. Dans le cas où le plaignant est d'accord, la CE-PAR fixe une rencontre pour la mise en œuvre de la solution convenue.

Si le plaignant n'est pas d'accord, l'ONG lui signifie les informations relatives pour un recours et se chargera de transférer la plainte au comité de recours (Comité de Suivi et de pilotage du PAR). Pendant tout le processus de recours, l'ONG servira de relais entre le plaignant et le comité de recours et lui donnera toutes les informations utiles.

Si la plainte n'est pas fondée, des détails seront donnés au plaignant sur le déroulement des investigations, et les résultats qui en ont découlé. Si le plaignant est d'accord, la plainte sera clôturée, sinon l'ONG orientera le plaignant vers le comité de recours.

Les organes de gestion de 1<sup>ère</sup> instance exerceront leur activité de façon indépendante, et auront accès à toutes les informations dont dispose le projet concernant le plaignant et la plainte. Un budget sera alloué à leur fonctionnement même si aucune rémunération n'est accordée. Ils siégeront tous les deux mois, mais pourront ajuster cette fréquence en fonction du nombre de plaintes, du degré de gravité et de l'urgence. Si la solution proposée par le comité satisfait le plaignant, la solution est automatiquement mise en œuvre sous la supervision de l'ONG. Toutes les visites effectuées auprès du plaignant ainsi que les procès-verbaux des séances doivent être enregistrés et archivés.

### **2.3.2 L'organe de recours à l'amiable (CSP-PAR)**

Dans le système juridique de droit moderne comme dans le droit coutumier, plusieurs voies de recours sont proposées au plaignant en cas d'insatisfaction. Le recours permet la recherche de solution à l'amiable et l'évitement des coûts financiers et des pertes de temps pour un recours en justice. Il vise à résoudre de façon indépendante et impartiale les requêtes et plaintes. L'organe de recours s'inscrit dans cette logique pour servir de recours au plaignant qui ne serait pas satisfait de la solution proposée par l'organe de gestion de 1<sup>ère</sup> instance.

Le logigramme de gestion des plaintes est joint en annexe.

### **2.3.3 Dispositions administratives et recours à la justice**

En cas d'échec de règlement à l'amiable, le différend est soumis à la justice. Si le requérant n'est pas satisfait, il peut saisir la justice à travers le tribunal du département concerné. Pour cela, la démarche à suivre est la suivante :

- (i) La PAP rédige une plainte adressée au Juge du Tribunal du département concerné ;
- (ii) La PAP dépose la plainte au Tribunal Départemental ;
- (iii) Le Juge convoque la PAP et le représentant du projet (agence judiciaire du trésor) pour les entendre ;
- (iv) Le Juge commet au besoin une commission d'évaluation du bien affecté ;
- (v) Le Juge rend son verdict.

Le recours aux tribunaux nécessite souvent des délais longs avant qu'une affaire soit traitée. Cette situation peut entraîner des frais importants pour le plaignant et nécessite un mécanisme complexe (avec experts et juristes) qui souvent peut échapper complètement au plaignant et finalement se retourner contre lui. Le projet communiquera suffisamment par rapport à ce risque pour que les parties prenantes en soient



informées et favorisent le recours à un mécanisme extrajudiciaire de traitement des litiges faisant appel à l'explication et à la médiation par des tiers ou à l'intervention du médiateur de la république.

### **3 Prévention des conflits**

Pour prévenir les litiges, le Projet a mis en place un mécanisme de participation qui favorisera l'appropriation du projet par les personnes affectées, ainsi que la diffusion de l'information auprès de toutes les parties prenantes. La participation des personnes concernées par les activités des sous-projets est assurée à travers leurs représentants dans les différents comités (Syndicat des transporteurs, commerçants, chargeurs, les CCDQ...) qui participeront à l'élaboration des différents documents qui décrivent les engagements. Aussi, l'UCP se doit de renforcer ses consultations avec ces différents acteurs pour leur expliquer leur droit et devoir afin d'éviter les abus du fait de la non application du PAR pendant la mise en œuvre du projet.

## CONSULTATION ET DIFFUSION DE L'INFORMATION

---

### 1. Contexte réglementaire de la consultation

La loi n°96-766 du 3 octobre 1996, portant Code de l'Environnement, régit dans son article 35 alinéa 6, la consultation et la participation des populations aux projets de développement. En effet, cette loi énonce le principe d'information et de participation du public en précisant que toute personne a le droit d'être informée de l'état de l'environnement et de participer aux procédures préalables à la prise de décisions susceptibles d'avoir des effets préjudiciables à l'environnement. L'article 16 du décret 96-894 stipule que le projet soumis à l'étude d'impact environnemental fait l'objet d'une enquête publique dont l'objectif est d'informer et de recueillir les appréciations, les suggestions et les contre-propositions de la population affectée afin de permettre à l'Autorité de disposer de tous les éléments nécessaires à son information pour une prise de décision éclairée.

La Banque mondiale reconnaît l'importance de la consultation ouverte et transparente entre les parties prenantes d'un projet, comme un élément essentiel de bonne pratique. La consultation efficace des parties prenantes peut améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets, améliorer l'acceptation des projets, et contribuer de manière significative à la conception et la mise en œuvre réussie des projets.

La participation du public au processus de préparation du présent CPR est une exigence de la PO 4.12 de la Banque Mondiale et de la législation ivoirienne pour mieux cerner l'ampleur et la diversité des enjeux environnementaux et sociaux du projet. A cet effet, en novembre et décembre 2016, une campagne d'information et de consultation du public a été menée dans les villes cibles initiales à savoir San Pedro et Bouaké. Il s'agit d'une série de rencontres avec les principaux acteurs et bénéficiaires du projet.

### 2. Objectif de la consultation

L'objectif global des consultations publiques dans le cadre des évaluations sociales, est d'associer les populations à la prise de décision finale concernant un projet. Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont :

- Fournir premièrement aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le projet, notamment, sa description assortie des effets négatifs et positifs ;
- Inviter les acteurs à donner leurs avis sur les propositions de solutions et instaurer par un dialogue ;
  - Asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

### 3. Consultations menées dans le cadre de l'élaboration du CPR initial

La participation des populations s'est faite à travers les rencontres d'échanges dans les villes de San Pedro et de Bouaké. Elle a concerné les populations riveraines des voies à aménager, la population vivante dans l'emprise de certaines réalisations du projet, des services techniques, des directions régionales, etc. Ces consultations ont été des cadres d'échanges aussi bien sur les objectifs du projet, ses impacts sociaux négatifs potentiels mais aussi sur les craintes, les attentes et les suggestions des populations susceptibles d'être affectées.

#### 3.1 Résultats des rencontres d'information et de consultation du public

Lors de l'élaboration du CPR initial, des consultations ont été réalisées. Les différents acteurs rencontrés ont réagi librement et avec intérêt aux informations livrées sur le projet. Leurs réactions ont permis de recueillir leurs avis, leurs préoccupations et leurs suggestions et recommandations vis-à-vis du projet. Ci-dessous les différents résultats des différentes rencontres d'information et de consultation du public menées dans le courant de novembre à décembre 2016.

### **3.2 Rencontre d'information et de consultation avec les services techniques des mairies**

Les services techniques des mairies ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer leur capacité en matière des exigences de la politique opérationnelle 4.12 mais aussi sur le suivi de la mise en œuvre du PAR. Ci-dessous quelques images et la synthèse des rencontres d'information et de consultation avec les services techniques des mairies.

**Tableau n° 9 : Synthèse des avis, préoccupations, suggestions et recommandations des services techniques des mairies de San Pedro et Bouaké**

Points discutés	Avis	Préoccupations et Craintes	Suggestions et Recommandations
-Information sur le Projet ;  -Perceptions des enjeux sociaux liés à la mise en œuvre du projet ;  -Expériences relatives au suivi de la réinstallation de populations	-Le PIDUCAS est un projet qui rencontre l'assentiment de tous les acteurs. -Existence des CCDQ et les chefs de quartiers serviront de relais pour la sensibilisation - Existence d'un tribunal coutumier de gestion des conflits et des plaintes ; -Les commerçants disposent des ODP sur lesquels il a été mentionné qu'ils doivent libérer les emprises en cas de nécessité à leur frais	L'implication des services techniques à la mise en œuvre du PAR et la validation des études techniques le renforcement des moyens logistiques et le renforcement de capacité sur les exigences de la Banque ; La prise en compte de l'aménagement des sites de réinstallation des mécaniciens	-Informez les autorités administratives du démarrage des études et des travaux ; -Impliquer les services techniques à toutes les étapes de la mise en œuvre du PAR ; -Impliquer les services techniques des mairies à la mise en œuvre du PAR et à l'identification des emprises -L'aménagement des sites des mécaniciens peut être défini dans le PAR comme meures d'accompagnement ou comme l'indemnisation

### 3.3 Rencontre avec les autorités administratives et les directions régionales

D'une manière générale, les représentants du pouvoir central ont mis l'accent sur l'importance du projet sur le plan environnemental, social et économique et sur son impact positif sur le cadre de vie et les conditions d'existence des populations. Ci-dessous quelques images et le compte-rendu synthétique des rencontres d'information et de consultation avec les représentants du pouvoir public déconcentrés.

**Tableau n° 10 : Synthèse des avis, préoccupations, suggestions et recommandations des autorités administratives et des directions régionales**

Points discutés	Avis	Préoccupations et Craintes	Suggestions et Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information sur le Projet ;</li> <li>- Perceptions des enjeux sociaux liés à la mise en œuvre du projet ;</li> <li>- Expériences relatives au suivi de la réinstallation de populations</li> <li>- Critères d'évaluation des biens immobiliers et agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction par Rapport au projet</li> <li>- Les risques de Conflits fonciers sur Les zones retenues</li> <li>- Pour les espaces Verts et site des aires De stationnement Pas d'expérience Dans le suivi de la Mise en œuvre d'un PAR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aménagement du Site de réinstallation des artisans</li> <li>- La durée de mise en œuvre du PAR</li> <li>- La disponibilité des fonds pour les éventuelles indemnisations</li> <li>- Mise en place d'un point focal pour la gestion quotidienne des plaintes</li> <li>- Implication de la direction de la construction dans la gestion des conflits fonciers</li> <li>- Les occupations des trottoirs</li> <li>- Le barème agricole est difficile à appliquer selon l'arrêté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager le site de réinstallation des artisans</li> <li>- Sensibiliser les autorités sur le respect de la durée de mise en œuvre du PAR</li> <li>- Budgétiser les PAR et l'inclure dans le budget des mairies.</li> <li>- Faire des étages de gestion de conflit de sorte a privilégié le règlement à l'amiable</li> <li>- Faire un renforcement de capacité sur les exigences de la Banque au démarrage</li> <li>- Sensibiliser les populations</li> <li>- Définition d'un barème d'évaluation en accord avec la PAP</li> </ul>

### **3.4 Rencontre d'information et de consultation publique avec les populations : chefs de quartiers, ONG et, CCDQ.**

Les populations représentées par, les chefs de quartiers et les CCDQ ont accueilli avec enthousiasme le projet. Elles ont répondu avec un intérêt manifeste aux différents points de discussion soulevés et ont exprimé vivement leur adhésion totale à la mise en œuvre du projet et leur engagement sans faille à aider à sa réalisation. Quant aux ONG elles ont souligné en plus de leur satisfaction le rôle qu'elles joueront désormais dans les projets de développement. Ci-dessous quelques images des rencontres avec les populations au niveau local et la synthèse de leurs avis sur les différents points discutés.

**Tableau n° 11 : Synthèse des avis, préoccupations, suggestions et recommandations des services techniques départementaux**

Points discutés	Avis	Préoccupations et Craintes	Suggestions et Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appréciation du projet</li> <li>- Mode de gestion des conflits</li> <li>- Expériences relatives au suivi de la réinstallation de population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction par rapport au projet</li> <li>- Disponibilité pour accompagner le projet dans la gestion des plaintes et la sensibilisation</li> <li>- Pas d'expérience dans le suivi de la mise d'un PAR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de voir de nouvelles personnes s'installer dans l'emprise pour bénéficier de l'indemnisation</li> <li>- Le traitement réservé aux personnes installées dans le domaine public</li> <li>- Les populations et les ONG ne sont pas formées sur les évaluations environnementales et sociales et notamment en déplacement et en réinstallation</li> <li>- La non indemnisation des personnes impactées avant le démarrage des travaux</li> <li>- Le recours au tribunal pour les conflits</li> <li>- La définition des moyens d'accompagnement pour la gestion des conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser la population sur les risques d'occupation des emprises</li> <li>- Associer la population à l'identification des biens et des personnes affectées</li> <li>- Prévoir le renforcement de capacité avant le démarrage de la mise en œuvre du PAR</li> <li>- Privilégier le règlement à l'amiable des conflits</li> <li>- Réaliser le paiement des indemnisations avant le démarrage des travaux</li> <li>- Sensibiliser les populations sur le règlement à l'amiable</li> <li>- Eviter, autant que possible, les sites déjà occupés par les populations</li> <li>- Accompagner le comité de gestion de plainte</li> </ul>

**Tableau n° 12 : Synthèse des avis, préoccupations, suggestions et recommandations des services techniques départementaux**

Points discutés	Avis	Préoccupations et Craintes	Suggestions et Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appréciation du projet</li> <li>- Mode de gestion des conflits</li> <li>- Expériences relatives au suivi de la réinstallation de populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Satisfaction par rapport au projet</li> <li>- Disponibilité pour accompagner le projet dans la gestion des plaintes et la sensibilisation</li> <li>- Expérience dans le suivi de la mise d'un PAR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le recensement des personnes affectées sans distinction des activités</li> <li>- Le traitement réservé aux personnes installées dans le domaine public</li> <li>- Pas d'indemnisation pour les occupants du domaine public</li> <li>- Mauvaise information sur l'emprise du projet</li> <li>- Le recours aux autorités coutumières et la mairie pour la gestion des conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Associer les syndicats à l'enquête socioéconomique lors de l'élaboration du PAR</li> <li>- Le PAR définira le traitement des activités commerciales installé dans le domaine</li> <li>- Se rapprocher de la mairie pour avoir le contrat qui régit l'installation des commerçants</li> <li>- Informer sur les limites de l'emprise des projets</li> <li>- Privilégier toujours le règlement à l'amiable</li> </ul>

#### **4. Consultations menées dans le cadre de l'actualisation du présent CPR**

A noter que l'actualisation du présent CPR fait suite à la restructuration du PIDUCAS. En effet, une sous-composante intitulée GPP a été ajoutée au projet en juillet 2021. Elle cible les institutions financières (banques et microfinances) et concerne tout le territoire national. Même si la nature, le domaine d'action et le périmètre d'intervention des bénéficiaires sont connus, à l'heure actuelle, les cibles ne sont pas encore identifiées de façon précise. De ce fait, compte tenu du fait que les institutions financières (banques et microfinances) ne sont pas encore identifiées/connues, aucune consultation publique supplémentaire (en dehors de celle de 2016) n'a pu être organisée dans le cadre de cette actualisation. Toutefois, autour du FGPME, des consultations publiques seront organisées une fois que les parties prenantes seront mieux connues. Il s'agira de leur présenter le CPR et les dispositions prévues dans le Manuel d'exécution en matière de conformité sociale pour tous les financements qui seront accordées dans le cadre du projet. Ces consultations publiques concerneront directement les institutions financières (banques et microfinances) qui serviront d'intermédiaires financiers. Les spécialistes du PIDUCAS appuieront le FGPME dans l'animation de ces consultations et des rapports de synthèses (comptes rendus) seront préparés et archivés.

Par ailleurs, il faut noter que le mardi 3 août 2021, s'est tenue une réunion virtuelle entre la Banque Mondiale et le PIDUCAS sur la mise à jour des documents cadres du PIDUCAS suite à l'avènement de la GPP. Les échanges ont permis de mieux cerner le contexte et les objectifs de la nouvelle sous-composante, condition essentielle pour appréhender les risques sociaux et environnementaux qui y sont liés. Une seconde réunion virtuelle a été organisée le mercredi 18 août 2021, entre le PAIF-PME (Projet d'Appui à l'Inclusion Financière et l'accès au financement des PME) du Burkina Faso et le PIDUCAS. Il était question de faire un échange d'expérience à travers une analyse des atouts et biais qui ont été

enregistrés lors de la mise en œuvre du CPR dudit projet. Les leçons tirées des expériences ont été prises en compte dans la rédaction du présent CPR.

Aussi, est-il recommandé l'organisation de consultations publiques à chaque fois qu'un projet sera éligible dans le cadre de la GPP. Les institutions financières bénéficiaires organiseront des séances d'information et de consultation élargies aux entreprises emprunteuses, autorités administratives, municipales et communautés locales. Lorsqu'un projet bénéficiant d'emprunt dans le cadre de la GPP, nécessite un déplacement involontaire, les mesures de compensation arrêtées doivent permettre aux personnes affectées de maintenir un niveau de vie au moins égal à celui dans lequel elles étaient.

## **5. Consultations à mener lors de la préparation/élaboration/suivi d'un PAR**

La consultation et la participation des parties prenantes seront aussi privilégiées au moment des phases de préparation, d'élaboration et de suivi des PAR. Les activités suivantes (liste non exhaustive) devront minimalement être organisées.

### **5.1 Phase préparatoire du PAR :**

L'information sur les activités du projet est donnée aux populations bien avant le démarrage des enquêtes. Elle portera sur la nature des activités du projet, ses risques, particulièrement ceux de la réinstallation involontaire des populations, la période des enquêtes, avec les dates de démarrage et de fin.

Il sera aussi le moment de présenter l'objet de l'enquête socioéconomique et du recensement des PAP et l'inventaire des biens et actifs affectés ; les informations sur la période concernée par ces études et sur l'organisation des entretiens avec les PAP et la création des groupes de discussion (Groupes focus) séparés (avec les hommes, les femmes) si requis ainsi que la Présentation du mécanisme de gestion des griefs pour commentaire

Il sera aussi question des principes de la politique de réinstallation ainsi que des autres modalités d'intervention du projet.

Les acteurs concernés par l'information/sensibilisation sont des acteurs institutionnels de la réinstallation, des PAP et des organisations de la société civile.

### **5.2 Phase d'élaboration du PAR**

Les consultations publiques concernent la description des personnes affectées et leurs pertes ; la présentation des compensations proposées et le mode de paiement privilégié ; la présentation des mesures de réinstallation ; le rappel des détails du mécanisme de gestion des griefs ; la date d'éligibilité ;

Elle concerne également :

- les études socio-économiques entreprises dans le cadre de l'élaboration des PAR, pendant lesquelles l'occasion est donnée de s'exprimer sur leur situation, leurs craintes, doléances et attentes ;
- les enquêtes de l'expertise immobilière et/ou agricole, enquêtes pendant lesquelles elles fournissent les données permettant également de les identifier, d'inventorier et d'évaluer leurs biens ;
- le choix du site de réinstallation ;
- les avis sur les options d'assistance.

### **5.3 Phase de mise en œuvre et de suivi du PAR**

Les personnes affectées sont impliquées dans le suivi et l'évaluation de la réinstallation. Ainsi les populations sont informées et consultées tout au long du processus, et le projet négocie avec eux les mesures de leur réinstallation, de quelle que nature qu'elles soient.

Les informations concernent : le renforcement des capacités en gestion et sécurité financière, la possession d'une pièce d'identité valide, l'assistance à l'obtention des pièces d'identité pour les PAP n'en possédant pas, la signature des ententes avec les PAP concernée.



## **6. Dispositif sécuritaire et sanitaire dans le contexte de la COVID-19**

L'UCP s'est doté d'un plan de prévention COVID-19 diffusé depuis juillet 2020 en adéquation avec le dispositif national de prévention. Les processus de mise en œuvre des PAR doivent être obligatoirement conformes à ce plan en particulier ce qui concerne les consultations publiques et les enquêtes socioéconomiques que réaliseront les consultants et autres prestataires.

Aussi, dans ce contexte sanitaire précaire, l'UCP prendra toutes les dispositions préventives et correctives conformes au dispositif réglementaire en vigueur et au plan de prévention de la COVID -19 adopté pour garantir la sécurité à la fois de son personnel, des communautés locales et de toutes les parties prenantes concernées et cela, dans toutes les phases d'élaboration et de mise en œuvre des PAR. En particulier lors des séances d'information et de consultation publique et lors des enquêtes socioéconomiques, les prestataires veilleront à mobiliser tous les canaux numériques et téléphoniques disponibles pour minimiser ou éviter les risques de propagation de la COVID-19. L'UCP fournira des masques, gels et autres matériels de protection anti-Covid aux participants aux séances de consultation publique et réunions.

## **7. Diffusion de l'information au public**

Dans le cadre du PIDUCAS, la diffusion des informations au public passera par les médias tels que les journaux, les affichages, les communiqués radiodiffusés en langues nationales pour aller vers les autorités administratives et traditionnelles qui à leur tour informent les populations avec les moyens traditionnels dont ils font usages.

Après approbation par la Banque mondiale, le présent CPR, et les PAR à venir seront mis à la disposition des populations locales, des mairies et préfectures concernées, des autorités administratives locales, des missions résidentes de l'UCP, et des faitières des ONG. Il sera également publié dans info-shop de la Banque Mondiale et sur les sites web des entités susmentionnées.

## **PROCESSUS DE SUIVI ET EVALUATION**

---

Le suivi – évaluation de la mise en œuvre du présent cadre politique de réinstallation est intégré dans le dispositif global de suivi du projet. Ce dispositif permet de suivre et de rendre compte, de façon périodique, du maintien ou de l'amélioration du niveau et des conditions de vie des personnes affectées par le projet.

Le suivi vise à corriger « en temps réel » les méthodes de mise en œuvre durant l'exécution du Projet, alors que l'évaluation vise (i) à vérifier si les objectifs généraux des politiques ont été respectés et (ii) à tirer les enseignements de l'opération pour modifier les stratégies et la mise en œuvre dans une perspective de plus long terme. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe.

### **1. Suivi de l'exécution des actions de réinstallation**

Le suivi est effectué par l'expert en sauvegarde sociale de l'UCP à travers une surveillance continue et périodique de la mise en œuvre du PAR par le biais de la collecte ponctuelle d'informations systématiques sur l'exécution (à travers une fiche de suivi qui comporte les éléments suivants : nombre de PAPs ayant négocié et indemnisé, nombre de plaintes, etc.), la fourniture des ressources (recueillir les informations sur la disponibilité des ressources financières), les résultats ciblés (comparaison des résultats aux indicateurs de suivi) nécessaires pour que le PAR arrive à avoir les effets et l'impact souhaités. Un rapport mensuel est produit et validé par le coordonnateur avant transmission à la Banque mondiale.

#### **1.1 Objectifs**

L'objectif général du suivi est de s'assurer que toutes les PAP sont indemnisées, déménagées et réinstallées dans le délai le plus court possible et sans impact négatif. Le suivi traite essentiellement des aspects suivants :

- Suivi social et économique : suivi de la situation des personnes affectées, évolution éventuelle du coût du foncier dans la zone de déplacement et dans celle de réinstallation, état de l'environnement et de l'hygiène, restauration des moyens d'existence, notamment le commerce et l'artisanat, l'emploi salarié, et les autres activités ;
- Suivi des aspects techniques : supervision et contrôle des travaux de construction ou d'aménagement de terrains, réception des composantes techniques des actions de réinstallation ;
- Suivi du système de traitement des plaintes et conflits ;
- Production de rapport mensuel des missions de suivi.

#### **1.2 Indicateurs de suivi**

Les indicateurs aideront à s'assurer que les actions inscrites aux programmes de travail de l'unité de coordination sont exécutées, et dans les délais et que les coûts des mesures sont conformes aux budgets. Les Indicateurs de produits habituellement utilisés en réinstallation sont :

- Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du projet ;
- Nombre de ménages et de personnes physiquement déplacés par les activités du projet ;
- Nombre de ménages compensés par le projet ;
- Nombre de ménages et de personnes réinstallés par le projet ;
- Nombre de plaintes enregistrées et traitées ;
- Coût total des indemnisations /compensations effectuées.

Ces indicateurs pourraient servir pour la formulation des objectifs et de résultats attendus dans les actions de réinstallation des PAP.

### **1.3 Responsables du suivi**

Le suivi de proximité est supervisé par le spécialiste en sauvegarde sociale de l'UCP. Il veillera à :

- (i) L'établissement de rapports de suivi de la mise en œuvre des activités ;
- (ii) L'organisation et la supervision des études transversales ;
- (iii) La contribution à l'évaluation rétrospective des sous-composantes du projet.

Dans chaque commune concernée, le suivi de proximité implique les autorités administratives et les représentants de la population affectée et des personnes vulnérables.

Ces acteurs organisent avec la cellule de mise en œuvre une rencontre chaque quinzaine pour le bilan de la mise en œuvre du PAR. Un rapport de cette rencontre est régulièrement transmis à la cellule de coordination qui examine les diligences et organise si nécessaire une mission de supervision.

## **2. Evaluation de la réinstallation des PAP**

L'évaluation est une appréciation de l'état de la mise en œuvre des activités de réinstallation. Cette appréciation tient compte des moyens humains, matériels et financiers mobilisés pour la mise en œuvre des activités de réinstallation des PAP.

Dans le cadre du présent CPR, les PAR qui seront éventuellement préparés dans le cadre du projet, constituent les documents de référence pour servir à l'évaluation. En effet, un consultant sera commis par l'UCP pour évaluer la mise en œuvre des PAR et du CPR à mi-parcours et à la fin du projet.

### **2.1 Objectifs**

L'évaluation se fixe les objectifs suivants :

- Évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le cadre de politique de réinstallation, les PAR ;
- Évaluation de la conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la politique OP 4.12 de la Banque Mondiale ;
- Évaluation des procédures mises en œuvre pour les indemnisations, le déplacement, la réinstallation ;
- Évaluation de l'adéquation des indemnisations et des mesures de réinstallation par rapport aux pertes subies ;
- Évaluation de l'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, les niveaux de vie, et les moyens d'existence, en particulier par rapport à l'exigence de l'OP 4.12 sur le maintien des niveaux de vie à leur niveau précédent ;
- Évaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi.

### **2.2 Processus de Suivi et Evaluation**

L'évaluation utilise les données et documents issus du suivi interne, et en supplément, les évaluateurs procéderont à leurs propres analyses de terrain par enquêtes auprès des intervenants et des personnes affectées par le projet. L'évaluation des actions de compensation et éventuellement de réinstallation est menée par des auditeurs compétents choisis sur la base de critères objectifs. Cette évaluation est entreprise en deux (2) temps : à mi-parcours du projet et à la fin du projet.

### **2.3 Responsable de l'évaluation**

Les évaluations à mi-parcours et à la fin du CPR et des PAR préparés dans le cadre du projet seront effectués par des consultants, nationaux ou internationaux.

### 3. Indicateurs

Les indicateurs suivants seront utilisés pour suivre et évaluer la mise en pratique des plans de réinstallation involontaire :

**Tableau n° 13 : Indicateurs Objectivement Vérifiables**

Indicateurs/paramètres de	Type de données à collecter	Indicateur de réalisation
Participation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acteurs concernés impliqués</li> <li>Niveau de participation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de suivi</li> <li>Liste de présence</li> </ul>
Négociation d'indemnisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Besoins en terre affectés</li> <li>Nombre de garages, ateliers, Kiosques</li> <li>Nombre et âge de pieds d'arbres Détruits</li> <li>Superficie de champs détruits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'expertise</li> <li>Procès-verbaux</li> <li>Rapport d'expertise agricole</li> <li>Rapport d'expertise agricole</li> </ul>
Identification du nouveau site	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nature du choix</li> <li>PAP impliquées</li> <li>PV d'accords signés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compte rendu</li> <li>Liste de présence</li> <li>Rapport de mission</li> </ul>
Processus de déménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre PAP sensibilisées</li> <li>Type d'appui accordé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compte rendu</li> <li>Rapport de suivi</li> </ul>
Processus de réinstallation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre PAP sensibilisées</li> <li>Type d'appui accordé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compte rendu</li> <li>Rapport de suivi</li> </ul>
Résolution de tous les griefs Légitimes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de conflits</li> <li>Type de conflits</li> <li>PV résolutions (accords)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de suivi/ registre de Plaintes</li> <li>Registre de plaintes</li> </ul>
Satisfaction de la PAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre PAP sensibilisées</li> <li>Type d'appui accordé</li> <li>Niveau d'insertion et de reprise des Activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de suivi</li> <li>Rapport de mise en œuvre</li> <li>Rapport de mise en œuvre</li> </ul>

### 4. Dispositif de suivi évaluation

#### 4.1 Dispositions en matière de suivi par l'UCP

Les dispositions de suivi devraient s'inscrire dans le cadre du dispositif global de suivi du Projet qui inclut le suivi par les différentes instances au niveau national et au niveau des communes concernées. Il est attendu que l'UCP élabore des guides de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités de réinstallation.

Dans le cadre des objectifs poursuivis par le programme de réinstallation des populations, le dispositif de suivi procédera à l'évaluation pour s'assurer que les individus, les ménages et les communautés affectés ont pu garder leur niveau de vie d'avant-projet, voire l'améliorer.

Pour faciliter la procédure de suivi, les indicateurs de suivi proposés seront finalisés par le Système de Suivi et Évaluation de l'UCP.

Les rapports produits par les cellules de mise en œuvre des PAR seront transmis à la cellule Suivi et évaluation afin de vérifier à travers les indicateurs le niveau de mise en œuvre des PAR et attirer l'attention de la cellule sur les éventuels manquements.

#### 4.2 Dispositifs de supervision de la Banque Mondiale

La Banque Mondiale entreprendra des missions d'appui périodique du projet pour apprécier le respect des exigences formulées dans le présent cadre et pour recommander toute mesure corrective qui peut être nécessaire pour résoudre des problèmes ou des insuffisances liés à l'exécution du projet.

Pour faciliter la supervision par la Banque, tous les PAR approuvés et leur rapport de mise en œuvre seront régulièrement partagés avec la banque pour examen.

## **RESPONSABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE REINSTALLATION**

---

La réussite de l'opération de réinstallation des populations passe par la mise en œuvre d'un bon dispositif organisationnel doté de personnes bien informées et compétentes pour assurer la coordination et la cohérence de l'ensemble, centraliser les informations et réaliser un suivi et une évaluation.

A l'instar de toutes les autres actions éligibles, la compensation et la réinstallation des personnes déplacées seront financées en fonction des dispositions prescrites par le manuel d'exécution du projet.

### **1. Niveau National**

#### **1.1 Le Comité de pilotage**

Le Comité de pilotage doit veiller à la mise en œuvre du CPR. Il doit également s'assurer que toutes les activités de compensation, de réinstallation et de réhabilitation sont remplies d'une manière satisfaisante. Il doit apporter un appui-conseil et suivre le travail de l'UCP pour s'assurer que les activités en matière de réinstallations sont menées de façon satisfaisante. Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier chargé du déblocage des fonds pour le paiement des compensations.

#### **1.2 L'Unité de Gestion du Projet**

Sous la supervision du Comité de Pilotage, l'UCP a la responsabilité de la coordination de l'ensemble des actions de réinstallation. Elle aura pour mission :

- La rédaction des TDR pour l'élaboration des PAR ;
- Le recrutement de consultants pour l'élaboration des PAR ;
- Le suivi des négociations et de la fixation des indemnisations ;
- Le suivi du paiement des indemnisations/compensations ;
- La coordination des activités du CPR ;
- Le recrutement de consultant pour l'évaluation des PAR ;
- L'organisation des campagnes d'information, de sensibilisation et consultation ;
- L'organisation des renforcements de capacité ;
- La diffusion du CPR ;
- L'approbation et diffusion des PAR.
- La mise en œuvre des PAR.

### **2. Niveau régional et communal**

Les Structures régionales ou communales qui seront impliquées dans la mise en œuvre du CPR sont : la Préfecture, la Mairie concernée; le Direction Régionale de la Construction et de l'Urbanisme ; la Direction régionale de l'équipement et de l'entretien routier, la Direction régionale de l'agriculture, la Direction des transports, les représentants de la population affectée y compris les groupes vulnérables, la plate-forme des ONG... Elles assurent la coordination régionale du projet à travers des interventions directes dans la zone d'intervention du projet; procéder au contrôle des projets pour s'assurer que les questions de réinstallation et de compensation sont prises en compte.

En tant qu'autorité régionale de développement, elles sont responsables de la validation du rapport provisoire du PAR et de sa mise en œuvre. Elles assurent le suivi de la mise en œuvre du PAR et coordonnent le mécanisme de gestion des plaintes avec l'équipe sauvegarde du projet.

## 2.1 Responsabilités au niveau des quartiers/villages concernés

Le comité du quartiers/Chefferie du village élargi aux représentants des PAPs et à des personnes ressources ( CCDQ, ONG, autorités coutumières et religieuses) auront pour missions de (i) de participer au processus de validation des résultats du PAR par les autorités administratives lors de la consultation publique ; (iii) d'analyser la liste des personnes affectées sur la base du travail du consultant recruté par le projet pour l'élaboration du PAR; (iv) d'enregistrer les plaintes au moyen de fiches de plainte, et d'assurer leurs résolution.

Le comité de quartier ou chefferie doit également aider les personnes vulnérables à recouvrer leurs droits en cas de préjudice.

## 3. Capacité des acteurs institutionnels dans le processus de réinstallation

Les services techniques étatiques existants au niveau régional et communal (agriculture, infrastructures, etc.) et les ONG, n'ont qu'une petite expérience en matière de gestion des questions de réinstallation des populations affectées. Il est nécessaire que tous ces acteurs institutionnels impliqués dans la mise en œuvre de la réinstallation soient renforcés en capacités à travers des sessions de formation sur l'OP.4.12 et sur les outils, procédures et contenu de la réinstallation (CPR, PAR, etc.). Il s'agira d'organiser des programmes de renforcement des capacités regroupant les structures techniques impliquées dans la mise en œuvre du CPR et des PAR. La formation pourra être assurée par des personnes ressources appropriées.

Au regard de ce qui précède, il est proposé un dispositif institutionnel qui peut se mettre rapidement en place et un programme de renforcement des capacités pour tous les acteurs qui seront impliqués dans la mise en œuvre du projet dans les chapitres ci-dessous.

### 3.1 Proposition de dispositif institutionnel

Dans le cadre la mise en œuvre du PIDUCAS, le dispositif institutionnel suivant est proposé pour faciliter la réinstallation des populations.

**Tableau n° 14 : Dispositif institutionnel**

Niveau	Acteurs	Responsabilités
National	Comité de Pilotage	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mobilisation des fonds du PAR</li><li>- Supervision du processus de réinstallation</li></ul>
	UCP	<ul style="list-style-type: none"><li>- Rédaction des TDR pour l'élaboration des PAR</li><li>- Recruter un Consultant pour l'élaboration Des PAR</li><li>- Suivi des négociations et de la fixation des Indemnisations</li><li>- Paiement des indemnisations/compensations</li><li>- Coordination des activités du CPRP</li><li>- Participation à l'identification et au Suivi Des Formations relatives au renforcement des capacités</li><li>- Campagne IEC</li><li>- Approbation et diffusion du PAR</li><li>- Diffusion du CPR</li></ul>
Régional	Comité régional composé de la Préfecture, de La mairie, Des Directions Régionales (Construction Et urbanisme, Des Infrastructures Agriculture, etc.) Et ONG/Associations	<ul style="list-style-type: none"><li>- Suivi des négociations et de la fixation des Indemnisations</li><li>- Suivi de la mise en œuvre des PAR</li></ul>

<b>Village/Quartier</b>	Comité Des Quartiers/Chefferie Élargi Aux Représentants Des autorités Coutumières, Religieuses, ONG CCDQ et Des PAP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagne IEC</li> <li>- Participation à l'identification des personnes affectées Et à l'évaluation de leurs biens</li> <li>- Règlement des litiges</li> <li>- Aider les personnes vulnérables à recouvrer leurs droits En cas de préjudice</li> </ul>
	Consultants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration des PAR (enquête socio-économique, Participation aux négociations des indemnisations/compensations)</li> <li>- Suivi-évaluation</li> </ul>
<b>ONG LOCAL</b>	La Plateforme des ONGS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance de conformité et production de rapport Périodique.</li> </ul>

### 3.2 Programme de renforcement des capacités des acteurs institutionnels

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de réinstallation des populations, un plan de renforcement des capacités est proposé pour permettre à tous les acteurs institutionnels de disposer de connaissances et des outils nécessaires pour la mise en œuvre du processus de réinstallation des PAP.

Pour minimiser les coûts les formations des acteurs institutionnels devront être organisées dans chacune des communes concernées.

Le tableau suivant donne le plan de renforcement des capacités (formation et moyens).

**Tableau n° 15 : Plan de renforcement des capacités des acteurs institutionnels**

Acteurs cibles/bénéficiaires	Intitulé de la formation	Moyens matériels et Logistiques nécessaires
-Comité de Pilotage du Projet, UCP, Structures technique de L'Etat, CCDQ, Comité de Quartier/village  ONG	Législation nationale en matière d'expropriation et D'indemnisation	-Moyens Matériels : Fournitures de bureau -Logistiques : Déplacement/transport Des Acteurs institutionnels -Moyens financiers : prise En charge Des acteurs Institutionnels Lors De Session de formation
	Politique Opérationnelle de la BM relative à la Réinstallation involontaire (PO.4.12)	
	Méthodologie /Processus d'élaboration CPR	
	Méthodologie /Processus Elaboration de PAR	
	Méthodologie /Processus du suivi du PAR	
	Méthodologie /Processus d'enregistrement et Gestion des plaintes et conflits	
	Méthodologie d'élaboration des PV et rapports	
	Méthodologie et outils de médiation sociale	
	Méthodologie et outils d'assistance sociale	
	Méthodologie et outils pour la négociation et L'indemnisation Des PAP	

## CALENDRIER DE LA REINSTALLATION

Le calendrier indicatif suivant est proposé pour la mise en œuvre des PAR du projet :

**Tableau n° 16 : Calendrier de réinstallation**

ACTIVITES	DATES/PÉRIODES
<b>I. Campagne d'information et consultation</b>	Durant toute la période du projet
• Diffusion de l'information et concertation PAP	
<b>II. Acquisition des terrains</b>	
• Déclaration d'Utilité Publique et cessibilité	Au moins 2 mois avant la mise en œuvre du projet
Recensement et Evaluation des actifs et	
• occupations	
• Estimation des indemnités (en espèces ou en	
• Négociation des indemnités	
<b>III. Compensation et Paiement aux PAP</b>	
• Mobilisation des fonds	Au moins 1 mois avant le début des travaux
• Compensation aux PAP	
<b>IV. Déplacement des installations et des personnes</b>	Au moins 2 à 4 semaines avant le début des travaux
• Assistance au déplacement	Continue
• Prise de possession des terrains	Dès compensation
<b>V. Suivi et évaluation de la mise en œuvre des PAR</b>	Durant toute la durée des travaux
• Suivi de la mise en œuvre du PAR	Durant la mise en œuvre avec production de Rapport mensuel
• Évaluation de l'opération	6 mois à 1an après le lancement des travaux

Il convient de souligner la nécessité d'inscrire la mise en œuvre du CPR dans le cadre d'un dialogue constructif avec les populations qui seront concernées par cette opération. Les plans de réinstallation des populations font l'objet d'une discussion, dans les détails, avec les différentes parties prenantes au processus : Comité de Pilotage, UCP, Collectivités locales, ONG locales, services techniques de l'État (Agricultures pour l'évaluation des impenses agricoles ; Construction et Urbanisme pour l'évaluation des impenses des terres et des bâtiments). L'implication des acteurs sera pleine et entière.



## BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION

### 1. Budget

Le gouvernement assume la responsabilité de remplir les conditions contenues dans le présent CPR. L'État (par le biais du Ministère en charge de l'Economie et des Finances) va s'acquitter de ses obligations financières en matière de compensation en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. Des dispositions devront être prises dans ce sens par l'UCP avant le démarrage des activités pour saisir le Ministère en charge de l'Economie et des Finances dans un souci de garantir la mobilisation des fonds à temps (en vue d'une inscription budgétaire ou d'un réaménagement budgétaire).

Au stade actuel du projet, on estime à environ 1140 personnes affectées par les travaux du PIDUCAS dans sa formulation initiale. Toutefois, ce nombre peut estimer à 1250 personnes jusqu'à la fin du projet du fait de l'avènement de la GPP et d'autres sous-projets à venir qui nécessiteraient des réinstallations. Le cout final estimatif de mise en œuvre des PAR avoisinerait **les Sept cent dix millions six cent milles (710 600 000) FCFA**. Cette estimation prend en compte les compensations en nature, en numéraire, les autres formes d'assistance, le renforcement des capacités, le fonctionnement des organes...

Le tableau ci-dessous donne une idée des activités à budgétiser et leurs sources de financement.

**Tableau n° 17 : Budget prévisionnel de mise en œuvre du projet**

RUBRIQUES DE COUT	MONTANT	FINANCEMENTS	
		PIDUCAS	Banque Mondiale
Volet administration			
Recrutement d'un Expert Social sur 5 ans	96 000 000		X
Elaboration des PAR (honoraires consultant)	70 000 000		X
Campagne d'information/sensibilisation sur le PAR	15 000 000	X	
Assistance à la réinstallation (Appui-conseil, etc.)	15 000 000	X	
Renforcement des capacités : Formation et recyclage des acteurs Susceptibles de travailler sur la réinstallation	30 000 000		X
Evaluation externe	10 000 000		X
Sous total 1	<b>236 000 000</b>		
Volet processus de réinstallation			
Provisions pour les compensations et autres aides aux PAPs.	420 000 000	X	
Sous total 2	<b>420 000 000</b>		
Sous total 3 (sous total1 + sous total2)	<b>646 000 000</b>		
Imprévus (10% du sous total 3)	<b>64 600 000</b>	X	
Total financement Banque mondiale			<b>206 600 000</b>
Total de financement PIDUCAS		<b>504 600 000</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>710 600 000</b>		

### 2. Source et mécanisme de financement

**Le montant global de mise en œuvre des Plans d'Action de Réinstallation qui émanent du Cadre de Politique de Réinstallation des populations affectées est de sept cent dix millions six cent milles (710 600 000) FCFA.**

Les fonds du projet vont financer les activités suivantes : Elaboration des PAR, Renforcement des capacités/programme de formation, les campagnes d'information et de sensibilisation les activités de sui-Evaluation et les évaluations externes, soit deux cent six millions (**206 000 000**) FCA.

Le Gouvernement à travers le ministère en charge des finances va financer les activités de mise en place du dispositif institutionnel, d'Assistance à la réinstallation (Appui-conseil, etc.), et de paiement des

indemnisations, d'assistance à destination des groupes vulnérables et les mesures de viabilisation sociale et environnementale des éventuels nouveaux sites de recasement ; soit cinq cent quatre millions six cent milles (504 600 000) FCFA.

### **3. Mode et procédure de paiement des compensations**

Les compensations/indemnisations sont payées soit en nature soit en numéraire directement à chaque PAP. Elles ont lieu au sein de chaque commune où un comité d'exécution du PAR dont la composition sera déterminée dans chaque PAR, sera mis en place par l'UCP et les préfectures concernées.

La Procédure de compensation suivra les étapes suivantes :

- L'identification du bénéficiaire (à partir de sa pièce d'identité où le cas échéant de l'ayant droit), le plan pourra prévoir des dispositions spéciales pour les ayant droits ;
- La compensation individuelle avec production de pièce d'identité ;
- L'exploitant bénéficiaire d'une indemnisation devra fournir une photocopie de sa pièce d'identité au comité d'exécution du PAR avant de percevoir son indemnité ;
- La durée d'indemnisation ne devra pas excéder dix jours (10) jours ouvrables par localité ;
- Les dates de début et de fin des indemnisations seront largement diffusées par le biais des différents canaux de communication dont dispose chaque commune.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

1. Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEFMCLU/MEERE/MPEER/SEPMBPE, du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage
2. Banque Mondiale (Décembre 2001), Manuel opérationnel sur la politique opérationnelle, (PO. 4.12)
3. Cadre de politique de réinstallation PNIASA ; Togo, 2011
4. Cadre de Politique de Réinstallation du SENELEC, Sénégal 2016
5. Cadre de Politique de Réinstallation du PRAO, Guinée Aout 2016
6. Cadre de Politique de Réinstallation du PDSIT, Cameroun juillet 2016
7. Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du Projet Compétences pour l'Employabilité et la Productivité (Projet Compétences), République de Côte d'Ivoire, 2020
8. Manuel de procédures de la garantie partielle de portefeuille (GPP) ; république de côte d'ivoire, juillet 2021
9. Ministère du plan et du développement, direction générale du développement de l'économie régionale, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), 2009.
10. Ministère du plan et du développement. Plan national de développement 2016-2020, 2016
11. PIDUCAS (2017), Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)
12. PIDUCAS (2017), Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPR)
13. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par le projet de prolongement de l'Autoroute du Nord : section 2 : carrefour Taabo - Toumodi, BNETD, rapport final, Juin 2005.
14. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par le projet de prolongement de l'Autoroute du Nord : section 3 : Toumodi - Yamoussoukro, BNETD, rapport final, Juin 2005.
15. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par le projet de construction du Pont de Jacqueville, BNETD, document actualisé, Mars 2008.
16. Plan de Déplacement et de Réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement de la Zone Franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication, BNETD, rapport final, Mars, 2008
17. Plan National de Développement PND 2016-2020 : diagnostic stratégique de la Côte d'Ivoire sur la trajectoire de l'émergence, tome 1, Ministère du Plan et du Développement (RCI).
18. République de Côte d'Ivoire (Novembre 2016), Constitution ivoirienne,
19. République de Côte d'Ivoire. Loi no 96-766 du 3 octobre portant Code de l'Environnement.

## **LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES**

---

Annexe 1 : Formulaire de sélection sociale

Annexe 2 : Fiche d'analyse des projets pour identification des cas de réinstallations involontaires

Annexe 3 : Fiche de plainte

Annexe 4 : Logigramme de gestion des plaintes

Annexe 5. Liste récapitulative des personnes rencontrées lors des consultations de novembre/décembre 2016

Annexe 6. Résumé des différentes rencontres avec les autorités administratives, les directeurs techniques, et les associations dans le cadre de l'élaboration du CPR initial, 2016

Annexe 7. Résumé des différents échanges avec les commerçants de Bouaké, 2016

Annexe 8. Procès-verbal de la séance d'information et de consultation publique avec la population de Tolakouadiokro/Bouaké, 2016

Annexe 8. Procès-verbal de la séance d'information et de consultation publique avec la CCDQ des quartiers concernés Bouaké, 2016

Annexe 9. Procès-verbal de la séance d'information et de consultation publique avec les transporteurs de Bouaké, 2016

Annexe 10. Procès-verbal de la séance de consultations publiques a avec les chefs de quartiers concernées à san Pedro, 2016

Annexe 11. Procès-verbal de la séance d'information et de consultation publique avec les transporteurs de san Pedro, 2016

Annexe 12 : TDRS pour la préparation des PARS

Annexe 13 : Plan type d'un PAR

Annexe 15 : Plan de Prévention COVID-19 du PIDUCAS

# **QUELQUES DOCUMENTS ANNEXES**

## Annexe 1 : Formulaire de sélection sociale

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des activités du PIDUCAS devant être exécutés sur le terrain. Le formulaire a été conçu afin que les impacts sociaux et les mesures d'atténuation y relatives, s'il y en a, soient identifiés et/ou que les exigences en vue d'une analyse sociale plus poussée soient déterminées.

Formulaire de sélection et sociale		
1	Nom de la localité où l'activité sera réalisée	
2	Nom, fonction, et informations sur la personne chargée de remplir le	
Date :		Signature :

### PARTIE A : Brève description du sous projet

- Type et les dimensions de l'activité du projet (superficie, terrain nécessaire,)
- Construction et fonctionnement (ressources, matériaux, personnel, etc.)

### PARTIE B : Brève description du milieu social et identification des impacts sociaux

#### 1. L'environnement naturel

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone du projet

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée \_\_\_\_\_

#### 2. Compensation et ou acquisition des terres

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques sont-ils le fait de la réalisation du projet ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**3. Perte de terre :** La réalisation du projet provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de terre ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**4. Perte de bâtiment :** La réalisation du projet provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de bâtiment ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**5. Pertes d'infrastructures domestiques :** La réalisation du projet provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire d'infrastructures domestiques ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**6. Perte de revenus :** La réalisation du projet provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de revenus ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**7. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers :** La réalisation du projet provoquera –t-elle la perte permanente ou temporaire de récoltes ou d'arbres fruitiers ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

### Partie C : travail social nécessaire

- ☐ Pas de travail social à faire
- ☐ PAR

**Annexe 2 : Fiche d'analyse des projets pour identification des cas de réinstallations involontaires**

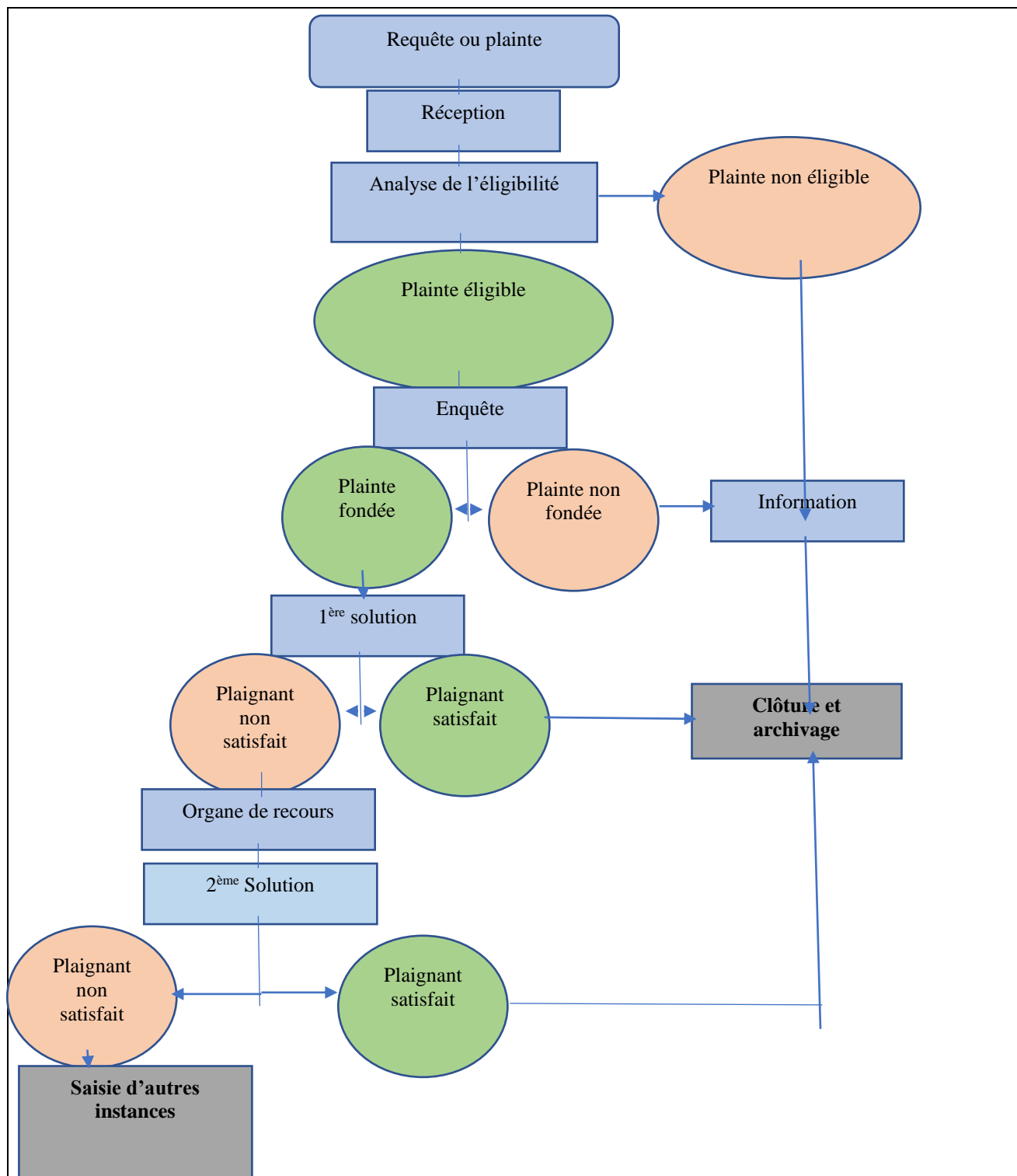
Date :	
Nom de projet	
Région de	
Préfecture de Communauté Rurale de Type de projet	
<input type="checkbox"/> Réhabilitation d'une route	
<input type="checkbox"/> Aménagement d'un Gare Routière	
Localisation du projet : Quartier /village :	
Dimensions : m2 x m2	
Superficie : (m2)	
Propriétaire(s) du (des) terrain(s) :	
Nombre total des PAP	
Nombre de résidences	
Pour chaque résidence : Nombre de familles	
Nombre de personnes :	
Nombre d'entreprises	
Pour chaque entreprise : Nombre d'employés salariés :	
Salaire de c/u par semaine :	
Revenu net de l'entreprise/semaine :	
Nombre de vendeurs :	
Sites de relocalisation à identifier (nombre) :	
Sites de relocalisation déjà identifiés (nombre et ou) :	
Considérations environnementales :	
Commentaires	

### Annexe 3 : Fiche de plainte

Date :
Quartier ..... Commune ..... Région de ..... Dossier N° .....
<b>PLAINTÉ</b>
Nom du plaignant :
Adresse :
Village:
Nature du bien affectée :
<b>DESCRIPTION DE LA PLAINTÉ :</b>
.....
.....
.....
A ....., le.....
Signature du plaignant
<b>OBSERVATIONS DU COMITE DE GESTION DE PALINTES :</b>
.....
.....
.....
A ....., le.....
(Signature du Chef de Village)
<b>RÉPONSE DU PLAIGNANT :</b>
.....
.....
.....
A ....., le.....
Signature du plaignant
<b>RESOLUTION</b>
.....
.....
.....
A ....., le.....
(Signature du Chef de Village ou son représentant) (Signature du plaignant)



#### Annexe 4 : Logigramme de gestion des plaintes



Logigramme du MGP-PIDUCAS

**Annexe 5. Liste récapitulative des personnes rencontrées lors des consultations de novembre/décembre 2016**

N°	Nom et Prenoms	Fonction/structure	Commune	Date de rencontre	Contacts
1	DJANDE Lorné Abou B	Administrateur civil	Bouaké	11 novembre 2016	
2	DJIBO Nicolas	Maire	Bouaké	11 novembre 2016	
3	COULIBALY Ousmane	Administrateur civil	San Pedro	14 novembre 2016	
4	N'DRI Kouassi	Administrateurs civil	San Pedro	16 novembre 2016	
5	AKAMBI Abibulai	DR transport	San Pedro	16 novembre 2016	
6	DJIRAGBOU Danho Seraphin	DR Commerce	San Pedro	16 novembre 2016	
7	SORHO Abou Dramane	DR infrastructures	San Pedro	16 novembre 2016	
8	KOUADIO Kra	CDT de l'aéroport	San Pedro	16 novembre 2016	
9	N'GUETA Niamien	Chef service (MCU)		16 novembre 2016	
10	KOUTONI Cyrille Oulai	DT de mairie	Bouaké	09 novembre 2016	
11	GOUANOU Blaise	DT adjoint mairie	San Pedro	14 novembre 2016	
12	SAKO Brahim	DR transport	Bouaké	10 novembre 2016	
13	KONE Moussa	Coordonnateur adjoint Plate-forme de la Société civile	Bouaké	11 novembre 2016	
14	YEBOUE Luc K. Gontran	Chargé de suivi Évaluation Plate-forme de la société civile	Bouaké	11 novembre 2016	
15	TOURE Moricounadi	Chef de service Environnement maire de Bouaké	Bouaké	09 novembre 2016	
16	KOUASSI Jean Pierre	Délégué régional ANASUR	Bouaké	11 novembre 2016	
17	LAGOUTH D Ruffin	Secrétaire Général	Bouaké	11 novembre 2016	
18	Honoré KOUAME	Directeur de SIA	Bouaké	10 novembre 2016	
19	OUATTARA Siaka	Président Régional de la chambre des métiers	Bouaké	11 novembre 2016	
20	COULIBAL Tiemoko	SG de la chambre des Métiers	Bouaké	11 novembre 2016	
21	DAO Amara	DG du marché de Gros	Bouaké	10 novembre 2016	
22	TRAORE Lacina	Président GIE	Bouaké	11 novembre 2016	
23	KPANGNI Essan Renault	DTAD /port de San Pedro	San Pedro	10 novembre 2016	

**Annexe 7. Résumé des différents échanges avec les commerçants de Bouaké, 2016**

L'an 2016, le vendredi 11 novembre, de dix-sept heures zéro minute (17 h00 mn) à dix-huit Heures douze minutes (18h12mn), a eu lieu dans la salle de de réunion du marché de gros, une

Séance d'information et de consultation des commerçants, dans le cadre de la réalisation du Cadre de Gestion Environnementale Sociale (CGES) et du Cadre Politique de Réinstallation (CPR) du PIDUCAS.

Etaient présents :

- Voir la liste de présence joint

**Ordre du jour :**

- 1- Informations et Présentation du Projet ;
- 2- Echanges ;
- 3- Divers.

Intervenants	Résumé de l'intervention
	<b>1- Informations</b>
M.SANOGO Mamadou, Représentant du maire	A l'ouverture de la séance a souhaité la bienvenue à la délégation et Aux participants. Il a ensuite passé la parole au chef de délégation De la mission.
M. BROU Delamarre, Spécialiste Environnement, Chef de Délégation	A remercié toute l'assemblée pour leur présence. A présenté la Délégation qui l'accompagne, avant de présenter le PIDUCAS et de Ses Objectifs. Il a également situé le contexte du CGES et du CPR Dans le cadre du Projet.
	Il a ensuite fait une brève présentation du Projet autour des points Suivants ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Contexte et justification de CGES et du CPR ;</li> <li>- Les objectifs du CGES et du CPR ;</li> <li>- Présentation du projet ;</li> <li>- Contraintes du Projet ;</li> <li>- Impacts potentiels du projet ;</li> <li>- Mesures d'atténuation ;</li> </ul> A indiqué que dans le cadre de la réalisation de ces études le Bailleur recommande l'avis préalable des populations
	<b>2- Echanges</b>
	<b>Réactions et propositions des Populations</b>
M. KOUYATE Lanciné	A remercié le PIDUCAS avant de signifier que les commerçants s Sont très heureux pour la venue du Projet. A donné son accord de principe pour la réalisation du Projet.

Intervenants	Résumé de l'intervention
	Cependant, il a souhaité que durant la réhabilitation des magasins que des hangars soient construit sur les triangles afin de leur Permettre de continuer sans interruption de leurs activités. Il a aussi souhait que les salles d'eau soit revues. Il finit ses propos L'équipement des magasins en électricité
M. FOFANA Oumar	Il aura des voies d'accès permettant de décharger les marchandises et aux clients d'avoir accès aux commerces durant les travaux ? Au cas où il n'y a pas de possibilité que sera le sort de ces activités Commerciales ?
M. OUATTARA Soumaïla	Il suggère la création d'une mosquée sur le site de construction du Marché de gros ou d'ouvrir un passage pour leur permettre D'accéder à la mosquée. Car les attitudes des uns et des autres aux Heures de prières tend à des provocations qui finit de fois par des Bagarres. La construction des magasins doit tenir compte de la nature du Produit. Ainsi les magasins obtenus pour les ignames Ne conviennent pas car il y a beaucoup de pourritures.
M. KOUYATE Lancina	Il est important que les commerçants soient informés au démarrage des travaux et surtout ceux qui sont dans l'emprise
M. KEITA Mamadou	Les commerçants installés par la mairie ont reçu un document qui demande de libérer les emprises sans indemnisation quand la Mairie voudra reprendre son site Quel est votre avis et serions pris en compte dans l'indemnisation ? Ou ce sont seulement ceux qui sont dans les magasins ?
M. ZONATCHIA Thomas	Il faudra adapter la construction des magasins au production. Mais aussi il est important de penser à l'installation de structure de Transformation sur le site du marché de gros. Seront concernés par les froides pour la conservation des fruits et légumes.
	<b>Réponses</b>
M. BROU Delamarre, Spécialiste Environnement Chef de Délégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Durant les travaux, des voies d'accès seront aménagés (déviations) ou des dispositions seront prises afin de permettre aux activités commerciales de poursuivent leurs activités sans interruption.</li> <li>✚ Pour la deuxième question un plan d'action est proposé s'il y a des restrictions d'accès ou des fermetures totales</li> <li>✚ Si la mairie a signé une convention avec vous avant de vous installer, elle sera appliquée dans le cas le contraire le recensement des personnes affectées sera sans distinction de type d'activités</li> <li>✚ L'étude va recommander la mise en place d'un comité pour</li> </ul>

Intervenants	Résumé de l'intervention
	Porter les informations aux commerçants vous êtes déjà Organisés en syndicat, c'est encore plus facile
<b>3- Divers :</b>	

L'ordre du jour de la rencontre étant épuisé, Monsieur SANOGO Mamadou représentant du Maire a levé la séance à 18h 12 mn.

**Annexe 8. Procès-verbal de la séance d'information et de consultation publique avec la population de Tolakouadiokro/Bouaké, 2016**

Procès verbal (Bouaké)

Rencontre avec les riverains de Tolakouadiokro

L'an deux mil seize, le mercredi neuf novembre, il s'est déroulé dans le village de Tolakouadiokro, un quartier de la commune de Bouaké, une consultation des populations et de la communauté communautaire de développement de Quartier (CCDQ)

L'entrée de jeu, l'environnementaliste a remercié les participants et ensuite, il a déroulé le programme de la rencontre.

L'environnementaliste a d'abord présenté le projet dans son ensemble avant de parler de manière spécifique du projet qui concerne Tolakouadiokro.

Les différents impacts environnementaux et sociaux ont été présentés et la parole a été donnée ensuite à la population pour donner leurs avis, préoccupations, craintes ainsi que poser des questions pour une bonne compréhension du projet.

• Le chef du village a prononcé un avis favorable pour le projet qui était attendu depuis. Il a développé la gestion des conflits ou plaintes avant de marquer la disponibilité de la chefferie et du CCDQ à l'accompagnement total et à la participation de la population. Il souhaite qu'il soit accompagné dans le processus de gestion durant les travaux.

• Ouattara Seydou : Quelles sont les dispositions prises pour le recrutement des jeunes de Tolakouadiokro? R<sub>1</sub> : Cette action a été faite dans les projets précédents, une recommandation sera faite dans le rapport.

Q<sub>2</sub> : Quelle serait la date de démarrage des travaux? Serons-nous informés sur les différentes évolutions des travaux pour prendre nos dispositions?

R<sub>2</sub> : Le projet démarrera globalement en 2017, le projet s'appuiera sur les chefs de village, le CCDQ et ODA pour vous informer sur les différentes étapes des travaux.

Q<sub>3</sub> : Quel sera le sort des personnes installées dans l'emprise gulligne? et comment se fera l'indemnisation des personnes affectées? Le seront-ils avant ou après le démarrage des travaux? (Toussaint Abo)

R<sub>3</sub> : Un plan d'action et réinstallation sera réalisé au cas où l'évolution sociale montre qu'il y aura un déplacement. Tous les aspects relatifs seront traités dans ce document.

Q<sub>4</sub> : Allons-nous avoir un appui (formation) pour nous aider à remplir notre rôle?

R<sub>4</sub> : Une formation renforcera la capacité des projets dans le CCES et CAP.



Q<sub>5</sub> = Est-il possible de mettre des Los d'âne pour assurer la sécurité et réduire les accidents? ②

R<sub>5</sub> = C'est le technicien qui pourra déterminer la possibilité. Cependant, il faudra savoir que les Los d'âne ne se mettent pas sur toute les voies. Cela dépendra de la classification de la voie.

Q<sub>6</sub> = Est-il possible de maintenir l'éclairage public durant les travaux?

R<sub>6</sub> = L'éclairage sera maintenu.

A l'issue de la pose des questions et réponses, l'Émancipé principal de Bouaké a fait une prière de bénédiction et la Présidente du CCDS a pris la parole pour clore la séance. La consultation publique toutes marques l'adhésion parfaite de la population.

Commencé à 11h00, cette séance a pris fin à 12h37.

Présidente du CCDS

PRÉCIS



Diomande Korotoumou



BRON Delamarre





**Annexe 9. Résumé des différentes rencontres avec les autorités administratives, les directeurs techniques, et les associations dans le cadre de l'élaboration du CPR initial, 2016**

Dans le cadre de l'élaboration du CPR initial en 2016, l'environnementaliste a sillonné les deux villes initialement concernées par le Projet. L'objectif assigné était d'abord de rencontrer les autorités administratives, les autorités coutumières et les responsables des quartiers, en vue de leur présenter le Projet et ses objectifs, ainsi que la mission du consultant. Ensuite, collecter les informations relatives aux zones d'influences directes et indirectes du Projet par des séances de travail avec les personnes ressources. Enfin, effectuer une visite de reconnaissance des sites.

Pendant cette phase de terrain, l'environnementaliste a pu échanger avec les différentes autorités et ou, leur représentant.

**Résumé des différents échanges**

En somme, il ressort de ces différentes rencontres que les autorités administratives et les directeurs techniques présents ont marqué leur joie et leur adhésion à la réalisation du Projet. Ils ont remercié la Banque mondiale pour cette initiative qui devrait soulager les souffrances des populations riveraines et celles des quartiers concernés. Les différents directeurs ont dit transmettre l'information à leur compatriote et promis les sensibiliser à réserver un bon accueil à l'environnementaliste qui sera dans leur quartier.

Les différents responsables rencontrés ont évoqué les préoccupations et suggestions qui sont dans le tableau ci-dessous :

**Suggestions :**

- Prendre en compte dans l'aménagement des voies surtout les grandes voies (A3 de Bouaké) les listes cyclables et les voies piétonnes.
- Prévoir une passerelle sur la voie A3 de Bouaké et les feux tricolores
- Aménagement de site de prière sur les aires de stationnement
- Aménager la piste de 2km de la piste d'atterrissage en plus de la voie de l'aéroport
- Aménagement de la voie des grumiers en 2 x 2
- Aménagement de site pour reloger les mécaniciens
- Tenue de l'information avant le démarrage des travaux

**Préoccupations**

- Le choix d'un bureau de contrôle performant pour la qualité des travaux
- L'avenir des sites de stationnement de Bouaké après la construction de l'autoroute de Bouaké.
- La gestion des espaces publics, notamment l'occupation des abords des voies par l'installation

**Des lavages**

- Mise en place d'un comité technique de gestion des informations
- Implication de la construction dans l'expertise immobilière et la gestion des conflits
- Le renforcement de capacité sur les procédures de la Banque mondiale
- La gestion des déchets dans les communes
- L'appui technique des directions techniques et le renforcement de capacité

## Annexe 10 : TDRS pour la préparation des PARS

1. Description du sous-projet et de ses impacts éventuels sur les terres 1.1 Description générale du projet et identification de la zone d'influence
- 1.2 Impacts. Identification :
  - 1.2.1 De la composante ou les actions du projet qui vont occasionner le déplacement,
  - 1.2.2 De la zone d'impact de ces composantes ou actions,
  - 1.2.3 Des alternatives envisagées pour éviter ou minimiser le déplacement,
  - 1.2.4 Des mécanismes mis en place au cours de la mise en œuvre pour minimiser dans la mesure du possible le déplacement.
2. Objectifs. Principaux objectifs du programme de réinstallation
3. Etudes socioéconomiques et recensement des personnes, des biens et des moyens d'existence affectés. Les conclusions des études et du recensement doivent comprendre les points suivants :
  - 3.1 Résultats d'un recensement couvrant les occupants actuels de la zone affectée, pour établir la base de la conception du programme de réinstallation et pour exclure les personnes qui arriveraient après le recensement.
  - 3.2 Caractéristiques des ménages déplacés : description des systèmes de production, de l'organisation des ménages, comprenant les niveaux de production et de revenus issus des activités formelles et informelles, et les niveaux de vie (notamment sur le plan de la santé) de la population déplacée.
  - 3.3 Ampleurs des pertes – totales ou partielles – de biens, et ampleur du déplacement physique et économique.
  - 3.4 Information sur les groupes ou personnes vulnérables pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises.
  - 3.5 Dispositions relatives à l'actualisation de l'information sur les personnes déplacées, notamment leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, de sorte que des informations actuelles soient disponibles lors du déplacement.
  - 3.6 Autres études décrivant les points suivants :
    - 3.6.1 Système foncier et transactions foncières, comprenant l'inventaire des ressources naturelles communautaires utilisées par les personnes affectées, les droits d'usage ne faisant pas l'objet de titres écrits et gérés par des systèmes traditionnels, et toute autre question relative au système foncier dans la zone.
    - 3.6.2 Interaction sociale dans les communautés affectées, comprenant notamment les réseaux sociaux et de solidarité, et comment ils seront affectés par le déplacement
    - 3.6.3 Infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés
    - 3.6.4 Caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, dont la description des institutions formelles et informelles (organisations communautaires, groupes religieux, ONG), qui peuvent être associés à la stratégie de consultation et de participation à la conception des actions de réinstallation.
4. Contexte légal et institutionnel
  - 4.1 Résumé des informations continues dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation
  - 4.2 Particularités locales éventuelles
  - 4.3 Spécificités locales en matière institutionnelle et organisationnelle
    - 4.3.1 Identification des organismes responsables de la réinstallation et des ONG qui pourraient avoir un rôle dans la mise en œuvre
    - 4.3.2 Evaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONG
5. Éligibilité et droits à indemnisation/réinstallation. Sur la base des définitions et des catégories présentées dans ce Cadre de Politique de Réinstallation, définition des personnes déplacées éligibles, règles de détermination de l'éligibilité à l'indemnisation ou autre assistance à la réinstallation, dont notamment la règle de fixation de la date limite.
6. Evaluation et compensation des pertes. Méthodologies d'évaluation destinées à déterminer le coût intégral de remplacement, description des méthodes et niveaux de compensation prévus par la législation locale, et mesures nécessaires pour parvenir à l'indemnisation au coût intégral de remplacement
7. Mesures de réinstallation :
  - 7.1 Description des mesures prévues (indemnisation et ou réinstallation) pour assister chacune des catégories de personnes affectées
  - 7.2 Sélection des sites de réinstallation, préparation des sites, et réinstallation, en incluant la description

des alternatives

7.3 Mécanismes légaux d'attribution et de régularisation foncière pour les réinstallés

7.4 Habitat, infrastructure, et services sociaux

7.5 Protection et gestion de l'environnement

7.6 Participation communautaire, participation des déplacés, participation des communautés-hôtes

7.7 Intégration des réinstallés avec les populations hôtes. Mesures destinées à alléger l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes

7.8 Mesures spécifiques d'assistance destinées aux personnes et groupes vulnérables

8. Procédures de gestion des plaintes et conflits. Sur la base des principes présentés dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation, description de mécanismes simples et abordables pour l'arbitrage et le règlement par des tierces parties des litiges et conflits relatifs à la réinstallation. Ces mécanismes doivent prendre en compte les recours judiciaires effectivement possibles et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits.

9. Responsabilités organisationnelles. Le cadre organisationnel pour la mise en œuvre de la réinstallation, notamment l'identification des organismes responsables des mesures de réinstallation, les mécanismes de coordination des actions, et les mesures de renforcement de capacités, ainsi que les dispositions relatives au transfert aux autorités locales ou aux réinstallés eux-mêmes de la responsabilité des équipements ou services créés par le Projet, etc.

10. Calendrier de mise en œuvre, couvrant toutes les actions depuis la préparation jusqu'à la fin de la mise en œuvre, y compris les dates pour la mise à disposition des réinstallés des actions du Projet et des diverses formes d'assistance prévues. Le calendrier doit indiquer comment les actions de réinstallation sont liées au calendrier d'exécution de l'ensemble du Projet.

11. Coût et budget ; Tableaux des coûts par action pour toutes les activités prévues pour la réinstallation, y compris les provisions pour inflation, croissance de la population, et autres imprévus. Prévisions de dépense, source de financement et mécanismes de mise à disposition des fonds.

12. Suivi et évaluation. Organisation du suivi des actions de réinstallation par l'organisme chargé de la mise en œuvre, intervention d'agences externes pour le suivi, informations collectées, notamment indicateurs de performance et mesure des résultats, ainsi que de la participation des personnes déplacées au processus de réinstallation.

## Annexe 11 : Plan type d'un PAR

### a) Description du projet

La description générale du projet et l'identification de la zone d'implantation du projet.

#### a) Impacts potentiels. Identification :

- de la composante ou des activités du projet qui sont à l'origine de la réinstallation ;
- de la zone d'impact de la composante ou des activités ;
- des mécanismes mis en place pour minimiser la réinstallation, autant que faire se peut, pendant la mise en œuvre du projet.

#### c) Objectifs

#### d) Etudes socio-économiques Ces études comprennent :

##### i) une enquête destinée :

- à recenser les occupants actuels de la zone affectée pour établir une base pour la conception du programme de réinstallation et pour éviter que d'autres personnes non concernées ne revendiquent ultérieurement la compensation due au déplacement involontaire ;
- à définir les caractéristiques générales des ménages à déplacer, y compris une description des systèmes de production, du travail et de l'organisation des ménages, l'information de base sur les besoins d'existence comprenant les niveaux de production et les revenus issus des activités économiques formelles et informelles ainsi que le niveau de vie en général y compris la situation sanitaire de la population à déplacer ;
- à faire l'inventaire des biens des ménages déplacés, à évaluer l'importance de la perte prévue - totale ou partielle – de l'individu ou du groupe et l'ampleur du déplacement, physique ou économique ;
- à collecter l'information sur les groupes ou les personnes vulnérables pour qui des dispositions spéciales peuvent être prises ;
- à prévoir des dispositions pour mettre à jour l'information sur les besoins d'existence et les normes de vie des personnes déplacées de sorte que la dernière information soit disponible au moment de leur déplacement.

##### ii) d'autres études décrivant :

- le statut de la terre et les systèmes de transfert y compris l'inventaire des ressources naturelles communautaires dont les populations tirent leurs subsistances, les propriétés non enregistrées basées sur les systèmes d'usufruitier (comprenant les zones de pêche, les zones de pâturages, les forêts) et régis par les systèmes traditionnels d'attribution de terre, et toutes questions relatives aux différents statuts fonciers dans la zone du projet ;
- les systèmes d'interaction sociale dans les communautés affectées, y compris les réseaux sociaux et les systèmes de soutien social ainsi que les conséquences qu'ils auront à subir du projet ;
- les infrastructures publiques et services sociaux qui seront affectés ;
- les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, y compris une description des établissements formels et informels (par exemple, organisations communautaires, groupes rituels, ONGs pouvant être consultées, concevoir et mettre en œuvre les activités de réinstallation.

#### e) Cadre juridique

L'analyse du cadre légal doit couvrir les aspects suivants :

- i) le champ d'application du droit d'expropriation et la nature de l'indemnisation qui lui est associée, à la fois en termes de méthode d'estimation et de calendrier de paiement ;
- ii) les procédures juridiques et administratives applicables, y compris la description des recours disponibles pouvant être mis en œuvre par les personnes déplacées dans une procédure judiciaire ainsi que les délais normaux pour de telles procédures ; tout mécanisme alternatif de règlement des différends existant qui pourrait être utilisé pour résoudre les problèmes de réinstallation dans le cadre du projet ;
- iii) la législation pertinente (y compris les droits coutumier et traditionnel) régissant le régime foncier, l'estimation des actifs et des pertes, celle de la compensation et les droits d'usage des ressources naturelles ; le droit coutumier sur les personnes relatif au déplacement ; ainsi que les lois sur l'environnement et la législation sur le bien-être social ;
- iv) les lois et règlements applicables aux organismes responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation ;
- v) les différences ou divergences, s'il en est, entre la politique de la Banque Mondiale en matière de réinstallation, les lois régissant l'expropriation et la réinstallation, de même que les mécanismes permettant de résoudre les conséquences de telles différences ou divergences ;

vi) toute disposition légale nécessaire à assurer la mise en œuvre effective des activités de réinstallation dans le cadre du projet, y compris, si c'est approprié, un mécanisme d'enregistrement des doléances sur les droits fonciers – incluant les doléances dérivant du droit coutumier et de l'usage traditionnel.

f) Cadre institutionnel

L'analyse du cadre institutionnel doit couvrir les aspects suivants :

i) l'identification des organismes responsables des activités de réinstallation et des ONGs qui peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre du projet ;

ii) une évaluation des capacités institutionnelles de tels organismes et ONGs ; et

iii) toutes les dispositions proposées pour améliorer les capacités institutionnelles des organismes et ONGs responsables de la mise en œuvre de la réinstallation.

g) Éligibilité

Il s'agit d'un recensement de la population déplacée et critères permettant de déterminer l'éligibilité à une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation, y compris les dates appropriées d'interruption de l'aide.

h) Estimation des pertes et de leur indemnisation

Il s'agit de la méthodologie d'évaluation des pertes à utiliser pour déterminer le coût de Remplacement de celles-ci ; ainsi qu'une description des types et niveaux proposés de compensation proposés dans le cadre du droit local, de même que toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour parvenir au coût de remplacement des éléments d'actif perdus.

i) Mesures de réinstallation

Description des programmes d'indemnisation et autres mesures de réinstallation qui permettront à chaque catégorie des personnes déplacées éligibles d'atteindre les objectifs de la politique de réinstallation. En plus d'une faisabilité technique et économique, les programmes de réinstallation devront être compatibles avec les priorités culturelles des populations déplacées, et préparés en consultation avec celles-ci.

j) Sélection, préparation du site, et relocalisation

- Prendre les dispositions institutionnelles et techniques nécessaires pour identifier et préparer les terrains – ruraux ou urbains – de réinstallation dont la combinaison du potentiel productif, des avantages d'emplacement et d'autres facteurs, est au moins comparable aux avantages des anciens terrains, avec une estimation du temps nécessaire pour acquérir et transférer la terre et les ressources y afférentes

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les spéculations sur la terre ou l'afflux des personnes non éligibles aux terrains choisis

- Prévoir les procédures pour la réinstallation physique ainsi que le calendrier pour la préparation des terrains

- Voir les dispositions légales pour régulariser l'enregistrement et l'octroi des titres de propriété aux personnes réinstallées

k) Logement, infrastructures et services sociaux

- Etablir des plans pour fournir aux personnes réinstallées ou pour financer l'acquisition de logement, d'infrastructures (par exemple l'approvisionnement en eau, routes d'accès), et les services sociaux (par exemple, écoles, services de santé)

- Etablir des plans pour assurer des services comparables à ceux de la population d'accueil et si nécessaire assurer l'ingénierie et conceptions architecturales pour les équipements

l) Protection et gestion de l'environnement

- Une description des limites de la zone de réinstallation

- Evaluation des impacts environnementaux liés à la réinstallation proposée et les mesures pour atténuer et contrôler ces impacts (coordonnée avec l'évaluation environnementale de l'investissement principal exigeant la réinstallation)

m) Participation de la Communauté

Il s'agit de la participation des personnes réinstallées et des communautés hôtes qui exige de :

- Faire une description de la stratégie pour la consultation et la participation des personnes réinstallées et des communautés hôtes dans la conception et la mise en œuvre des activités de réinstallation ;

- Faire un sommaire des opinions exprimées et montrer comment les points de vue ont été pris en considération lors de la préparation du plan de réinstallation ;

- Examiner les autres possibilités de réinstallation présentées et les choix faits par les personnes déplacées concernant des options qui leur seront disponibles, y compris des choix sur les formes de

compensation et aide à la réinstallation pour les ménages ou pour des parties des communautés préexistantes ou pour des groupes de parenté, afin de maintenir le modèle existant d'organisation du groupe et de sauvegarder la propriété culturelle (par exemple endroits du culte, lieux de pèlerinage, cimetières, etc.) ;

- Prévoir les dispositions institutionnalisées par lesquelles les personnes déplacées peuvent communiquer leurs soucis aux autorités du projet durant toute la période de la planification et de la mise en place, et les mesures pour s'assurer que des groupes vulnérables tels que les peuples indigènes, les minorités ethniques, les sans terre, et les femmes ont été convenablement représentés ;

n) Intégration avec des populations hôtes

Il s'agit des mesures d'atténuer l'impact de réinstallation sur toutes les communautés hôtes, incluant :

- Des consultations avec les communautés hôtes et des autorités locales ;

- Des arrangements pour le règlement rapide de tout paiement aux populations hôtes pour l'acquisition des terres ou autres biens fournis aux populations réinstallées ;

- Toutes les mesures nécessaires pour augmenter les services (par exemple, dans le domaine de l'éducation, eau, santé, et services de production) dans les communautés hôtes pour les rendre au moins comparables aux services disponibles aux personnes réinstallées

o) Procédures de recours

- Procédures raisonnables et accessibles aux tierces personnes pour le règlement des conflits résultant de la réinstallation, de tels mécanismes de recours devraient tenir compte des possibilités de recours judiciaire de la communauté et des mécanismes traditionnels de contestation de règlement

p) Responsabilités d'organisation

- Le cadre d'organisation pour mettre en application la réinstallation, y compris l'identification des agences responsables de la mise en œuvre des mesures de réinstallation et des prestations

- Les arrangements pour assurer la coordination appropriée entre les agences et les juridictions qui sont impliquées dans l'exécution, et toutes les mesures (assistance technique y compris) nécessaires pour renforcer la capacité de l'organisme d'exécution pour concevoir et effectuer des activités de réinstallation

- Les dispositions pour le transfert si nécessaire, des agences d'exécution aux autorités locales ou aux personnes réinstallées elles-mêmes la responsabilité de gérer des équipements et des services fournis pendant le projet et de transférer toutes autres responsabilités

q) Programme d'exécution

- Un programme d'exécution couvrant toutes les activités de réinstallation, de la préparation à l'exécution, y compris les dates prévues pour l'accomplissement des avantages prévus pour les personnes réinstallées et les populations hôtes et pour terminer les diverses formes d'aide

r) Coûts et budget

- Des tableaux montrant des estimations des coûts de toutes les activités de réinstallation y compris les prévisions dues à l'inflation, à la croissance démographique et d'autres imprévus, les calendriers pour les dépenses, les sources de financement, etc.

s) Suivi et évaluation

- Des dispositions pour le suivi de la mise en œuvre des activités de réinstallation par l'agence d'exécution, appuyée par des auditeurs indépendants, afin de fournir l'information complète et objective, les indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les forces et faiblesses, et les résultats des activités de réinstallation, l'évaluation de l'impact de la réinstallation après une période raisonnable après que toutes les activités de réinstallation et celles relatives au projet soient terminées



## Annexe 12 : Plan de Prévention COVID-19 du PIDUCAS

Sur les bases de chantier et leurs annexes		
N°	Mesures	Objectifs
1	Installer un système de lave-main avec savon ou gel main hydroalcoolique aux entrées piétonnes et à proximité de l'aire de stationnement des véhicules légers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rendre obligatoire le lavage des mains pour toutes les personnes qui accèdent aux bases ;</li> <li>➤ Permettre aux personnes qui accèdent aux bases en véhicule de se laver les mains avant d'entrer les locaux.</li> </ul>
2	Afficher en format A3 les mesures du ministère de la santé et de l'OMS, les numéros verts en cas de détection ou de contamination, les mesures de l'autorité locale et le système de lavage des mains sur le tableau d'affichage, au sein des salles de réunion, bureau et au niveau des lavabos ou tout autre endroit jugé utile.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Informer le personnel sur le COVID -19.</li> <li>➤ Rappeler les mesures et éduquer au bon lavage des mains par toutes les personnes (personnel du chantier, les sous-traitants, visiteurs) qui ont accès aux bases et aux sites des travaux,</li> <li>Communiquer sur les mesures de protection, les symptômes et sur les dispositions à prendre en cas de contamination ou de détection de COVID-19</li> </ul>
3	<p>Tous les employés/ et tout intervenant sur le chantier doivent se faire poser des questions de sélection au COVID-19 avant d'entrer sur le chantier. S'ils répondent « oui » à l'une d'entre elles, il faut leur demander de quitter le chantier immédiatement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Avez-vous, ou quelqu'un avec qui vous avez été en contact étroit, été en contact avec une personne dont le test COVID-19 a été positif ?</li> <li>-Avez-vous, ou quelqu'un avec qui vous avez été en contact étroit, été en contact avec une personne qui est en train de subir un test de dépistage du COVID-19 ?</li> <li>-Avez-vous, ou quelqu'un avec qui vous avez été en contact étroit, voyagé en dehors de la Côte d'Ivoire au cours des deux dernières semaines ?</li> <li>-Avez-vous été dirigé médicalement vers l'auto-quarantaine en raison d'une exposition possible à COVID-19 ?</li> <li>-Avez-vous de la difficulté à respirer ou avez-vous eu des symptômes pseudo-grippaux au cours des 48 dernières heures, notamment : fièvre, toux, essoufflement, mal de gorge, nez qui coule / bouché, courbatures, frissons ou fatigue ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Limiter la propagation les risques de contamination au COVID-19</li> </ul>
4	Prendre la température du personnel et des visiteurs à l'aide d'un thermomètre infrarouge et leur distribuer des cache-nez aux entrées de la base.	Pour éviter une propagation du virus par les toux et autres.
5	Maintenir un registre de fréquentation du site et les coordonnées des visiteurs pour la traçabilité	En cas de détection d'un cas parmi le personnel ou autre, la traçabilité des personnes rencontrées pour être-établi

		pour une prise en charge rapide de ceux ceux-ci.
6	Désinfecter quotidiennement (matin après l'arrivée et soir après la descente du personnel) à l'aide de désinfectant tous les équipements des bases (bureaux, matériels de travail, poignées de portes, vestiaires, casiers, ordinateur, clavier d'ordinateur, téléphone, etc.).	➤ Limiter ou supprimer les risques de contaminations par les objets touchés (poignées de portes, matériels de bureaux, etc.) par les personnes atteintes.
7	Mettre à la disposition dans les salles de réunions, bureaux et lavabos de gels hydroalcooliques et ou de solutions alcoolisées et des masques supplémentaires.	➤ Se désinfecter régulièrement les mains en vue de l'élimination des potentiels virus.
8	Interdire les contacts physiques (poignées de mains, accolades, baisers, etc.).	➤ Eviter de contaminer ou propager le virus.
9	<p>Limitier le nombre de personnes en restant à une distance d'un mètre des autres lors de rassemblements, de réunions et de séances de formation.</p> <p>Limitier les interactions physiques avec les prestataires extérieurs en privilégiant le téléphone ou l'interne (transmettre par email le PV aux différents participants pour approbation après la visite de chantier par exemple).</p> <p>Respecter dans les bureaux, la distance règlementaire au moins 1 m entre le personnel ou l'interlocuteur et le port de masque. Les bureaux doivent être installés comme tels et le port de masques est obligatoire sauf les bureaux individuels</p>	Pour éviter la contamination ou propagation du virus du fait du confinement des lieux.
10	Vider régulièrement et vider les poubelles par une entreprise agréée de ramassage d'ordure. Les masques jetés doivent être traités comme déchets dangereux et de façon séparée	Pour éviter la contamination ou propagation
11	Les entrepreneurs devraient échelonner les pauses de travail (y compris le déjeuner) pour assurer l'éloignement social sur le lieu de travail.	Eviter les regroupements des ouvriers
<b>Sur le chantier</b>		
12	Installer un système de lave-main avec savon et gel main dans la zone des travaux.	➤ Pour permettre au personnel de chantier de se désinfecter régulièrement les mains.
13	Respecter sur le chantier la distance règlementaire au moins 1 m entre les ouvriers dans la zone des travaux.	➤ Pour réduire le risque de propagation du virus.
14	Port obligatoire des cache-nez et gants par tous les travailleurs. Les cache-nez doivent être régulièrement changés (en général toutes les 4 heures) pour conserver leur efficacité. Les masques doivent être fournis comme le reste du EPI par l'employeur.	➤ Eviter la transmission du virus entre collègue.
<b>Consignes pour le personnel</b>		
15	Prendre la température corporelle de chaque intervenant de façon quotidienne avant le démarrage des travaux journaliers à la base chantier.	➤ Détecter des éventuels cas de personnes atteintes du virus
16	Tousser et éternuer dans le creux du coude de la main ou dans un mouchoir jetable. En suite mettre le mouchoir dans une poubelle fermée.	➤ Eviter de propager le virus.
17	Porter systématiquement sur le chantier et les bases annexes les cache-nez.	➤ Eviter de propager le virus.
18	Se désinfecter les mains avant d'avoir accès aux bases, dans la zone des travaux, aux sorties des toilettes ou après avoir toussé, éternué ou se mouché	➤ Eviter de s'auto-contaminer.
19	Sanctionner les contrevenants aux mesures prescrites.	➤ Pour faire appliquer effectivement les mesures par tous.
20	Organiser des séances hebdomadaires de sensibilisation et d'information sur le COVID 19 en direction du personnel (20 personnes au maximum par séance) dans les cours des bases chantiers ou dans les zones de travaux par l'infirmier du chantier. Ces sessions seront aussi	➤ D'amener le personnel à appliquer les mesures sanitaires prescrites et adopter les bonnes pratiques.



	faites avec tous les personnes du chantier une fois par semaine.	
21	Nettoyage régulier des vêtements de travail ou des EPI réutilisable selon les recommandations du fabricant.	➤ Eviter de transporter le virus sur les vêtements.
22	Eviter Ne pas partagez les EPI entre ouvriers.	➤ Eviter la propagation du virus entre collègue
23	Ranger tout le matériel de travail (tenus, chaussures, gants, bidons d'eau, matériel de toilettes, etc.) dans les casiers des vestiaires dédié.	➤ Eviter la propagation du virus entre collègue.
24	Laisser les tenus de travail au chantier avant la descente du soir.	➤ Eviter la propagation du virus dans les ménages.
25	Rendre obligatoire le bain après les travaux.	➤ Supprimer ou réduire les risques de contaminations du personnel et de leur famille.
26	Informez le supérieur hiérarchique, l'infirmier et se confiner à la maison si vous sentez qu'un des symptômes du COVID 19 se manifeste. Au cas où les symptômes se manifeste sur le chantier, saisissez immédiatement l'infirmier ou appelez le numéro vert et déclencher la procédure d'urgence	➤ Eviter la propagation du virus entre collègue
27	Désinfectez les fournitures réutilisables avant et après utilisation.	➤ Eliminer les sources de contamination
28	Nettoyer les surfaces des équipements de construction (finisseurs, chargeurs finaux, rouleaux, grues, etc.) et des véhicules de service / parc, y compris le volant, le changement de vitesse, les tableaux de bord, etc. au début et à la fin des changements. Utilisez des désinfectants en aérosol à l'intérieur des cabines fermées.	➤ Eliminer les sources de contamination
<b>Consigne pour l'équipement de protection individuelle (EPI), outils, fournitures et équipements</b>		
29	Eviter de partager les EPI entre ouvriers.	➤ Eviter la propagation du virus entre collègue
	Désinfectez les EPI réutilisables selon les recommandations du fabricant avant chaque utilisation.	➤ Eliminer les sources de contamination
	Utiliser des gants jetables le cas échéant ; demander aux travailleurs de se laver les mains après avoir enlevé les gants.	➤ Eviter les risques de contamination
30	Désinfectez les fournitures réutilisables avant et après utilisation.	➤ Eviter les risques de contamination
31	Nettoyer les surfaces des équipements de construction (finisseurs, chargeurs finaux, rouleaux, grues, etc.) et des véhicules de service / parc, y compris le volant, le changement de vitesse, les tableaux de bord, etc. au début et à la fin des changements. Utilisez des désinfectants en aérosol à l'intérieur des cabines fermées.	➤ Eviter les risques de contamination
<b>Consignes en cas de présence d'une infirmerie sur la base chantier</b>		
32	L'infirmier de l'entreprise doit organiser des campagnes de sensibilisation, une formation et prendre des dispositions pour que des affiches, des panneaux et des avis consultatifs appropriés soient affichés sur le site afin de conseiller les travailleurs sur la façon de minimiser la propagation de la maladie.	➤ Limiter le risque de contamination

33	Pour les consultations assurez-vous que tous les patients respectent les mesures d'hygiène (port du cache-nez, mouchoir contre la toux, lavage des mains à l'aide de gel hydro-alcoolique, le respect de la distanciation sociale d'au moins 1m), et aux procédures d'isolement appropriée.	➤ Limiter le risque de contamination
34	Pour tout patient présentant les symptômes du covid19 (infection respiratoire, fièvre, toux sèche etc.). dans ce cas, l'isoler dans une salle bien aérée et lui mettre un masque de facial en attente d'évacuation dans un centre de santé le plus proche. Si l'infirmerie ne dispose pas de chambres séparées, séparer les patients par des rideaux. Aussi ne placer ensemble dans le même compartiment que les patients susceptibles d'être infectés par le covid 19. Aucun d'autre patient ne peut être placé dans le même compartiment. Empêcher les visites dans les salles des cas suspectés de patients présentant des symptômes du COVID-19	➤ Eviter de nouvelles contaminations
35	Les collègues proches et ceux qui partagent des même ateliers ou locaux du chantier avec un tel travailleur doivent également être retirés du site et testés	➤ Eviter les risques élevés de contamination
36	Le personnel de chantier doit être invité à surveiller les symptômes du Covid19 ou encore à signaler les signes de maladie grave pendant au moins 14 jours.	➤ Pour suivre les éventuels cas de contamination
37	La direction du projet doit identifier l'hôpital le plus proche qui dispose d'installations d'essai en place, diriger les travailleurs et payer le test s'il n'est pas gratuit	➤ Suivi des éventuels cas de contamination
<b>Consigne de protection sociales</b>		
38	Si un travailleur est reconnu COVID-19, les salaires doivent continuer d'être payés pendant la convalescence du travailleur (que ce soit à la maison ou à l'hôpital) et les frais médicaux doivent être prise en charge. Si les travailleurs du projet vivent à la maison, tout travailleur avec un membre de la famille qui a un cas confirmé ou suspect de COVID-19 devrait être mis en quarantaine du site du projet pendant 14 jours, et a continué à recevoir un salaire quotidien, même s'ils n'ont aucun symptôme.	➤ Lutter contre la vulnérabilité
39	Les personnes faisant l'objet d'une enquête pour COVID-19 ne devraient pas retourner au travail sur le site du projet tant qu'elles ne sont pas autorisées par les résultats des tests. Pendant ce temps, ils devraient continuer à recevoir des salaires quotidiens.	➤ Suivi des éventuels cas de contamination
<b>Personnel d'entretien des locaux de chantier</b>		
40	Former le personnel de nettoyage sur le processus le plus efficace pour nettoyer l'installation :	➤ Eliminer les sources de contamination
41	Utiliser un nettoyant à base d'alcool élevé pour essuyer toutes les surfaces ; laver les instruments avec du savon et de l'eau,	➤ Eliminer les sources de contamination
<b>Consignes pour la réalisation des activités nécessitant des regroupements de personnes</b>		
42	Suspendre les séances de consultation publique nécessitant un regroupement de plus de 25 personnes. Toutes les consultations seront faites en petits groupes et les masques et le gel alcoolique seront fournis par le	➤ Réduire les risques de contamination (tous les malades ne présentent pas de symptômes visibles)

	projet.	
43	En cas de regroupement, respecter scrupuleusement une mesure de distanciation d'un mètre minimum	➤ Réduire la contamination par les projections de salives lors des débats
44	Proscrire l'utilisation du microphone lors des débats. Le microphone doit être désinfecté après chaque utilisation et à la fin de la cérémonie.	➤ Eviter de transformer le micro en vecteur
45	Rester à une distance de 1 m minimum du microphone en cas d'interview par la presse	➤ Réduire le risque d'échange de salives
<b>Activités des ONG</b>		
46	Suspendre les enquêtes de proximité via le « porte à porte »	➤ Eviter le contact physique
47	Suspendre les réunions en présentiel du comité de riverains pour la gestion des plaintes	➤ Eviter le contact physique
48	Utiliser autant que possible les plateformes WhatsApp de discussion pour diffuser une information (désagréments, plaintes, doléances, réclamation...)	➤ Eviter le contact physique